

PROJET D'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Depuis les années 80, la politique en faveur des victimes développée en Belgique a donné lieu à diverses initiatives prises tant par l'autorité fédérale que par les Communautés et les Régions afin de rencontrer les besoins des victimes. Différents services ont vu le jour en fonction des compétences de chaque niveau de pouvoir (dont notamment les bureaux d'assistance aux victimes, les services d'aide aux victimes et les services d'accueil des victimes) et une coordination a dû se mettre en place sur le terrain.

La politique en faveur des victimes d'infractions conçue et mise en œuvre par les pouvoirs publics a un double objectif :

- éviter une victimisation secondaire pouvant résulter de l'intervention judiciaire en mettant tout en œuvre pour qu'au traumatisme causé par l'infraction elle-même ne s'ajoute pas un second traumatisme ou une aggravation du premier, par le fait du traitement de l'affaire par la police, la justice ou tout autre intervenant ;
- permettre à la victime de surmonter son traumatisme et de retrouver le plus rapidement possible un nouvel équilibre.

En vue de la mise en œuvre de cette politique en faveur des victimes, différents actes normatifs ont été pris, notamment la loi du 1^{er} août 1985 sur l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence, la loi dite « Franchimont » du 12 mars 1998 qui a modifié le Code d'instruction criminelle, l'accord de coopération entre l'État fédéral et la Communauté flamande du 7 avril 1998 en matière d'assistance aux victimes, les protocoles d'accord en matière d'assistance aux victimes, la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté, la loi du 15 décembre 2013 portant diverses dispositions en vue d'améliorer le statut de la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement.

Des circulaires ministérielles ont également été adoptées (par exemple, la circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes et la circulaire COL 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux), et des structures destinées à favoriser et à garantir la mise en œuvre de la politique ont été mises en place (notamment les conseils d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes).

Les droits fondamentaux des victimes sont également inscrits dans la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil.

D'autres textes européens destinés à renforcer la politique en faveur des victimes ont également vu le jour avec pour préoccupation centrale la prise en compte des victimes et la place de celles-ci au sein des dispositifs mis en place, notamment la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil, la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La Directive 2017/541/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil, intègre également les victimes du terrorisme au présent accord.

Pour ce qui concerne la collaboration entre les différents secteurs, seule la partie néerlandophone du pays s'est dotée jusqu'ici d'un accord de coopération en matière d'assistance aux victimes¹. Un tel accord n'a en effet jamais été conclu pour la partie francophone et la partie germanophone du pays. Toutefois, un protocole d'accord en matière d'assistance aux victimes a été adopté le 5 juin 2009 entre l'État fédéral et la Communauté germanophone.

Suite à la 6^e réforme de l'État qui a notamment abouti au transfert des compétences des maisons de justice – dont l'accueil des victimes – vers les Communautés, il est apparu nécessaire de relancer les travaux relatifs à la conclusion d'un accord de coopération pour les parties francophone et germanophone du pays. L'objectif visé est d'aboutir à une collaboration structurelle entre les différents niveaux de pouvoir en charge de la thématique des victimes, afin d'offrir à celles-ci un accompagnement parfaitement coordonné et de qualité.

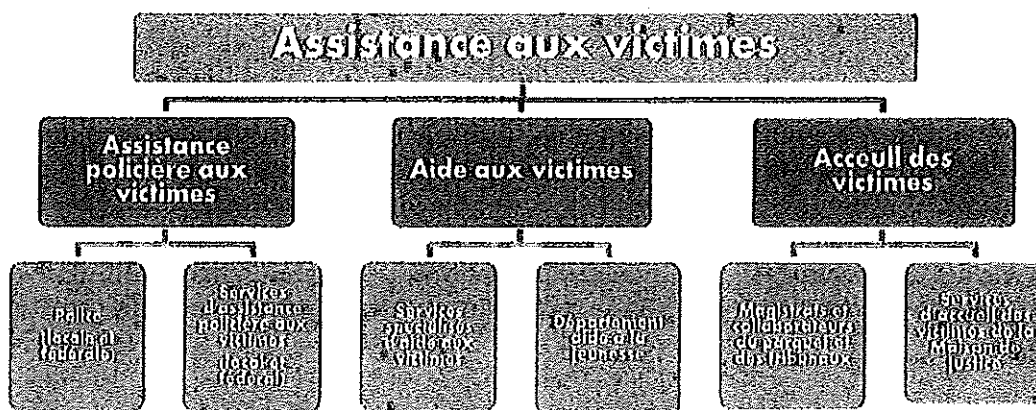
Les deux objectifs principaux du présent accord de coopération sont de prévoir un modèle de collaboration, d'orientation et de renvoi entre les différents services d'assistance aux victimes et la reconnaissance officielle des structures de concertation existantes dans la partie germanophone du pays. Les autorités concernées s'engagent en outre à accorder une attention durable à la problématique des victimes. Un esprit de coopération entre les différentes entités, dans le respect des compétences de chacune, aidera à garantir une politique cohérente en la matière.

L'accord de coopération comprend sept chapitres : les dispositions générales (art. 1^{er}), l'objectif de l'accord (art. 2), les compétences et missions des différentes parties à l'accord (art. 3 et 4), leurs engagements (art. 5 à 8), les structures de concertation (art. 9 et 10), les implications budgétaires (art. 11) et les dispositions finales (art. 12 et 13).

Le projet d'accord de coopération a été soumis à l'Autorité de protection des données qui a rendu un avis standard le 24 octobre 2023 (voir avis n° 65/2023 du 24 mars 2023). L'Organe de contrôle de l'information policière a également rendu son avis concernant les articles impliquant un traitement de données à caractère personnel (voir avis du 14 octobre 2023, portant la référence DA230039). Le projet d'accord de coopération a également été soumis au Collège des procureurs généraux, qui a rendu son avis le 23 octobre 2023 et au Conseil des Bourgmestres dont l'avis date du 9 juillet 2023. Finalement, le Comité de Coordination de la Police Intégrée a validé le projet d'accord de coopération de manière électronique le 24 juillet 2023. La seule demande de modification de forme de l'article 9, 6° a été suivie.

¹ Accord de coopération entre l'État fédéral et la Communauté flamande du 7 avril 1998 en matière d'assistance aux victimes. Cet accord fut entériné par une loi le 11 avril 1999 et par un décret le 15 décembre 1998.

EXAMEN DES ARTICLES



Article 1^{er}

Cet article définit les termes utilisés dans l'accord et exclusivement dans ce cadre. Les missions de chacun des services œuvrant auprès des victimes y sont notamment précisées afin de permettre d'appréhender au mieux les compétences propres de chacun d'entre eux.

La définition de victime reprise est celle du protocole d'accord en matière d'assistance aux victimes conclu en 2009 entre l'État fédéral et la Communauté germanophone. Contrairement à la directive européenne 2012/29/UE, cette définition reprend la notion de proches et non de membres de la famille.

La directive européenne précise que les membres de la famille d'une personne dont le décès résulte directement d'une infraction pénale et qui ont subi un préjudice du fait du décès de cette personne sont également considérés comme victimes.

La définition de victime conformément à l'accord de coopération est en outre applicable à l'ensemble des cas où l'autorité judiciaire intervient ; Il ne doit pas s'agir *prima facie* d'une infraction pénale. Nous pensons ici en particulier aux suicides, aux victimes d'accidents, de catastrophes, d'incendies et de la circulation routière. La définition de victime du présent accord de coopération englobe également les témoins.

Dans l'accord de coopération, la définition de proche vise également les proches qui ont subi un préjudice, mais il n'est pas précisé que ce préjudice est lié au décès de la victime. Cette définition est donc plus large sur ce point que celle de la directive européenne, ce qui correspond bien à l'esprit de cette dernière qui précise, dans son considérant n° 11, qu'elle se contente de « définir des règles minimales » et que « les États membres [...] peuvent élargir les droits définis dans la présente directive pour offrir un degré de protection plus élevé ».

La notion de proche est définie de la manière suivante : « ayant droit de la victime directe ou toute personne ayant un rapport affectif avec celle-ci ».

Par « ayant droit de la victime directe », il faut entendre ses héritiers légaux (conjoint, enfants, père et mère, frères, sœurs...).

Par « toute personne ayant un rapport affectif » sont notamment visés le partenaire lorsqu'il s'agit d'un couple de cohabitants ou les personnes qui sont à la charge de la victime, autres que les enfants, la personne autre que le père ou la mère chez qui le mineur d'âge séjourne réellement.

La notion de « rapport affectif » est préférée ici à celle de « relation intime » figurant dans la directive européenne parce que son acception est plus large.

Article 2

L'article 2 énonce l'objectif visé par l'accord de coopération, c'est-à-dire la mise en œuvre d'une coopération structurelle et bien organisée en matière d'assistance aux victimes, afin de limiter autant que possible les expériences traumatisantes de la victime et de lui permettre de les surmonter.

Cet article précise les arrondissements judiciaires concernés par le présent accord et stipule que le présent accord de coopération ne s'applique uniquement sur le territoire de la région de langue allemande.

Une collaboration étroite entre l'État fédéral et la Communauté germanophone est nécessaire afin d'éviter que le morcellement des compétences n'entrave la conduite d'une politique cohérente. Un accord de coopération doit ainsi garantir, par exemple, un passage sans accroc de l'assistance aux victimes fournie par les services de police vers les services responsables de l'accompagnement des victimes et de l'aide aux victimes.

Article 3

L'article 3 mentionne les missions de l'État fédéral, notamment l'assistance policière aux victimes dans le cadre de la politique de sécurité et policière, ainsi que la politique judiciaire en faveur des victimes dans le cadre de la politique criminelle.

Article 4

La Communauté germanophone est compétente pour l'aide psychosociale et pour le soutien psychologique aux victimes, mais également pour l'aide à la jeunesse et, depuis la 6^e réforme de l'État, également pour l'accompagnement des victimes.

1° La compétence d'accompagnement des victimes incombe, via les assistants de justice, au département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone.

Les tâches des assistants de justice chargés de l'accompagnement des victimes sont les suivantes :

- fournir aux victimes d'infractions pénales et à leurs proches des informations sur la procédure judiciaire en général et sur les droits que les victimes ont dans ce cadre, ainsi que des informations spécifiques sur leur dossier et sur la procédure en cours, avec l'accord du magistrat ;
- accompagner les victimes et leurs proches dans certaines démarches et les soutenir à différents moments de la procédure judiciaire (comme par exemple lors de la constitution de partie civile, la reconstitution, la consultation du dossier, les audiences devant le tribunal ou la restitution des pièces à conviction) et lors des différentes étapes de l'exécution de la peine ou de l'internement ;
- orienter les victimes vers d'autres services en fonction de leurs besoins et des difficultés rencontrées (par exemple, pour une aide juridique – de première ou de deuxième ligne – ou un accompagnement psychosocial) et collaborer avec les services locaux ;

- signaler les difficultés rencontrées par les victimes et sensibiliser les acteurs judiciaires aux besoins spécifiques et aux droits des victimes.

Les assistants de justice contribuent à ce que les victimes d'infractions pénales reçoivent l'attention nécessaire durant la procédure judiciaire et à ce qu'elles puissent faire valoir leurs droits.

2° La Communauté germanophone a pour mission de proposer une aide psychosociale et/ou un soutien psychologique afin d'aider les personnes confrontées aux conséquences directes et indirectes de l'infraction pénale et de la victimisation.

Les services spécialisés d'aide aux victimes sont ouverts aux personnes physiques qui ont subi un dommage résultant directement d'une infraction pénale ou d'un fait susceptible d'être qualifié comme tel, ainsi qu'à leurs proches et aux témoins.

Dans le cadre de leurs missions d'aide psychosociale, les services spécialisés d'aide aux victimes :

- soutiennent la victime pour faire face aux conséquences d'une infraction pénale ou d'un fait constituant potentiellement une telle infraction ;
- l'informent, l'orientent et la soutiennent dans ses relations avec la police et les instances judiciaires ;
- lui facilitent l'accès aux instances et organisations spécialisées.

Le service aide la victime à se réinsérer activement dans la société en évaluant avec elle ses besoins et ressources et en définissant des priorités afin qu'elle trouve un nouvel équilibre de vie.

Dans le cadre de leur mission d'aide psychologique, les services spécialisés d'aide aux victimes :

- soutiennent la victime pour faire face aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale ou aux problèmes particuliers liés à sa situation spécifique,
- proposent à la victime, compte tenu du préjudice subi, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé centré sur les conséquences directes du traumatisme et sur l'assimilation du choc.

3° Dans le cadre des matières personnalisables, la Communauté germanophone est compétente en matière d'aide à la jeunesse (voir le décret du 13 novembre 2023 relatif à l'aide à la jeunesse et à la protection de la jeunesse). Elle est mise en œuvre par le département aide à la jeunesse du ministère de la Communauté germanophone. L'objectif principal de l'aide à la jeunesse est de permettre à l'enfant de mener une vie digne et adaptée à son âge et de favoriser au mieux son développement sain, son éducation et sa participation sociale. L'intégrité physique, psychique et morale de l'enfant doit être protégée et garantie par des mesures d'aide à la jeunesse en faveur de l'enfant et de ses tuteurs légaux. Toute personne qui soupçonne ou constate qu'un enfant est en danger, par exemple en raison de négligence, de maltraitance ou d'abus, peut s'adresser personnellement, par écrit ou par téléphone au département aide à la jeunesse.

Article 5

Assistance policière aux victimes

L'assistance aux victimes fait partie intégrante des missions policières.

L'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police constitue la base légale de l'action policière en matière d'assistance aux victimes.

1° L'État fédéral s'engage à prendre l'ensemble des mesures nécessaires afin que les intérêts de la victime soient pris en compte conformément à cette loi.

Le fonctionnaire de police est souvent la première personne à entrer en contact avec la victime et a, par conséquent, l'obligation de lui assurer un accueil adéquat ainsi qu'un soutien émotionnel.

L'article 123 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, précise que les fonctionnaires de police contribuent en tout temps et en toutes circonstances à la protection des citoyens et à l'assistance que ces derniers sont en droit d'attendre, ainsi que, lorsque les circonstances l'exigent, au respect de la loi et au maintien de l'ordre public.

L'article 3*bis* du Titre préliminaire du Code de procédure pénale précise également que « [l]es victimes d'infractions pénales et leurs proches doivent être traitées [*sic*] de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire, et en les mettant, s'il échet, en contact avec les services spécialisés [...] ».

2° L'État fédéral s'engage en outre à assurer une formation adéquate et permanente en matière d'assistance policière aux victimes. Il peut être fait référence ici à l'arrêté ministériel du 24 octobre 2002 portant règlement général des études relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police qui reprend les programmes de formations de base, ainsi qu'à l'arrêté royal du 20 novembre 2001 relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires. Dans chaque formation de base, pour chaque niveau de policier, un module consacré à « l'assistance aux victimes » est prévu.

La circulaire ministérielle GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes dans la police intégrée, structurée à deux niveaux, régit l'organisation de l'assistance aux victimes au sein de la police fédérale et de la police locale.

Chaque zone de police doit disposer d'un collaborateur spécialisé, membre du personnel des services de police, afin de conseiller les fonctionnaires de police et les assister dans l'accomplissement de leurs missions (arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population).

Ces tâches peuvent être confiées intégralement à un inspecteur principal spécialisé ou à un membre du personnel civil possédant un diplôme adéquat. Une telle personne doit être rappelable en permanence au sein de chaque zone. On peut concevoir cette fonction en collaboration avec d'autres zones.

La police fédérale dispose d'assistants sociaux au niveau des arrondissements judiciaires. Ces assistants sociaux relèvent, au niveau de l'organisation, des services du directeur coordonnateur. Ils travaillent au service des directions de la police fédérale dont le personnel est en contact direct avec les victimes.

Subsidiairement, et pour autant que la charge de travail le permette, le collaborateur spécialisé de la police fédérale (assistants sociaux) peut fournir un appui ponctuel aux zones de police.

Les collaborateurs chargés de l'assistance policière aux victimes au sein des zones de police locale et de la police fédérale ont pour missions :

- d'assurer la sensibilisation et la formation continuée des membres du corps en matière d'assistance policière aux victimes ;
- de recueillir et de diffuser, au sein du corps, les informations liées à l'assistance aux victimes ;

- d'assister les victimes dans certaines circonstances, par exemple dans des situations de crise émotionnelle ou en présence de cas très graves ;
- d'orienter les victimes qui ont besoin d'une aide psychosociale vers les services compétents ;
- d'établir des contacts et une collaboration avec ces instances d'aide ;
- de participer aux structures de concertation.²

Par rapport aux victimes, la mission du fonctionnaire de police s'articule autour de cinq grandes tâches :

- l'accueil ;
- l'assistance pratique ;
- l'information et l'orientation ;
- la rédaction du procès-verbal ;
- la reprise de contact avec la victime.

L'accompagnement psychosocial et thérapeutique ne relève pas des tâches de la police.

Selon la circulaire PLP 27 du 4 novembre 2002 sur l'intensification et la stimulation de la coopération interzonale, des accords peuvent être conclus entre plusieurs zones limitrophes afin de fournir de façon permanente, une assistance et un accueil adéquats.

3° Afin de favoriser, sur le plan politique, un dialogue permanent et une coopération avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, une personne de contact est prévue au sein de la police fédérale et au niveau de la Commission permanente de la police locale.

Article 6

Politique judiciaire en faveur des victimes

Tous les membres de l'ordre judiciaire doivent assister correctement et consciencieusement les citoyens avec lesquels ils sont en contact. Cela vaut plus particulièrement pour les victimes de crimes et de délits. Ils doivent leur fournir l'information de base et, au besoin, les renvoyer vers des services spécialisés.

En mars 1998, en référence à la loi « Franchimont », le droit général à l'information et au traitement correct des victimes est formellement exprimé dans l'article 3*bis* du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle. Cette loi constitue la base légale de la politique judiciaire en faveur des victimes en Belgique.

Ainsi, cet article 3*bis*, dans son premier alinéa, prévoit que « [l]es victimes d'infractions et leurs proches doivent être traités [*sic*] de façon correcte et consciencieuse, en particulier en leur fournissant l'information nécessaire, et en les mettant, s'il échet, en contact avec les services spécialisés et notamment, avec les assistants de justice ».

Par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, il est ajouté à cet article que « [l]es victimes reçoivent notamment les informations utiles sur les modalités de constitution de partie civile et de déclaration de personne lésée ».

² Voyez la circulaire ministérielle PLP10 du 9 octobre 2001 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

L'État fédéral veille en outre à optimiser les moyens par lesquels la victime pourrait être indemnisée. Il s'agit notamment de la constitution de partie civile, de la médiation en matière pénale et du renvoi à la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes de violence intentionnels et aux sauveteurs occasionnels.

L'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes est un membre du personnel du département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone. Il se trouve cependant aussi en contact permanent avec les magistrats et le personnel des parquets et des tribunaux, afin de garantir de la sorte l'édification d'une collaboration étroite et d'une relation de confiance ainsi que son maintien.

L'assistant de justice intervient à la demande d'un magistrat, sur base d'une saisine écrite. Il peut également intervenir à la demande des victimes. Dans ce cas, il en informe le magistrat en charge du dossier répressif.

Le Procureur général garantit l'élaboration d'une politique en faveur des victimes cohérente et uniforme et est assisté dans cette tâche, entre autres par le département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone. Cette politique au sein de la magistrature est une mission expresse du procureur général de Bruxelles (cf. arrêté royal du 9 décembre 2015 relatif aux tâches spécifiques des membres du collège des procureurs généraux).

L'accueil des victimes auprès des parquets et tribunaux est développé plus en détails par la circulaire 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux. Ainsi, un magistrat de liaison pour l'accueil des victimes a été désigné dans chaque parquet du procureur du Roi et parquet général.

Un investissement durable dans une formation axée sur la victime de tous les membres de l'ordre judiciaire est en outre prévu. L'institut de formation judiciaire joue un rôle central dans le domaine de la formation des magistrats et des stagiaires judiciaires. Depuis 1997, une formation spécifique sur « la place de la victime dans le système pénal » est organisée.

Article 7

À travers cet article, la Communauté germanophone s'engage à informer la police fédérale et le SPF Justice quant aux indications liées à l'accueil des victimes par la maison de justice, les services spécialisés dans l'aide aux victimes et le département aide à la jeunesse ainsi qu'à leur communiquer les changements d'adresse. Cette transmission des informations est nécessaire afin que les services fédéraux en contact avec les victimes et leurs proches puissent les fournir comme il se doit aux services concernés de la communauté.

La Communauté germanophone s'engage en outre à permettre la formation continuée – en matière d'assistance aux victimes – appropriée des collaborateurs d'accueil des victimes de la maison de justice, du département aide à la jeunesse et des services spécialisés dans l'aide aux victimes.

Article 8

Le modèle de collaboration entre les services et de renvoi constitue l'un des points essentiels de l'accord de coopération.

1° Les services de police doivent systématiquement informer les victimes de l'existence et des missions des services d'assistance policière aux victimes, des services d'accueil des victimes de la maison de

justice et des services spécialisés d'aide aux victimes au moyen d'un document écrit *ad hoc*, à savoir l'attestation de dépôt de plainte. Des modèles de cette attestation sont annexés à la circulaire 5/2009 du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel contenant des directives relatives aux attestations de dépôt de plainte et à l'enregistrement des déclarations de personne lésée. Cette circulaire prévoit également les modalités de remise de cette attestation aux victimes.

L'accord de coopération établit que le service d'assistance policière aux victimes complète un formulaire de renvoi (dont un modèle est annexé à l'accord de coopération) et l'envoie au service spécialisé d'aide aux victimes. Il s'agit ici bien sûr de garantir le secret professionnel et le secret de l'instruction. Aucune autre information que celle qui est nécessaire pour contacter une victime ne doit être transmise.

Le service d'assistance policière aux victimes indique à travers le formulaire de renvoi, que la victime souhaite être contactée par un service spécialisé d'aide aux victimes. Le service d'assistance policière aux victimes établit préalablement un document séparé, dans lequel la victime donne son accord pour la transmission de ses données et pour la prise de contact par le BTZ/Prisma. Ce document est daté et signé par la victime. Ce renvoi est systématiquement proposé aux victimes.

La victime est en tout état de cause informée de l'existence des services spécialisés d'aide aux victimes.

En cas d'urgence, le fonctionnaire de police peut contacter lui-même le service d'aide aux victimes. Le fonctionnaire de police mentionne dans le procès-verbal ou dans tout autre support d'information écrit que l'offre de renvoi a été réalisée sans toutefois indiquer la décision de la victime. Sur recommandation de l'organe de contrôle, la notion "tout autre support d'information écrit de la police" a été ajouté puisque dans certains cas une fiche d'intervention est suffisante.

Dans son avis rendu le 14 octobre 2023, l'Organe de contrôle de l'information policière argumente que la victime devrait décider elle-même si sa réponse positive ou négative à l'offre de renvoi soit reprise dans le PV ou pas.

Le projet d'accord de coopération n'a pas été adapté en ce sens afin de permettre à la victime de revenir sur l'offre de renvoi à un moment ultérieur, si elle ne souhaitait pas, au moment de la constatation des faits ou du dépôt de plainte, être renvoyée vers un service d'aide aux victimes. Néanmoins, il importe que le fonctionnaire de police lui explique les missions des services spécialisés d'aide aux victimes et du service d'accueil des victimes de la maison de justice.

Lorsque cela s'avère nécessaire, le collaborateur du service d'assistance policière aux victimes met les victimes, telles que les femmes et les enfants victimes de violences graves, en contact avec une maison d'accueil (par exemple, l'asbl Prisma).

Si un mineur est victime de maltraitance ou de violence sexuelle, il l'oriente vers le département aide à la jeunesse.

Le service d'assistance policière aux victimes oriente les victimes qui souhaitent une assistance dans le cadre de la procédure judiciaire vers le service d'accueil des victimes de la maison de justice.

Ils peuvent enfin informer les victimes d'accidents, de catastrophes, d'incendies ainsi que les proches d'un suicidé de l'existence du service d'accueil des victimes de la maison de justice.

2° Le magistrat en charge du dossier concernant la victime ou le juge d'instruction peut saisir le service d'accueil des victimes de la maison de justice afin que celui-ci puisse proposer son intervention à la victime. Les modalités de saisine du service d'accueil des victimes de la maison de justice sont précisées dans la circulaire 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux. Dans

certaines situations, principalement en cas de décès de la victime, une saisine systématique du service d'accueil des victimes de la maison de Justice est prévue. Dans les autres cas, l'opportunité de saisir le service d'accueil des victimes est laissée à l'appréciation du magistrat.

Les victimes qui entrent directement en contact avec la magistrature doivent également être informées ou mises en contact avec un service d'assistance aux victimes approprié, si leur situation spécifique, leurs besoins ou leurs attentes le nécessitent.

3° La Communauté germanophone veille à ce que les victimes renvoyées par les services d'assistance policière soient contactées par les services spécialisés d'aide aux victimes. L'aide doit être proposée activement et dans un délai raisonnable, à savoir quelques jours après la constatation des faits.

Les personnes qui ont procédé au renvoi sont informées de la prise de contact par le service spécialisé d'aide aux victimes avec les victimes concernées. Dans ce cas aussi, il est nécessaire de respecter le secret professionnel. Il s'agit donc pour les travailleurs sociaux et les services d'assistance policière aux victimes de n'échanger que les informations nécessaires afin de rendre ce feed-back possible.

Cette procédure de renvoi était déjà développée dans la circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes. Il est toutefois essentiel d'entériner cette procédure de renvoi dans l'accord de coopération, avec pour objectif un respect systématique de cette mesure par les services de police.

La Communauté germanophone s'engage enfin à ce que les services d'aide aux victimes orientent les victimes ayant besoin d'une assistance dans le cadre de la procédure judiciaire vers les services d'accueil des victimes de la maison de Justice et à ce que les services d'accueil des victimes orientent les victimes ayant besoin d'une aide psychosociale ou d'une aide psychologique vers les services spécialisés d'aide aux victimes.

Dans son avis du 14 octobre 2023, l'Organe de contrôle de l'information policière observait qu'il n'existe pas de formulaire de renvoi pour le service d'accueil des victimes de la maison de Justice, ni pour le département aide à la jeunesse. Du fait que les formulaires ne sont utilisés uniquement en cas de renvoi vers des services spécialisés d'aide aux victimes et que l'accueil des victimes et le département aide à la jeunesse ne rentrent pas dans cette catégorie, le projet d'accord de coopération ne prévoit pas d'autres formulaires. La mise en page du texte a été adaptée pour clarifier ce point.

Si nécessaire, ces services orientent les victimes vers d'autres personnes ou services, comme les CPAS, l'asbl ASL (groupe de travail pour la lutte contre la toxicomanie et l'assistance psychologique, l'asbl Info Intégration, etc., en fonction des demandes et besoins exprimés par les victimes. Cette orientation peut par exemple aussi concerner l'aide juridique de première et de deuxième ligne.

L'Organe de contrôle de l'information policière remarquait également dans son avis que les formulaires annexés à ce projet ne contenaient pas les coordonnées nécessaires pour contacter la victime. De plus, il manquait le consentement écrit de la victime par rapport au traitement de ses données. Les formulaires ont été adaptés dans ce sens.

Article 9

La politique en faveur des victimes de l'arrondissement s'établit à l'instigation du conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes. Ce conseil rassemble les acteurs locaux impliqués dans l'assistance aux victimes.

Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes joue un rôle important dans l'échange de l'information au niveau régional.

Le conseil d'arrondissement doit en particulier concrétiser et mettre en œuvre les mesures adoptées à travers le présent accord de coopération. Ceci comprend la possibilité de réaliser des améliorations ou, du moins, de les proposer aux instances compétentes. Dans cette optique, des protocoles d'accord peuvent être conclus, entre autres en matière de renvoi des victimes, depuis le service d'assistance policière aux victimes, vers les services spécialisés d'aide aux victimes.

La composition du conseil d'arrondissement garantit que les instances impliquées dans la politique en faveur des victimes soient représentées au conseil d'arrondissement. Cette composition minimale peut être complétée selon l'objet des réunions, à l'invitation du président. Le conseil d'arrondissement est présidé par le procureur du Roi ou le magistrat de liaison chargé de l'accueil des victimes au sein de l'arrondissement judiciaire.

Il est déjà fait mention de ces conseils d'arrondissement dans la circulaire GPI 58 relative à l'assistance policière aux victimes et dans la circulaire 16/2012 relative à l'accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux. Par cet accord de coopération, un statut officiel leur est conféré pour la partie germanophone du pays.

Article 10

La coopération entre les professionnels des différents services judiciaires, policiers et sociaux exige qu'une ou plusieurs équipes psychosociales d'assistance aux victimes soient formées au sein des arrondissements judiciaires. Ceci dépend de la grandeur du territoire et du personnel disponible. L'équipe psychosociale d'assistance aux victimes doit donner corps à la coopération sur le terrain de manière détaillée afin de traiter le plus efficacement possible les dossiers dans lesquels différents services et personnes interviennent simultanément.

La concertation au sein des équipes psychosociales concerne entre autres la mise en œuvre du formulaire de renvoi, le signalement des points problématiques, la notification et la préparation des réunions du conseil d'arrondissement.

Actuellement, de telles équipes fonctionnent déjà dans plusieurs arrondissements judiciaires. Elles constituent des lieux de rencontre informels et sont composées de travailleurs locaux. Cet accord de coopération leur confère une reconnaissance formelle.

Article 11

Cet article règle les implications budgétaires, qui sont à charge de toutes les parties en fonction de la répartition des compétences fixées dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 12

Il convient d'abroger le protocole d'accord du 5 juin 2009 entre l'État et la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes.

Article 13

Cet article détermine la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération. L'accord prévoit qu'une évaluation de son application est réalisée par les parties à l'accord à chaque fois qu'elles l'estiment nécessaire.

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES
--

Vu l'article 130 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92*bis*, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales ;

Vu la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 4, §2, et 55*bis* ;

Vu la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil ;

Vu la directive 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JBZ du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JBZ du Conseil ;

Considérant que les compétences en matière d'assistance aux victimes sont réparties entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions ;

Considérant qu'une coopération structurelle entre l'État fédéral et la Communauté germanophone est nécessaire pour aboutir à une politique en faveur des victimes ;

Considérant qu'une assistance aux victimes optimale et bien développée doit limiter et réparer autant que possible toutes les conséquences de la victimisation ;

Considérant que la Constitution et la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 prévoient la possibilité pour les autorités précitées de conclure un accord de coopération en matière d'assistance aux victimes ;

Les parties soussignées,

l'État fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne de la Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice ;

et

la Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-président et en la personne du Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;

conviennent de ce qui suit dans l'exercice conjoint de leurs propres compétences :

CHAPITRE 1 – Dispositions générales

Article 1^{er} – Pour l'application du présent accord de coopération et exclusivement dans ce cadre, il faut entendre par :

1° la victime : la personne physique, ainsi que ses proches et les témoins, qui ont subi ou ont été les témoins directs d'un préjudice, en particulier d'une atteinte à l'intégrité physique ou mentale, d'une souffrance morale ou d'une perte matérielle, directement causé(e) par des actes ou des omissions qui enfreignent la législation pénale ;

2° un proche : un ayant droit de la victime directe ou toute personne ayant un rapport affectif avec celle-ci ;

3° l'assistance aux victimes : l'aide et le service au sens large procurés aux victimes par les différents secteurs, qu'ils soient policiers, judiciaires, sociaux ou médicaux ;

4° la politique en faveur des victimes : l'ensemble des actes administratifs de l'État fédéral, des Communautés et des Régions en rapport avec l'assistance aux victimes ;

5° l'assistance policière aux victimes : l'assistance procurée aux victimes par la police qui consiste en un accueil de la victime, une première prise en charge, une bonne information de base ainsi qu'une orientation éventuelle vers les services spécialisés et qui comprend également l'accueil et l'assistance des personnes qui ont été impliquées dans un accident, une catastrophe ou un incendie ;

6° le service d'assistance policière aux victimes : le service existant au sein de la police fédérale ou locale qui est responsable, d'une part, de la sensibilisation et de la formation continue des fonctionnaires de police en matière d'assistance policière aux victimes et, d'autre part, de l'offre même d'assistance policière spécialisée aux victimes, sans toutefois porter préjudice aux obligations légales en matière d'assistance aux victimes de tout fonctionnaire de police ;

7° l'accueil des victimes : l'information et l'assistance aux victimes dans les différentes phases de la procédure judiciaire, offertes par le service d'accueil des victimes de la maison de justice ainsi que par les magistrats et les membres du personnel des parquets et des tribunaux, qui peut également comprendre l'information et l'assistance des personnes concernées par un accident, une situation d'urgence collective ou un suicide ;

8° le service d'accueil des victimes de la maison de justice : le service chargé, au sein de la maison de justice, d'offrir aux victimes une information, un soutien et un accompagnement ainsi qu'une orientation adéquate durant toute la procédure judiciaire ;

9° l'aide aux victimes : l'aide psychosociale et/ou l'aide psychologique offertes aux victimes par les services spécialisés d'aide aux victimes et le département aide à la jeunesse, qui peut également comprendre l'aide sociale et l'aide psychologique aux personnes concernées par un accident, une situation d'urgence collective ou un suicide. L'aide psychosociale correspond à toute aide non financière destinée à permettre à la victime de maintenir, d'améliorer ou de rétablir ses moyens de subsistance sur le plan familial, social, économique, professionnel, politique ou culturel. L'aide psychologique correspond à l'aide qui permet à la victime de trouver un nouvel équilibre de vie ;

10° le service spécialisé d'aide aux victimes : les services reconnus et subventionnés par la Communauté germanophone chargés d'offrir une aide aux victimes ;

11° le département aide à la jeunesse : le département mentionné à l'article 3 numéro 9 du décret du 13 novembre 2023 relatif à l'aide à la Jeunesse et la protection de la jeunesse.

CHAPITRE 2 – Objectif

Art. 2 – Le présent accord de coopération s'applique uniquement sur le territoire de la région de langue allemande.

La coopération structurelle telle que décrite dans le présent accord de coopération ne porte pas atteinte à toute forme de collaboration entre les services susmentionnés et d'autres services d'assistance aux victimes.

CHAPITRE 3 – Les compétences et missions

Art. 3 – L'État fédéral est compétent pour :

1° la politique en matière de police et de sécurité, dont l'assistance policière aux victimes ;

2° la politique criminelle, dont la politique judiciaire en faveur des victimes.

À l'alinéa 1er, 2°, l'État fédéral garantit les droits de la victime au sein de la procédure judiciaire, dont l'accueil des victimes.

Art. 4 – La Communauté germanophone est compétente pour :

1° via le service d'accueil des victimes de la maison de justice :

a) fournir aux victimes des informations générales sur la procédure judiciaire et sur les droits que les victimes ont dans ce cadre, ainsi que des informations spécifiques sur leur dossier et sur la procédure en cours ;

b) offrir aux victimes une assistance durant certaines phases de la procédure judiciaire ;

c) orienter les victimes vers des services compétents en fonction de leurs besoins et des difficultés rencontrées tels qu'un conseil juridique ou une aide psychologique ;

d) signaler, à un niveau structurel, les difficultés rencontrées par les victimes et sensibiliser les magistrats ainsi que les membres du personnel des parquets et des tribunaux aux besoins spécifiques et aux droits des victimes ;

2° via les services spécialisés d'aide aux victimes :

a) offrir une aide psychosociale et/ou une aide psychologique destinées à soutenir les victimes qui sont confrontées aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale et de la victimisation ;

b) aider la victime à se réinsérer activement dans la société en évaluant avec elle ses besoins et ressources et en définissant des priorités afin qu'elle puisse trouver un nouvel équilibre de vie. Dans le cadre de ces missions, les services spécialisés d'aide aux victimes :

- soutiennent la victime pour faire face aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale ou à une situation susceptible d'en constituer une ;

- proposent à la victime, au départ du préjudice subi, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé centré sur les conséquences directes du traumatisme et sur l'assimilation du choc ;

- l'informer, l'orientent et la soutiennent dans ses relations avec la police et les instances judiciaires ;

- leur facilitent l'accès à d'autres services non définis à travers l'article 1^{er} du présent accord ;

3° via le département aide à la jeunesse, la Communauté germanophone a pour compétence d'offrir une aide appropriée aux enfants victimes de maltraitance de quelle nature que ce soit, ainsi qu'à leurs tuteurs légaux.

CHAPITRE 4 – Les engagements

Art. 5 – Dans le cadre de sa compétence mentionnée à l'article 3, 1°, ainsi que conformément à l'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et des Instructions qui s'en sont suivies, l'État fédéral :

1° prend les mesures suivantes de sorte que les intérêts de la victime soient reconnus :

a) mettre à disposition des services de police les conditions matérielles adéquates pour l'accueil, la première prise en charge, l'information et l'audition des victimes ;

b) fournir aux victimes un accueil respectueux, une assistance urgente et pratique, des informations adaptées à leur situation personnelle ;

c) veiller à ce que les victimes puissent faire acter dans le procès-verbal les informations nécessaires concernant le dommage matériel et immatériel subi et puissent se déclarer personne lésée ;

d) renvoyer les victimes vers un service d'assistance aux victimes approprié ;

e) les fonctionnaires de police peuvent, dans le cadre de leur fonction d'assistance aux victimes, être assistés par un service d'assistance policière aux victimes.

2° développe et met en œuvre, dans le cadre de l'assistance aux victimes, une formation et une sensibilisation en matière d'assistance aux victimes à l'intention de tous les fonctionnaires de police, par l'intermédiaire du service d'assistance policière aux victimes compétent ;

3° prévoit, au niveau de la Police Fédérale et de la Commission permanente de la police locale, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire et local.

Art. 6 – Dans le cadre de sa compétence mentionnée à l'article 3, 2°, ainsi que conformément à l'article 3b/s de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale, l'État fédéral :

1° prend les mesures nécessaires de manière à ce que les intérêts de la victime soient reconnus et que celle-ci puisse être partie à la procédure judiciaire ;

2° mène une politique qui garantisse que les magistrats ainsi que les membres du personnel des parquets et tribunaux fournissent aux victimes l'information concernant leur position et leurs droits au sein de la procédure judiciaire, le déroulement de la procédure pénale, l'exécution éventuelle de la peine par l'auteur des faits et les possibilités d'obtenir réparation du dommage subi ;

3° optimise les possibilités offertes à la victime d'obtenir réparation du dommage matériel et immatériel subi ;

4° veille à ce qu'une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes soit organisée à destination de la magistrature et des membres du personnel des parquets et des tribunaux ;

5° favorise l'uniformité de la politique en faveur des victimes au sein de l'ordre judiciaire via le Collège des procureurs généraux, dans ce but, un membre du Collège est spécifiquement chargé de la politique judiciaire en faveur des victimes ;

6° prévoit, au niveau du Service public fédéral Justice, au sein de la Direction générale de la Législation et des Droits et Libertés fondamentaux, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire.

Art. 7– Dans le cadre de sa compétence mentionnée à l'article 4, la Communauté germanophone :

1° fournit aux personnes de contact mentionnées aux articles 6, 3°, et 7, 6°, les adresses des services mentionnés à l'article 1^{er}, 8°, 10° et 11°, désignés par la Communauté germanophone, ainsi qu'à notifier tout changement d'adresse,

2° prévoit au sein de la maison de justice une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire,

3° veille à ce qu'une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes soit organisée à destination des intervenants des services mentionnés à l'article 1^{er}, 8°, 10° et 11°.

Art. 8 - Sans préjudice de l'application des articles 6 à 8, l'État fédéral et la Communauté germanophone prennent, en ce qui concerne la collaboration et le renvoi mutuel, les engagements décrits aux paragraphes suivants :

1° L'État fédéral s'engage à ce que les services de police :

a) informent chaque victime, avec laquelle les services de police sont en contact, de l'existence des services d'assistance policière aux victimes, des services d'accueil des victimes et des services spécialisés d'aide aux victimes, de leurs missions telles que décrites à l'article 1^{er}, 6°, 8° et 10°, et à l'article 4, 1° et 2°, et de leurs données de contact ;

b) proposent systématiquement un renvoi aux victimes d'actes de violence et aux personnes ayant été confrontées à l'auteur des faits ainsi qu'aux autres victimes pour lesquelles le fonctionnaire de police estime une aide nécessaire. Le renvoi direct s'effectue comme suit :

- selon le souhait de la victime, le fonctionnaire de police prend contact avec le service d'assistance policière aux victimes ou communique les données de contact de ce service à la victime. Le procès-verbal ou tout autre support d'information écrit du fonctionnaire de police mentionne uniquement l'offre de renvoi de la victime sans préciser la décision de la victime ;

- moyennant l'accord de la victime, le service d'assistance policière aux victimes prend contact avec le service spécialisé d'aide aux victimes, en complétant le formulaire de renvoi et en le transmettant au service spécialisé d'aide aux victimes compétent :

▪ le service d'assistance policière aux victimes propose à la victime un soutien socio-psychologique ou psychiatrique par le *Beratungs- und Therapiezentrum* (BTZ) ;

▪ le service d'assistance policière aux victimes propose aux femmes victimes de violences physiques ou sexuelles un accompagnement domestique ou d'un accueil au sein du refuge pour femmes via Prisma ;

- le service d'assistance policière aux victimes propose, en fonction de la situation, aux mineurs d'âge victimes de maltraitance, une assistance par le département aide à la jeunesse de la Communauté germanophone ;

- le service d'assistance policière aux victimes propose à la victime nécessitant une assistance dans le cadre de sa procédure judiciaire, une assistance par le service d'accueil des victimes de la maison de justice.

2° L'État fédéral s'engage à ce que :

a) le magistrat du parquet ou le juge d'instruction peuvent saisir le service d'accueil des victimes en vue de l'exécution de leurs missions telles que décrites à l'article 1^{er}, 8°, et à l'article 4, 1° ;

L'État fédéral facilite le fait que les victimes qui s'adressent directement au pouvoir judiciaire, soient orientées, lorsque leur situation spécifique, leurs besoins ou leurs attentes le nécessitent, vers un service d'assistance aux victimes approprié.

3° La Communauté germanophone s'engage à ce que :

a) le service d'accueil des victimes de la maison de justice renvoie les victimes nécessitant une aide psychosociale ou un soutien psychologique aux services spécialisés d'aide aux victimes à l'aide du formulaire de renvoi ;

b) les services spécialisés d'aide aux victimes contactent, dans les meilleurs délais, les victimes figurant sur le formulaire de renvoi reçu de la part du service d'assistance policière aux victimes ou du service d'accueil des victimes de la Maison de Justice ;

c) les services spécialisés d'aide aux victimes assurent le traitement de la demande et envoient un feed-back au service d'assistance policière aux victimes ou au service d'accueil de la maison de justice, au moyen du formulaire de renvoi ;

d) les services spécialisés d'aide aux victimes renvoient les victimes nécessitant une assistance dans le cadre d'une procédure judiciaire au service d'accueil des victimes de la maison de justice ;

e) si nécessaire, ces services spécialisés d'aide aux victimes renvoient vers d'autres services non définis dans l'article 1^{er} du présent accord.

CHAPITRE 5 – Les structures de concertation

Art. 9 - L'arrondissement judiciaire d'Eupen compte un conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes qui, en Communauté germanophone, se réunit au minimum une fois tous les deux ans et a pour missions :

1° de concrétiser et de mettre en œuvre les dispositions prises dans le présent accord de coopération en vue d'une assistance aux victimes intégrale, en tenant compte de la situation spécifique locale et des besoins des victimes ;

2° de soutenir et de suivre la collaboration entre les services et acteurs compétents de l'État fédéral et de la Communauté germanophone, entre autres en proposant et développant les mesures de politique nécessaires ;

3° d'informer les autorités compétentes des difficultés qui se posent dans le cadre de la politique en faveur des victimes et de proposer de possibles améliorations ;

4° d'examiner les propositions formulées par l'équipe psychosociale pour faire face aux difficultés et aux problèmes rencontrés au sein de l'arrondissement.

Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes est composé au moins :

1° du procureur du Roi et/ou du magistrat de liaison ;

2° d'un représentant de chaque service spécialisé d'aide aux victimes ;

3° d'un représentant du département aide à la jeunesse ;

4° des chefs de corps des deux zones de police ou de leur(s) représentant(s), chaque fois accompagné(s) d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes ;

5° du directeur-coordonateur de la police fédérale ou de son représentant, accompagné d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes ;

6° du directeur judiciaire de la police judiciaire fédérale d'Eupen ou de son représentant ;

7° d'un représentant du barreau ;

8° du chef de département de la maison de justice ;

9° d'un représentant du service d'accueil des victimes de la maison de justice ;

10° des assistants de justice du service d'accueil des victimes de la maison de justice ;

11° de tout autre service ou personne, invité(e) par le président.

Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes est présidé par le procureur du Roi ou le magistrat de liaison.

Le secrétariat du conseil d'arrondissement est assumé par la maison de justice. Les autres membres du conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes s'engagent à participer activement au processus de développement.

Art. 10 – § 1^{er}. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes établit une équipe psychosociale d'assistance aux victimes.

§2. L'équipe psychosociale se réunit au moins deux fois par an et a pour missions :

1° de déterminer, dans la ligne du présent accord de coopération, la répartition des tâches entre les membres de l'équipe psychosociale et de développer la collaboration entre ces membres et les autres services non définis à l'article 1^{er} du présent accord, et qui contribuent à l'assistance individuelle aux victimes sur le territoire de l'équipe psychosociale ;

2° d'informer le conseil d'arrondissement des problèmes et difficultés.

L'équipe psychosociale est composée au moins :

1° d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes de la maison de justice ;

2° d'un membre du personnel de chaque service d'assistance policière aux victimes ;

3° d'un membre du personnel de chaque service spécialisé d'aide aux victimes ;

4° d'un membre du personnel du département aide à la jeunesse.

Le secrétariat de l'équipe psychosociale est assuré à tour de rôle.

CHAPITRE 6 - Les implications budgétaires

Art. 11. Les implications budgétaires des missions reprises dans le présent accord de coopération sont à charge de toutes les parties en fonction de la répartition des compétences fixées dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et subordonnées à l'État des budgets respectifs votés annuellement par les assemblées parlementaires des parties.

CHAPITRE 7 – Dispositions finales

Art. 12. Le protocole d'accord du 5 juin 2009 entre l'Etat et la Communauté germanophone est abrogé.

Art. 13– Le présent accord de coopération entre en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du dernier acte législatif d'assentiment.

Chaque fois que les parties l'estimeront nécessaire, une évaluation de son application est réalisée par les parties à l'accord.

Chaque autorité compétente peut dénoncer l'accord de coopération moyennant un préavis de trois mois.

Bruxelles, le 22 décembre 2023

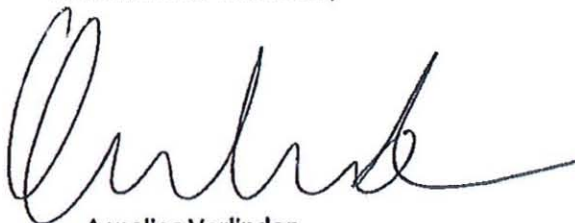
Pour l'Etat fédéral,

Le Ministre de la Justice,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a horizontal line extending to the right.

Paul Van Tigchelt

La Ministre de l'Intérieur,

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'A' followed by several loops and a horizontal line extending to the right.

Annelies Verlinden

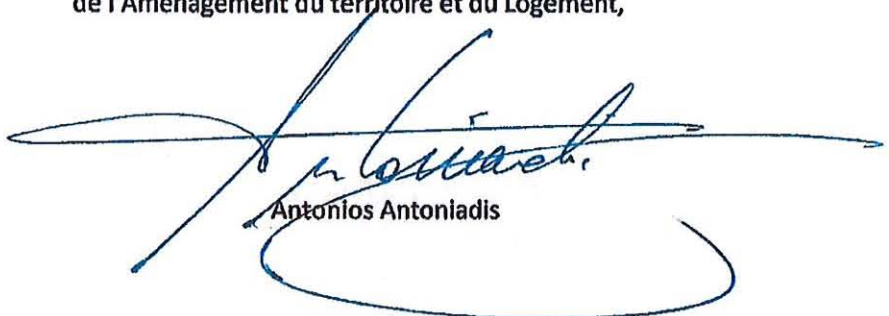
Pour la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,



Oliver Paasch

**Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement,**



Antonios Antoniadis

Annexe 1 A.

Demande de suivi d'une victime par le « BTZ »

Nom de la victime :

Numéro de téléphone (mobile) :

Date de naissance :

N° de dossier :

Date de l'infraction pénale :

Faits en lien avec la victime (brève description) :

Urgence par rapport à l'état de la victime :

Entité responsable jusqu'à présent :

*Assistance policière aux victimes auprès de la police locale/fédérale **

*Service d'accueil des victimes de la maison de justice **

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Date/signature :

**Veuillez biffer la mention inutile.*

Feed-back : *Demande reçue le :* _____
 Personne en charge au BTZ : _____
 Feed-back au responsable : _____
 le _____

Vu pour être annexé à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes,

Bruxelles, le

Pour l'Etat fédéral,

Le Ministre de la Justice,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several large, overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Paul Van Tigchelt

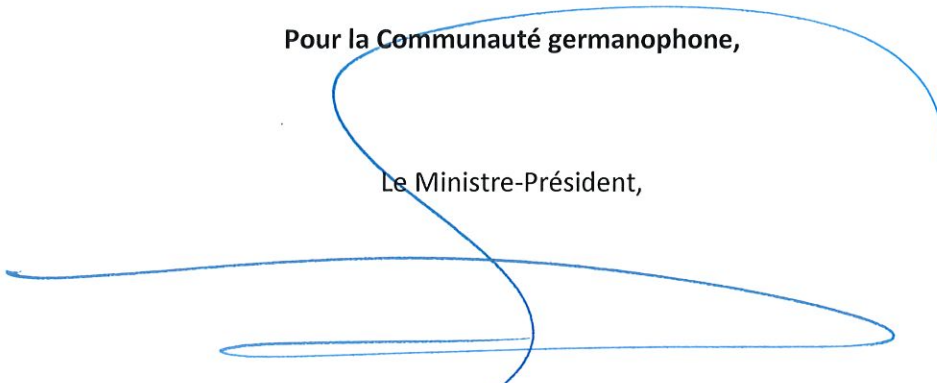
La Ministre de l'Intérieur,

A handwritten signature in blue ink, featuring a series of connected, flowing loops and a long horizontal stroke at the end.

Annelies Verlinden

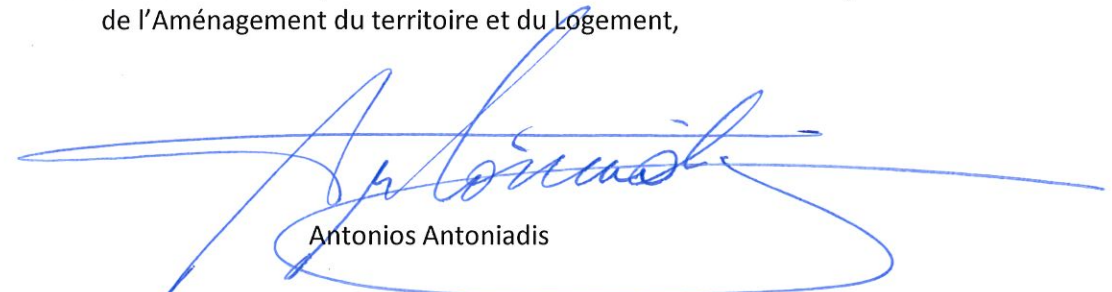
Pour la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,



Oliver Paasch

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement,



Antonios Antoniadis

Annexe 1 B.

Demande de suivi d'une victime par « PRISMA »

Nom de la victime :

Numéro de téléphone (mobile) :

Date de naissance :

N° de dossier :

Date de l'infraction pénale :

Faits en lien avec la victime (brève description) :

Urgence par rapport à l'état de la victime :

Entité responsable jusqu'à présent :

*Assistance policière aux victimes auprès de la police locale/fédérale **

*Service d'accueil des victimes de la maison de justice **

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Date/signature :

**Veuillez biffer la mention inutile.*

Feed-back : *Demande reçue le :* _____
 Personne en charge auprès de PRISMA : _____
 Feed-back au responsable : _____

 le _____

Vu pour être annexé à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes,

Bruxelles, le

Pour l'Etat fédéral,

Le Ministre de la Justice,



Paul Van Tigchelt

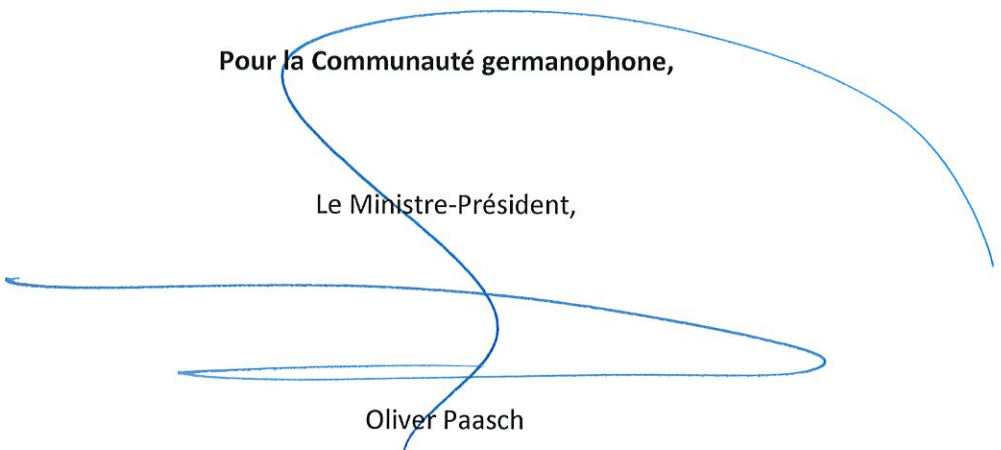
La Ministre de l'Intérieur,



Annelies Verlinden

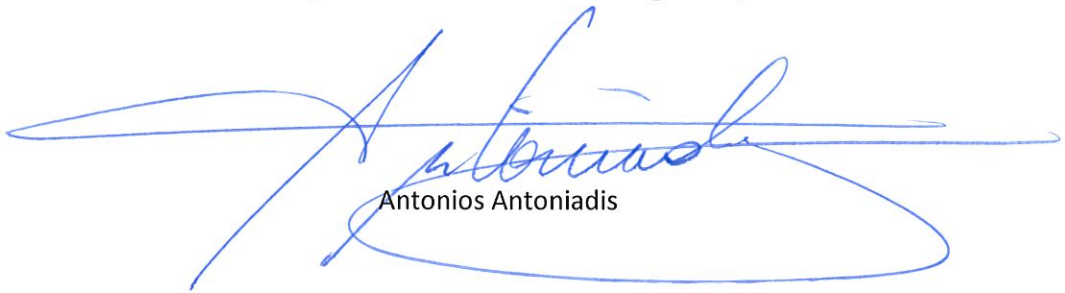
Pour la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,



Oliver Paasch

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement,



Antonios Antoniadis

ENTWURF EINES ZUSAMMENARBEITSABKOMMENS ZWISCHEN DEM FÖDERALSTAAT UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ÜBER DEN OPFERBEISTAND

BEGRÜNDUNG

Sehr geehrte Damen und Herren,

ALLGEMEINES

Seit den 80er Jahren entstanden im Rahmen der in Belgien entwickelten Opferhilfepolitik unterschiedliche Initiativen der Föderalbehörde, der Gemeinschaften und der Regionen, um den Bedürfnissen der Opfer zu begegnen. Unterschiedliche Dienste je nach Zuständigkeiten der jeweiligen Befugnisebenen (insbesondere die Büros für Opferbeistand¹, die spezialisierten Dienste für Opferhilfe und die Opferbetreuung des Justizhauses) entstanden, und eine Koordinierung musste vor Ort eingerichtet werden.

Die von der öffentlichen Hand konzipierte und umgesetzte Politik für die Opfer von Straftaten verfolgt ein doppeltes Ziel:

- vermeiden einer sekundären Viktimisierung, die sich aus dem gerichtlichen Einschreiten ergeben kann. Ziel ist es, alles daran zu setzen, damit zu dem durch die Straftat hervorgerufenen Trauma nicht ein zweites Trauma oder eine Verschlechterung des ersten Traumas aufgrund der Fallbearbeitung durch Polizei, Justiz oder sonstige Akteure hinzukommt,
- ermöglichen, dass das Opfer das Trauma verarbeiten kann und so schnell wie möglich zu einem neuen Gleichgewicht findet.

Im Hinblick auf die Umsetzung dieser Politik für die Opfer wurden verschiedene Rechtsakte erlassen, insbesondere das Gesetz vom 1. August 1985 über die Staatshilfe für Opfer von vorsätzlichen Gewalttaten, das so genannte Franchimont-Gesetz vom 12. März 1998 zur Änderung des Strafprozessgesetzbuches, das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Flämischen Gemeinschaft vom 7. April 1998 über den Opferbeistand, die Vereinbarungsprotokolle über den Opferbeistand, das Gesetz vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen, das Gesetz vom 15. Dezember 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Hinblick auf die Verbesserung des Opferstatus im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten und das Gesetz vom 5. Mai 2014 über die Internierung.

Es wurden ferner ministerielle Rundschreiben erlassen (beispielsweise das Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand und das Rundschreiben COL 16/2012 betreffend den Empfang von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten), und es wurden Strukturen zur Begünstigung und Sicherstellung der Umsetzung der Politik eingerichtet (darunter insbesondere die lokalen Räte für Opferbeistand).

¹ Mittlerweile „Dienst für polizeilichen Opferbeistand“ genannt.

Die Grundrechte der Opfer sind ebenfalls in der Richtlinie 2012/29/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 über Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten sowie zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2001/220/JI des Rates festgehalten.

Um die Opferpolitik zu stärken, wurden auch weitere europäische Rechtsakte erlassen, die sich hauptsächlich mit der Einbeziehung der Opfer und deren Stellenwert innerhalb der eingerichteten Instrumente befassen, insbesondere die Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 zur Bekämpfung des sexuellen Missbrauchs und der sexuellen Ausbeutung von Kindern sowie der Kinderpornografie sowie zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2004/68/JI des Rates, die Europaratskonvention zum Schutze von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexuellem Missbrauch und die Europaratskonvention zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt. Opfer von Terrorismus werden ebenfalls durch die Richtlinie 2017/541/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 zur Terrorismusbekämpfung und zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2002/475/JI des Rates und zur Änderung des Beschlusses 2005/671/JI des Rates, in das vorliegende Abkommen mit einbezogen.

Hinsichtlich der Zusammenarbeit der unterschiedlichen Bereiche hat bisher lediglich der niederländischsprachige Teil des Landes ein Zusammenarbeitsabkommen über den Opferbeistand verabschiedet². Ein solches Abkommen wurde für den französischsprachigen und den deutschsprachigen Teil des Landes nämlich nie beschlossen.

Ein Vereinbarungsprotokoll über den Opferbeistand wurde jedoch am 5. Juni 2009 zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschlossen.

Aufgrund der 6. Staatsreform, die zur Übertragung der Zuständigkeiten der Justizhäuser, darunter der Opferbetreuung, an die Gemeinschaften führte, stellte sich die Notwendigkeit heraus, die Arbeiten über den Abschluss eines Zusammenarbeitsabkommens für den französisch- und deutschsprachigen Teil des Landes erneut aufzunehmen. Das angestrebte Ziel ist eine strukturelle Zusammenarbeit der unterschiedlichen Befugnisebenen, die mit der Opferthematik betraut sind, um den Opfern eine perfekt koordinierte Qualitätsbetreuung zu bieten.

Die zwei wesentlichen Ziele dieses Zusammenarbeitsabkommens bestehen darin, ein Modell für Zusammenarbeit und Orientierung/Verweisung zwischen den unterschiedlichen Diensten für Opferbeistand zu errichten, sowie die offizielle Anerkennung der in dem deutschsprachigen Teil des Landes bestehenden Abstimmungsstrukturen vorzusehen. Die betroffenen Behörden verpflichten sich außerdem, nachhaltig auf die Opferproblematik zu achten. Kooperationsgeist sowohl auf lokaler als auch auf föderaler Ebene unter Achtung der jeweiligen Kompetenzen soll helfen, eine einheitliche Politik auf diesem Gebiet sicherzustellen.

Das Zusammenarbeitsabkommen umfasst sieben Kapitel: allgemeine Bestimmungen (Art. 1), Ziel des Abkommens (Art. 2), Zuständigkeiten und Aufgaben der am Abkommen Beteiligten (Art. 3 und 4), ihre Verpflichtungen (Art. 5 bis 8), die Konzertierungsstrukturen (Art. 9 und 10), Auswirkungen auf den Haushalt (Art. 11) und die Schlussbestimmungen (Art. 12 und 13).

Der Entwurf des Zusammenarbeitsabkommens wurde der Datenschutzbehörde vorgelegt, die am 24. Oktober 2023 ein Standardgutachten abgegeben hat (siehe Gutachten Nr. 65/2023 vom 24. März 2023). Das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen gab ebenfalls ihr Gutachten zu den Artikeln

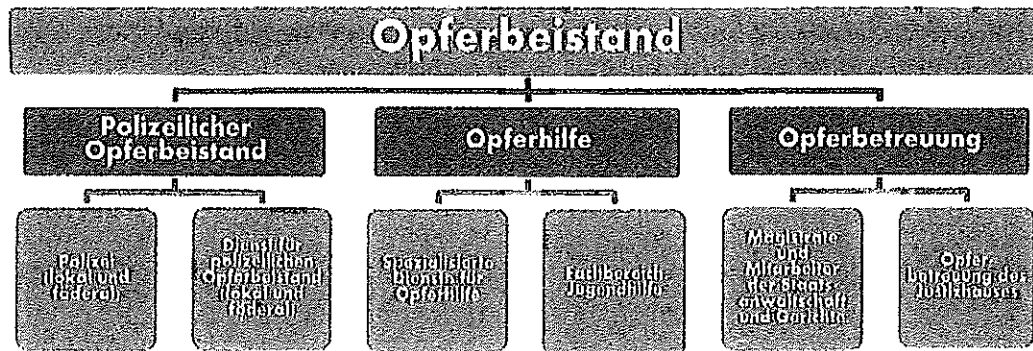
² Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalen Staat und der Flämischen Gemeinschaft vom 7. April 1998 über den Opferbeistand. Dieses Abkommen wurde per Gesetz am 11. April 1999 und per Dekret am 15. Dezember 1998 angenommen.

ab, die eine Verarbeitung personenbezogener Daten beinhalten (siehe Gutachten vom 14. Oktober 2023 mit dem Verweis DA230039).

Der Entwurf des Kooperationsabkommens wurde ebenfalls dem Kollegium der Generalprokuratoren vorgelegt, welches ihr Gutachten am 23. Oktober 2023 abgab, sowie dem Bürgermeisterat, dessen Gutachten vom 9. Juli 2023 datiert.

Schließlich hat der Koordinierungsausschuss der Integrierten Polizei den Entwurf des Zusammenarbeitsabkommens am 24. Juli 2023 auf elektronischem Wege bestätigt. Der Forderung nach einer formalen Änderung von Artikel 9, 6° wurde nachgekommen.

PRÜFUNG DER ARTIKEL



Artikel 1

Dieser Artikel enthält die Definitionen der in dem Abkommen und nur in diesem Rahmen verwendeten Begriffe. Er konkretisiert die Aufgaben der jeweiligen für die Opfer tätigen Dienste, um ein bestmögliches Verständnis der jeweiligen Zuständigkeiten zu ermöglichen.

Die Definition des Opfers ist die aus dem 2009 geschlossenen Vereinbarungsprotokoll zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand. Diese Definition übernimmt den Begriff der Angehörigen und nicht der Familienmitglieder wie in der EU-Richtlinie 2012/29.

In der EU-Richtlinie steht, dass die Familienangehörigen einer Person, deren Tod eine direkte Folge einer Straftat ist, auch als Opfer angesehen werden, wenn sie durch den Tod dieser Person einen Schaden erlitten haben.

Die Definition des Opfers gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen ist im Übrigen auf alle Fälle anwendbar, in denen die Gerichtsbehörde einschreitet, es muss sich nicht prima facie um eine Straftat handeln. Wir denken hier insbesondere an Selbstmorde, Unfallopfer, Opfer einer Katastrophe, Brandopfer und an Opfer im Straßenverkehr. Zudem werden in diesem Zusammenarbeitsabkommen in der Definition des Opfers auch die Zeugen berücksichtigt.

Die Definition des Angehörigen gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen umfasst auch die Angehörigen, die einen Schaden erlitten haben, ohne jedoch darauf hinzuweisen, dass dieser Schaden im Zusammenhang mit dem Tod des Opfers steht. Diese Definition ist somit diesbezüglich weiter gefasst als die Begriffsbestimmung in der EU-Richtlinie, was im Sinne der Richtlinie ist, deren Erwägungsgrund 11 vorsieht, dass lediglich „Mindestvorschriften festgelegt“ werden und dass „[d]ie Mitgliedstaaten [...] die in dieser Richtlinie festgelegten Rechte ausweiten [können], um ein höheres Maß an Schutz vorzusehen“.

Die Definition des Begriffs des Angehörigen lautet wie folgt: „Rechtsnachfolger des unmittelbaren Opfers oder jede Person, die eine besonders emotionale Bindung zum Opfer hat“.

Unter „Rechtsnachfolger des unmittelbaren Opfers“ sind die gesetzlichen Erben (Ehegatte, Kinder, Vater und Mutter, Geschwister, ...) zu verstehen.

Unter „jeder Person, die eine besonders emotionale Bindung zum Opfer hat“ ist insbesondere der Partner zu verstehen, wenn es sich um ein zusammen lebendes Paar handelt, oder die

Unterhaltsberechtigten des Opfers, die nicht die Kinder sind, die Person, die nicht der Vater oder die Mutter ist, bei der der Minderjährige seinen tatsächlichen Aufenthalt hat.
Der Ausdruck „besonders emotionale Bindung“ ist der „Intimen Lebensgemeinschaft“ gemäß der EU-Richtlinie vorzuziehen, da er weiter gefasst ist.

Artikel 2

Artikel 2 nennt das Ziel des Zusammenarbeitsabkommens, und zwar eine gut organisierte und strukturelle Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Opferbeistandes, um die traumatisierenden Erlebnisse der Opfer so weit wie möglich zu begrenzen und ihre Verarbeitung zu ermöglichen.

Dieser Artikel legt den betroffenen Gerichtsbezirk fest und bestimmt, dass das Zusammenarbeitsabkommen nur auf dem Gebiet des deutschen Sprachraums gilt.

Eine enge Zusammenarbeit des Föderalstaates und der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist erforderlich, damit die Zersplitterung der Zuständigkeiten die Umsetzung einer einheitlichen Politik nicht erschwert. Ein Zusammenarbeitsabkommen soll somit beispielsweise einen nahtlosen Übergang vom Opferbeistand durch die Polizei zur Opferbetreuung und Opferhilfe gewährleisten.

Artikel 3

Artikel 3 nennt die Aufgaben des Föderalstaates, darunter der polizeiliche Opferbeistand im Rahmen der Polizei- und Sicherheitspolitik, sowie der Opfer-Rechtspolitik im Rahmen der Kriminalpolitik.

Artikel 4

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist zuständig für die psychosoziale Hilfe und für die psychologische Unterstützung der Opfer sowie für die Jugendhilfe und seit der 6. Staatsreform ist sie auch für die Opferbetreuung zuständig.

1° Letztere obliegt, über die Justizassistenten der Opferbetreuung des Justizhauses, dem Fachbereich Justizhaus des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Aufgaben der mit der Opferbetreuung beauftragten Justizassistenten sind folgende:

- den Opfern von Straftaten und ihren Angehörigen Informationen über das Gerichtsverfahren im Allgemeinen und über die Rechte der Opfer in diesem Zusammenhang sowie, mit Zustimmung des Magistraten, über ihre Akte und über das laufende Verfahren, zu erteilen,
- den Opfern und ihren Angehörigen bei bestimmten Formalitäten Beistand leisten, sie begleiten sowie in den verschiedenen Phasen des Gerichtsverfahrens unterstützen (beispielsweise bei der Bestellung als Zivilpartei, bei der Rekonstruktion des Tathergangs, bei der Akteneinsicht, bei den Gerichtsverhandlungen oder bei der Rückgabe von Beweismitteln) sowie bei den verschiedenen Schritten der Strafvollstreckung oder der Internierung,
- die Opfer gegebenenfalls zu weiteren Diensten, abhängig von ihren Bedürfnissen und den angetroffenen Schwierigkeiten (beispielsweise für einen ersten oder nachfolgenden Rechtsbeistand oder für psychosoziale Betreuung), weiterzuleiten, und mit den lokalen Diensten zusammenzuarbeiten,
- die von den Opfern angetroffenen Schwierigkeiten zu melden und die Justizangehörigen für die spezifischen Bedürfnisse der Opfer und für deren Rechte zu sensibilisieren.

Sie tragen dazu bei, dass den Opfern von Straftaten die nötige Aufmerksamkeit während des Gerichtsverfahrens zuteilwird und dass sie ihre Rechte geltend machen können.

2° Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist dafür zuständig, eine psychosoziale Hilfe und/oder eine psychologische Unterstützung anzubieten, um den Personen zu helfen, die mit den direkten und indirekten Folgen der Straftat und der Viktimisierung konfrontiert sind.

Die spezialisierten Dienste für Opferhilfe sind für natürliche Personen zuständig, die einen unmittelbar aus einer Straftat oder aus einer als solche qualifizierbare Tat resultierenden Schaden erlitten haben, sowie für deren Angehörige und die Zeugen.

Im Rahmen ihrer Aufgaben der psychosozialen Hilfe obliegen den spezialisierten Diensten für Opferhilfe folgende Tätigkeiten:

- Unterstützung des Opfers bei der Auseinandersetzung mit den Folgen einer Straftat oder mit einer Situation, die als solche eingestuft werden könnte,
- Information, Orientierung und Unterstützung beim Umgang mit der Polizei und den Gerichtsinstanzen,
- Vereinfachung des Zugangs zu spezifischen Diensten und Organisationen.

Der Dienst hilft dem Opfer bei der aktiven Wiedereingliederung in die Gesellschaft, indem sie mit diesem gemeinsam seine Bedürfnisse und Mittel bewertet und Prioritäten setzen, damit das Opfer zu einem neuen Lebensgleichgewicht findet.

Im Rahmen ihrer Aufgabe der psychologischen Unterstützung obliegen den spezialisierten Diensten für Opferhilfe folgende Tätigkeiten:

- Unterstützung des Opfers bei der Auseinandersetzung mit den direkten oder indirekten Folgen einer Straftat oder mit den besonderen Problemen im Zusammenhang mit seiner spezifischen Situation,
- unter Berücksichtigung des erlittenen Schadens, das Anbieten einer spezialisierten und individualisierten therapeutischen Unterstützung für das Opfer mit einem Schwerpunkt auf den direkten Folgen des Traumas und der Verarbeitung des Schocks.

3° Im Rahmen der personenbezogenen Angelegenheiten ist die Deutschsprachige Gemeinschaft für die Jugendhilfe zuständig (siehe Dekret vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz). Diese wird durch den Fachbereich Jugendhilfe des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft umgesetzt. Das Hauptziel der Jugendhilfe ist es, dem Kind ein altersgerechtes und menschenwürdiges Leben zu ermöglichen und seine gesunde Entwicklung, Erziehung und soziale Teilhabe bestmöglich zu fördern. Durch Jugendhilfemaßnahmen zugunsten des Kindes und seiner Erziehungsberechtigten soll die physische, psychische und moralische Unversehrtheit des Kindes geschützt und sichergestellt werden. Jede Person, die eine Gefährdung eines Kindes vermutet oder feststellt, beispielsweise durch Vernachlässigung, Misshandlung oder Missbrauch, kann sich persönlich, schriftlich oder telefonisch an den Fachbereich Jugendhilfe wenden.

Artikel 5

Polizeilicher Opferbeistand

Der Opferbeistand ist Bestandteil der polizeilichen Aufgaben.

Artikel 46 des Gesetzes vom 5. August 1992 über die Funktion der Polizei bildet die Rechtsgrundlage für die Polizeiaktion auf dem Gebiet des Opferbeistandes.

1° Der Föderalstaat verpflichtet sich, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit die Interessen des Opfers gemäß diesem Gesetz berücksichtigt werden.

Der Polizeibeamte ist oft die erste Person, mit der sich das Opfer in Verbindung setzt, er hat folglich die Pflicht, das Opfer angemessen zu empfangen und ihm eine emotionale Unterstützung zu bieten.

In Artikel 123 des Grundlagengesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes wird bestimmt, dass Polizeibeamte den Bürgern jederzeit und unter allen Umständen Schutz und Beistand, den Letztere von ihnen erwarten dürfen, leisten, sowie den Umständen nach zur Einhaltung des Gesetzes und Erhaltung der öffentlichen Ordnung beitragen.

In Artikel 3bis des einleitenden Titels des Strafprozessbuches wird bestimmt, dass „Opfer von Straftaten und ihre Angehörigen sorgsam und korrekt behandelt werden müssen, insbesondere indem ihnen die notwendigen Informationen erteilt werden und sie gegebenenfalls mit den spezialisierten Diensten [...] in Kontakt gebracht werden“.

2° Der Staat verpflichtet sich, eine angemessene Weiterbildung auf dem Gebiet des polizeilichen Opferbeistandes zu gewährleisten. Hierzu kann auf den ministeriellen Erlass vom 24. Oktober 2002 zur Festlegung der allgemeinen Studienordnung in Bezug auf die Grundausbildung der Mitarbeiter des Einsatzkaders der Polizeidienste, der die Grundausbildungsprogramme enthält, sowie auf den königlichen Erlass vom 20. November 2001 über die Grundausbildungen der Mitarbeiter des Einsatzkaders der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener Übergangsbestimmungen verwiesen werden. Jede Grundausbildung, jede polizeiliche Ebene sieht ein Modul zum Thema Opferbeistand vor.

Das ministerielle Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand im auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienst organisiert den Opferbeistand innerhalb der föderalen Polizei und der lokalen Polizei.

Jede Polizeizone muss über einen spezialisierten Mitarbeiter verfügen, der zum Personal der Polizeidienste gehört, um die Polizeibeamten zu beraten und sie bei der Erfüllung ihrer Aufgaben zu unterstützen (königlicher Erlass vom 17. September 2001 zur Festlegung der Organisations- und Arbeitsnormen der lokalen Polizei im Hinblick auf die Gewährleistung von gleichwertigen Mindestdienstleistungen zu Gunsten der Bevölkerung).

Diese Aufgaben können einem spezialisierten Hauptinspektor oder einem Mitglied des Zivilpersonals mit geeignetem Diplom vollständig anvertraut werden. Diese Person muss jederzeit innerhalb jeder Zone abrufbereit sein. Diese Funktion kann in Zusammenarbeit mit anderen Zonen ausgefüllt werden.

Die föderale Polizei verfügt über Sozialarbeiter auf Ebene der Gerichtsbezirke. Diese Sozialarbeiter unterstehen organisatorisch den Diensten des Direktor-Koordinators. Sie arbeiten für die Direktionen der föderalen Polizei, deren Personal im direkten Kontakt mit Opfern steht.

Ergänzend dazu und insofern die Arbeitslast dies zulässt, kann der spezialisierte Mitarbeiter der föderalen Polizei (Sozialarbeiter) den Polizeizonen punktuelle Hilfestellung geben.

Die Aufgaben der mit dem polizeilichen Opferbeistand innerhalb der lokalen Polizeizonen und der föderalen Polizei beauftragten Mitarbeiter sind folgende:

- sicherstellen der Sensibilisierung und der Weiterbildung der Mitglieder des Korps in punkto polizeilichen Opferbeistandes,
- sammeln und verbreiten der Informationen im Zusammenhang mit dem Opferbeistand bei den Mitgliedern des Korps,
- leisten des Opferbeistandes unter bestimmten Umständen, beispielsweise in emotionalen Krisensituationen oder sehr ernsten Fällen,
- verwiesen der Opfer, die psychosozialen Beistand benötigen, an die zuständigen Dienste,

- herstellen von Kontakten und einer Zusammenarbeit mit diesen unterstützenden Diensten,
- Teilnahme an den Konzertierungsstrukturen.³

Gegenüber den Opfern hat der Polizeibeamte fünf wichtige Aufgaben:

- Empfang,
- praktischer Beistand,
- Information und Orientierung,
- Protokollführung,
- erneute Kontaktaufnahme.

Die psychosoziale und therapeutische Betreuung und Begleitung ist kein Bestandteil der polizeilichen Aufgaben.

Gemäß dem Rundschreiben PLP 27 vom 4. November 2002 in Sachen Intensivierung und Förderung der interzonalen Zusammenarbeit können Abkommen zwischen mehreren aneinander grenzenden Zonen geschlossen werden, um ständig einen angemessenen Empfang und einen angemessenen Beistand zu leisten.

3° Innerhalb der Föderalen Polizei und im Ständigen Ausschuss für die lokale Polizei ist ein Ansprechpartner vorgesehen, um auf politischer Ebene einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Diensten auf dem Gebiet des Opferbeistandes zu fördern.

Artikel 6

Opfer-Rechtspolitik

Alle Angehörigen der Gerichtsbarkeiten müssen die Bürger, mit denen sie in Kontakt sind, sorgsam und korrekt unterstützen. Das gilt insbesondere für die Opfer von Verbrechen und Vergehen. Sie müssen ihnen Grundinformation erteilen und sie gegebenenfalls an die spezialisierten Dienste verweisen.

Im März 1998 wurde mit Bezug auf das Franchimont-Gesetz, das allgemeine Recht auf Information und ordnungsgemäße Behandlung der Opfer in Artikel 3bis des Gesetzes vom 17. April 1878, welches den einleitenden Titel des Strafprozessbuches enthält, verbindlich verankert. Dieses Gesetz bildet die Rechtsgrundlage für die Opfer-Rechtspolitik in Belgien.

In Absatz 1 des Artikels 3bis ist vorgesehen, dass „Opfer von Straftaten und ihre Angehörigen sorgsam und korrekt behandelt werden müssen, insbesondere indem ihnen die notwendigen Informationen erteilt werden und sie gegebenenfalls mit den spezialisierten Personen, darunter den Justizassistenten, in Kontakt gebracht werden“.

Mit dem Gesetz vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte wird dieser Artikel wie folgt ergänzt: „Die Opfer erhalten insbesondere alle sachdienlichen Informationen über die Modalitäten zur Bestellung als Zivilpartei und der Erklärung in ihrer Eigenschaft als geschädigte Person.“

Der Föderalstaat sorgt ferner für die Optimierung der Mittel, mit denen das Opfer entschädigt werden könnte. Es geht hierbei insbesondere um die Bestellung als Zivilpartei, die Mediation in Strafsachen und die Zurückverweisung an die Kommission für finanzielle Hilfe zugunsten von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten und von Gelegenheitsrettern.

³ Siehe ministerielles Rundschreiben PLP10 vom 9. Oktober 2001 über die Organisations- und Arbeitsnormen der lokalen Polizei im Hinblick auf die Gewährleistung von gleichwertigen Mindestdienstleistungen zu Gunsten der Bevölkerung.

Der mit der Opferbetreuung beauftragte Justizassistent ist ein Mitarbeiter des Fachbereiches Justizhaus des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Er ist jedoch auch in ständigem Kontakt mit den Magistraten und den Mitarbeitern der Staatsanwaltschaft und der Gerichte, um so den Aufbau einer engen Zusammenarbeit und eines Vertrauensverhältnisses und dessen Pflege zu gewährleisten.

Der Justizassistent wird auf Antrag eines Magistraten durch schriftliche Befassung tätig. Er kann aber auch auf Antrag der Opfer tätig werden. In diesem Fall informiert er den mit dem Strafverfahren befassten Magistrate.

Der Generalprokurator gewährleistet die Ausarbeitung einer schlüssigen und einheitlichen Opferpolitik und wird dabei unter anderem vom Fachbereich Justizhaus des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterstützt. Diese Politik innerhalb der Magistratur obliegt ausdrücklich dem Generalprokurator von Brüssel (siehe Königlicher Erlass vom 9. Dezember 2015 über die spezifischen Aufgaben der Mitglieder des Kollegiums der Generalprokuratoren).

Der Empfang der Opfer bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten wird ausführlicher im Rundschreiben 16/2012 betreffend den Empfang von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten behandelt. So wurde in jeder Bezirks- und Generalstaatsanwaltschaft ein Verbindungsmagistrate für den Empfang von Opfern bestellt.

Außerdem ist eine dauerhafte Investition in eine auf das Opfer fokussierte Ausbildung aller Mitglieder des Gerichtsapparates vorgesehen. Das Institut für Ausbildungen im Gerichtswesen spielt eine wesentliche Rolle auf dem Gebiet der Ausbildung in der Magistratur und im Gerichtsreferendariat. Seit 1997 ist eine spezifische Schulung zum Thema „Stellung des Opfers im Gerichtssystem“ vorgesehen.

Artikel 7

In diesem Artikel verpflichtet sich die Deutschsprachige Gemeinschaft dazu, die föderale Polizei und den FÖD Justiz über die Angaben der Opferbetreuung des Justizhauses, der spezialisierten Dienste für Opferhilfe und des Fachbereichs Jugendhilfe zu informieren sowie Adressenänderungen mitzuteilen. Diese Weiterleitung der Informationen ist erforderlich, damit die Dienste auf föderaler Ebene, die mit den Opfern und deren Angehörigen in Kontakt stehen, diese ordnungsgemäß an die entsprechenden Dienste der Gemeinschaft vermitteln können.

Zudem verpflichtet sich die Deutschsprachige Gemeinschaft den Mitarbeitern der Opferbetreuung des Justizhauses, des Fachbereichs Jugendhilfe und der spezialisierten Dienste für Opferhilfe eine angemessene und kontinuierliche Weiterbildung im Bereich des Opferbeistandes zu ermöglichen.

Artikel 8

Das Modell für die Zusammenarbeit der Dienste und für die Verweisung bildet einen der wesentlichen Aspekte des Zusammenarbeitsabkommens.

1° Die Polizei muss die Opfer systematisch über die Existenz des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand und die Aufgaben der Opferbetreuung des Justizhauses sowie der spezialisierten Dienste für Opferhilfe mittels eines geeigneten schriftlichen Dokuments, und zwar der Klagebescheinigung, informieren. Das Rundschreiben 5/2009 des Kollegiums der Generalprokuratoren an den Berufungsgerichten mit Richtlinien über die Klagebescheinigung und die Aufzeichnung der Erklärungen als geschädigte Person enthält Anlagen mit Mustern der Klagebescheinigung. Dieses Rundschreiben sieht ferner die Modalitäten der Aushändigung dieser Bescheinigung an die Opfer vor.

Das Zusammenarbeitsabkommen legt fest, dass der Dienst für polizeilichen Opferbeistand ein Verweisungsformular ausfüllt (dessen Muster dem Zusammenarbeitsabkommen als Anlage beigelegt ist), und dieses dem spezialisierten Dienst für Opferhilfe sendet. Selbstverständlich ist hierbei das Berufs- und Ermittlungsgeheimnis zu wahren. Außer den für die Kontaktaufnahme mit einem Opfer erforderlichen Informationen darf keine weitere Information übermittelt werden.

Der polizeiliche Opferbeistand teilt mithilfe des Verweisungsformulars mit, dass das Opfer von einem spezialisierten Dienst für Opferhilfe kontaktiert werden möchte. Der polizeiliche Opferbeistand erstellt im Vorfeld ein separates Dokument in dem das Opfer sein Einverständnis zur Weiterleitung seiner Daten und zur Kontaktaufnahme durch das BTZ/Prisma gibt. Das separate Dokument wird datiert und vom Opfer unterzeichnet. Diese Verweisung wird den Opfern systematisch angeboten.

In jedem Fall wird das Opfer über das Vorhandensein der spezialisierten Dienste für Opferhilfe informiert.

Im Notfall kann der Polizeibeamte selbst den spezialisierten Dienst für Opferhilfe kontaktieren. Im Protokoll oder jedem anderen schriftlichen Informationsmaterial erwähnt er, dass die Verweisung angeboten wurde, ohne jedoch die Entscheidung des Opfers anzugeben. Auf Empfehlung des Kontrollorgans hin wurde "jedes andere schriftliche Informationsmaterial der Polizei" hinzugefügt, da nicht in jedem Fall ein Protokoll geschrieben wird, in manchen Fällen genügt ein Einsatzmerkblatt. In seinem Gutachten, abgegeben am 14. Oktober 2023, argumentiert das Kontrollorgan der polizeilichen Information, dass das Opfer selbst entscheiden sollte, ob seine positive oder negative Antwort auf das Verweisungsangebot in das Protokoll des Polizeibeamten aufgenommen werden soll oder nicht.

Dieses Argument wurde nicht berücksichtigt, um es dem Opfer zu einem späteren Zeitpunkt zu ermöglichen auf das Angebot der Verweisung zurückzukommen, wenn es zum Zeitpunkt der Feststellung des Tatbestands oder der Anzeigenerstattung nicht an einen spezialisierten Dienst für Opferhilfe verwiesen werden wollte. Dennoch ist es wichtig, dass der Polizeibeamte dem Opfer die Aufgaben der spezialisierten Dienste für Opferhilfe und der Opferbetreuung des Justizhauses erklärt.

Wenn nötig, setzt der Mitarbeiter des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand die Opfer, beispielsweise Frauen und Kinder, die Opfer schwerwiegender Gewalttaten wurden, mit einer Aufnahmeeinrichtung (wie zum Beispiel die VoG Prisma) in Verbindung.

Wenn ein Minderjähriger Opfer einer Misshandlung oder sexueller Gewalt ist, verweist er ihn an den Fachbereich Jugendhilfe.

Der Dienst für polizeilichen Opferbeistand verweist die Opfer, die Beistand im Rahmen des Gerichtsverfahrens wünschen, an die Opferbetreuung des Justizhauses.

Sie können schließlich Unfallopfer, Katastrophenopfer, Brandopfer und Angehörige eines Selbstmörders über die Existenz der Opferbetreuung des Justizhauses informieren.

2° Der mit der Akte des Opfers beauftragte Magistrat oder der Untersuchungsrichter kann die Opferbetreuung des Justizhaus befassen, damit diese dem Opfer seine Unterstützung anbieten kann. Die Modalitäten der Befassung der Opferbetreuung des Justizhauses sind in dem Rundschreiben 16/2012 bezüglich des Empfangs von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten festgelegt. In manchen Situationen, insbesondere bei Tod des Opfers, ist eine systematische Befassung der Opferbetreuung des Justizhauses vorgesehen. Anderenfalls entscheidet der Magistrat nach eigenem Ermessen über die Befassung.

Die Opfer, die sich direkt mit der Gerichtsbehörde in Verbindung setzen, sind über einen geeigneten Dienst für Opferbeistand zu informieren oder mit einem solchen Dienst in Verbindung zu setzen, wenn dies aufgrund ihrer spezifischen Situation, ihrer Bedürfnisse oder ihrer Erwartungen erforderlich ist.

3° Die Deutschsprachige Gemeinschaft sorgt dafür, dass die von dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand verwiesenen Opfer von den Mitarbeitern der spezialisierten Dienste für Opferhilfe kontaktiert werden. Die Hilfe muss aktiv und in einer angemessenen Frist angeboten werden, und zwar einige Tage nach Feststellung der Tatsachen.

Die Personen, die die Verweisung vorgenommen haben, werden darüber informiert, dass der spezialisierte Dienst für Opferhilfe die betreffenden Opfer kontaktiert hat. Auch hier besteht berufliche Schweigepflicht. Die Mitarbeiter im psychosozialen Bereich und der Dienst für polizeilichen Opferbeistand sollen somit lediglich die Informationen austauschen, die erforderlich sind, um dieses Feedback zu ermöglichen.

Dieses Verweisungsverfahren wurde bereits im Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand ausgearbeitet. Es ist jedoch wichtig, diesen Verweisungsvordruck in dem Zusammenarbeitsabkommen zu bestätigen, um die konsequente Einhaltung dieser Maßnahme durch die Polizeidienste zu erreichen.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichtet sich schließlich dazu, dass die spezialisierten Dienste für Opferhilfe die Opfer, die im Rahmen des Gerichtsverfahrens Beistand brauchen, an die Opferbetreuung des Justizhauses vermitteln und dass die Opferbetreuung des Justizhauses die Opfer, die psychosoziale Hilfe oder psychologische Unterstützung brauchen, an die spezialisierten Dienste für Opferhilfe verweist.

In seinem Gutachten vom 14. Oktober 2023 stellte das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen fest, dass es weder für die Opferbetreuung des Justizhauses noch für den Fachbereich Jugendhilfe ein Verweisungsformular gibt. Da die Formulare nur für die Weiterleitung an spezialisierte Opferhilfsdienste verwendet werden und die Opferbetreuung und der Fachbereich Jugendhilfe nicht in diese Kategorie fallen, sieht der Entwurf des Kooperationsabkommens keine weiteren Formulare vor. Die Formatierung des Textes wurde angepasst, um diesen Punkt zu verdeutlichen.

Je nach den von den Opfern gestellten Anträgen oder mitgeteilten Bedürfnissen vermitteln diese Dienste die Opfer an weitere Personen oder Dienste, beispielsweise ÖSHZ, ASL, Info Integration usw. Diese Orientierung kann beispielsweise auch den ersten oder den nachfolgenden Rechtsbeistand betreffen.

Das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen bemerkte zudem in seinem Gutachten, dass die dem Entwurf beigefügten Formulare nicht die notwendigen Kontaktdaten des Opfers enthielten. Darüber hinaus fehlte das schriftliche Einverständnis des Opfers zur Verarbeitung seiner Daten. Die Formulare wurden entsprechend angepasst.

Artikel 9

Die Opferpolitik des Gerichtsbezirks wird vom lokalen Rat für Opferbeistand angeregt. Dieser Rat vereint die lokalen Dienste, die auf dem Gebiet des Opferbeistands tätig sind.

Der lokale Rat für Opferbeistand spielt eine wichtige Rolle beim Informationsaustausch auf lokaler Ebene.

Der Rat muss insbesondere die in diesem Zusammenarbeitsabkommen getroffenen Maßnahmen konkretisieren und implementieren. Dies umfasst die Möglichkeit, Verbesserungen durchzuführen oder sie zumindest den zuständigen Gremien vorzuschlagen. Unter diesem Blickwinkel können

Vereinbarungsprotokolle Insbesondere über die Verweisung der Opfer an die spezialisierten Dienste für Opferhilfe durch den Dienst für polizeilichen Opferbeistand vereinbart werden.

Die Zusammensetzung des Rates stellt sicher, dass die an der Opferpolitik beteiligten Instanzen im lokalen Rat vertreten sind. Diese Mindestzusammensetzung kann je nach Gegenstand der Sitzungen auf Aufforderung des Vorsitzenden ergänzt werden. Ratsvorsitzender ist der Prokurator des Königs oder der Verbindungsmagistrat, der für den Empfang der Opfer im Gerichtsbezirk zuständig ist. Diese lokalen Räte werden bereits in dem Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand und in dem Rundschreiben 16/2012 betreffend den Empfang von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten erwähnt. Mit diesem Zusammenarbeitsabkommen wird ihnen ein verbindlicher Status im deutschsprachigen Teil des Landes verliehen.

Artikel 10

Für die Zusammenarbeit zwischen den Fachleuten der unterschiedlichen gerichtlichen, polizeilichen und psychosozialen Dienste müssen ein oder mehrere psychosoziale Teams für Opferbeistand in den Gerichtsbezirken gegründet werden. Dies hängt von der Größe des Gebiets und vom verfügbaren Personal ab.

Das psychosoziale Team für Opferbeistand muss die Zusammenarbeit vor Ort detailliert gestalten, um die Verfahren so effektiv wie möglich zu bearbeiten, an denen unterschiedliche Dienste und Personen gleichzeitig beteiligt sind.

Die Abstimmung innerhalb der psychosozialen Teams betrifft unter anderem die Umsetzung des Verweisungsformulars, das Hinweisen auf problematische Punkte, die Meldungen und die Vorbereitung der Sitzungen des lokalen Rates für Opferbeistand.

Solche Teams sind aktuell bereits in mehreren Gerichtsbezirken im Einsatz. Sie bilden informelle Treffpunkte und bestehen aus lokalen Mitarbeitern. Durch dieses Zusammenarbeitsabkommen werden sie formal anerkannt.

Artikel 11

Dieser Artikel behandelt die Auswirkungen auf den Haushalt, die von den Beteiligten zu tragen sind und deren Zuständigkeitsverteilung durch das Sondergesetz vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen festgelegt ist.

Artikel 12

Das Vereinbarungsprotokoll vom 5. Juni 2009 zwischen dem Staat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf den Opferbeistand sollte aufgehoben werden.

Artikel 13

Dieser Artikel legt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Zusammenarbeitsabkommens fest und definiert, dass es auf unbestimmte Zeit gültig ist. Er regelt außerdem die Modalitäten einer Bewertung des Abkommens.

ENTWURF EINES ZUSAMMENARBEITSABKOMMENS ZWISCHEN DEM FÖDERALSTAAT UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ÜBER DEN OPFERBEISTAND

Aufgrund der Verfassung, Artikel 130;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92bis §1, zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund der Richtlinie 2010/64/EU des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 20. Oktober 2010 über das Recht auf Dolmetscherleistungen und Übersetzungen in Strafverfahren;

Aufgrund des Übereinkommens des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt vom 11. März 2011;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4 §2 und 55bis;

Aufgrund der Richtlinie 2012/29/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 über Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten sowie zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2001/220/JI des Rates;

Aufgrund der Richtlinie 2017/541 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 zur Terrorismusbekämpfung und zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2002/475/JI des Rates und zur Änderung des Beschlusses 2005/671/JI des Rates;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Zuständigkeiten bezüglich des Opferbeistandes zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen aufgeteilt sind;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass eine strukturelle Zusammenarbeit zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft erforderlich ist, um eine Politik im Sinne der Opfer zu gestalten;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass ein bestmöglicher und gut entwickelter Opferbeistand nach Möglichkeiten alle Folgen der Viktimisierung begrenzen und beheben muss;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Verfassung und das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen die Möglichkeit vorsehen, dass die oben genannten Behörden ein Zusammenarbeitsabkommen über den Opferbeistand schließen können;

vereinbaren die unterzeichnenden Parteien,

der Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung, in der Person des Ministers für Inneres und des Ministers für Justiz;

und

die Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in der Person des Ministerpräsidenten und des Ministers für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesens;

in der gemeinsamen Ausführung ihrer eigenen Kompetenzen das Folgende:

KAPITEL 1 - Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Bei der Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens und nur in diesem Rahmen versteht man unter:

1° Opfer: eine natürliche Person, ihre Angehörigen sowie Zeugen, die einen Schaden, insbesondere eine Beeinträchtigung ihrer körperlichen oder geistigen Unversehrtheit, ein seelisches Leid oder einen wirtschaftlichen Verlust als direkte Folge von Handlungen oder Unterlassungen erlitten oder direkt miterlebt haben, die einen Verstoß gegen die Rechtsvorschriften darstellen;

2° Angehörige: die Rechtsnachfolger des direkten Opfers oder jede Person, die eine besonders emotionale Bindung zum diesem hat;

3° Opferbeistand: eine Hilfe- und Dienstleistung im weitesten Sinne, die Opfern von den verschiedenen Sektoren - Polizei- und Gerichtsdienst, sozialer und medizinischer Sektor - angeboten werden;

4° Opferpolitik: die Gesamtheit der Verwaltungshandlungen des Föderalstaats, der Gemeinschaften und der Regionen im Zusammenhang mit dem Opferbeistand;

5° Polizeilicher Opferbeistand: eine Dienstleistung, die die Polizei Opfern anbietet, in der die erste Aufnahme und der Empfang des Opfers sowie die Erstellung von guten Grundinformationen und eventuell die Vermittlung an spezialisierte Dienste für Opferhilfe im Mittelpunkt stehen, und die ebenfalls die Aufnahme und Unterstützung von Personen umfasst, die in einen Unfall, eine Katastrophe oder einen Brand verwickelt waren ;

6° Dienst für polizeilichen Opferbeistand: ein Dienst innerhalb der föderalen oder lokalen Polizei, der zum einen für die Sensibilisierung und die Weiterbildung der Polizeibeamten im polizeilichen Opferbeistand zuständig ist, und zum anderen für das eigentliche Angebot des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand, dies jedoch unbeschadet der gesetzlichen Verpflichtungen eines jeden einzelnen Polizeibeamten bezüglich des Opferbeistandes;

7° Opferbetreuung: die Betreuung in den verschiedenen Phasen des Gerichtsverfahrens, welche von der Opferbetreuung des Justizhauses sowie von den Magistraten und den Mitarbeitern der Staatsanwaltschaften und der Gerichte angeboten wird, und die ebenfalls die Information und Unterstützung von Personen umfassen kann, die von einem Unfall, einer kollektiven Notsituation oder einem Selbstmord betroffen sind;

8° Opferbetreuung des Justizhauses: der Dienst des Justizhauses, der den Opfern Informationen zur Verfügung stellt, Unterstützung und Begleitung anbietet und während des gesamten Gerichtsverfahrens in angemessener Art und Weise orientiert;

9° Opferhilfe: eine psychosoziale Hilfe und/oder psychologische Unterstützung, die den Opfern durch die spezialisierten Dienste für Opferhilfe und den Fachbereich Jugendhilfe angeboten werden. Dies kann auch soziale und psychologische Hilfe für Personen umfassen, die von einem Unfall, einer kollektiven Notsituation oder einem Selbstmord betroffen sind. Unter psychosoziale Hilfe versteht man jede nicht finanzielle Hilfe, die dazu bestimmt ist, dem Opfer die Beibehaltung, die Verbesserung oder die Wiederherstellung seiner Lebensgrundlagen auf familiärer, sozialer, wirtschaftlicher, beruflicher, politischer oder kultureller Ebene zu ermöglichen. Unter psychologischer Unterstützung versteht man die Hilfe, die es dem Opfer ermöglicht ein neues Lebensgleichgewicht zu finden;

10° Spezialisierter Dienst für Opferhilfe: die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkannten und bezuschussten Dienste, die damit beauftragt sind, den Opfern Opferhilfe anzubieten;

11° Fachbereich Jugendhilfe: der in Artikel 3 Nummer 9 des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz erwähnte Fachbereich.

KAPITEL 2 - Zielsetzung

Art. 2 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen findet ausschließlich im Gebiet des deutschen Sprachraums Anwendung.

Die strukturelle Zusammenarbeit, wie sie in diesem Abkommen beschrieben ist, lässt jede Form der Zusammenarbeit zwischen den oben genannten Diensten und anderen Opferhilfsdiensten unberührt.

KAPITEL 3 - Zuständigkeiten und Aufträge

Art. 3 - Der Föderalstaat ist zuständig für:

1° die Polizei- und Sicherheitspolitik, insbesondere für den polizeilichen Opferbeistand;

2° die Kriminalpolitik, insbesondere die Politik zugunsten der Opfer.

In Absatz 1, 2° garantiert der Föderalstaat die Rechte des Opfers im Rahmen des Gerichtsverfahrens, darunter auch die Opferbetreuung.

Art. 4 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist zuständig, um:

1° über die Opferbetreuung des Justizhauses:

a) den Opfern Informationen über das Gerichtsverfahren im Allgemeinen, über ihre Rechte als Opfer sowie über ihre Akte und über das laufende Gerichtsverfahren zu erteilen;

b) den Opfern eine Betreuung in bestimmten Phasen des Gerichtsverfahrens zu gewährleisten;

c) die Opfer an die Dienste zu vermitteln, welche sich um deren Bedürfnisse und die anfallenden Schwierigkeiten kümmern, wie eine Rechtsberatung oder psychologische Hilfe;

d) auf struktureller Ebene, auf die anfallenden Schwierigkeiten der Opfer hinzuweisen und die Magistrate und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft und Gerichte für die spezifischen Bedürfnisse und Rechte der Opfer zu sensibilisieren.

2° über die spezialisierten Dienste für Opferhilfe:

a) psychosoziale Hilfe und/oder eine psychologische Unterstützung anzubieten, um den Opfern, die mit den direkten und indirekten Folgen einer Straftat und der Viktimisierung konfrontiert sind, zu helfen;

b) das Opfer bei der aktiven Wiedereingliederung in die Gesellschaft zu unterstützen, indem er mit ihm gemeinsam seine Bedürfnisse und Mittel bewertet, sowie Prioritäten setzt, um ihm die Möglichkeit zu bieten zu einem neuen Lebensgleichgewicht zu finden. Im Rahmen dieser Aufgaben obliegen den spezialisierten Diensten für Opferhilfe folgende Tätigkeiten:

- die Unterstützung des Opfers bei der Auseinandersetzung mit den direkten und indirekten Folgen einer Straftat oder mit einer Situation, die als solche eingestuft werden könnte;

- unter Berücksichtigung des erlittenen Schadens, das Anbieten einer spezialisierten und individualisierten therapeutischen Unterstützung für das Opfer mit einem Schwerpunkt auf die direkten Folgen des Traumas und der Verarbeitung des Schocks;

- die Information, Orientierung und Unterstützung des Opfers beim Umgang mit der Polizei und den Gerichtsinstanzen;

- die Vereinfachung des Zugangs zu anderen Diensten, die in Artikel 1 des vorliegenden Abkommens nicht definiert werden.

3° über den Fachbereich Jugendhilfe, den Kindern, die Opfer von Misshandlung jeglicher Art wurden, und deren Erziehungsberechtigten eine geeignete Hilfe zu leisten.

KAPITEL 4 - Verpflichtungen

Art. 5 - Der Föderalstaat ist im Rahmen seiner in Artikel 3 Nummer 1 erwähnten Zuständigkeit sowie aufgrund Artikel 46 des Gesetzes vom 5. August 1992 über die Funktion der Polizei und der sich daraus ergebenden Untersuchungen verpflichtet:

1° folgende Maßnahmen zu treffen, damit die Interessen des Opfers anerkannt werden:

- a) der Polizei die angemessenen materiellen Voraussetzungen für den Empfang, die Erstaufnahme, die Information und die Anhörung der Opfer zu schaffen;
- b) den Opfern einen respektvollen Empfang, einen sofortigen und praktischen Beistand sowie eine für ihre persönliche Situation geeignete Information zu gewährleisten;
- c) dafür Sorge zu tragen, dass die Opfer ins Protokoll die notwendigen Informationen über den materiellen und immateriellen Schaden aufnehmen lassen können und sich als geschädigte Person erklären können;
- d) die Opfer an einen geeigneten Dienst für Opferbeistand zu verweisen;
- e) im Rahmen des Opferbeistandes können die Polizeibeamten von dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand unterstützt werden.

2° im Rahmen des Opferbeistandes eine Ausbildung und Sensibilisierung für den Opferbeistand für alle Polizeibeamten über den zuständigen Dienst für polizeilichen Opferbeistand zu entwickeln und umzusetzen;

3° auf Ebene der föderalen Polizei und des ständigen Ausschusses für die lokale Polizei einen Ansprechpartner und einen Stellvertreter vorzusehen, um strukturell einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Instanzen auf dem Gebiet des Opferbeistandes sowohl auf föderaler, gemeinschaftlicher und lokaler Ebene zu fördern.

Art. 6 - Der Föderalstaat ist im Rahmen seiner in Artikel 3 Nummer 2 erwähnten Zuständigkeiten sowie aufgrund Artikel 3bis des Gesetzes vom 17. April 1878, welches den einleitenden Titel des Strafprozessbuches enthält, verpflichtet:

1° die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, damit die Interessen des Opfers anerkannt werden und dieses sich am Gerichtsverfahren beteiligen kann;

2° eine Politik zu führen, in der sichergestellt wird, dass die Magistrate und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft und Gerichte, den Opfern Informationen über ihre Stellung und Rechte im Gerichtsverfahren, über den Ablauf des Strafverfahrens, über den eventuellen Strafvollzug des Täters und über die Möglichkeiten des Schadensersatzes zur Verfügung stellen;

3° die Möglichkeiten zu optimieren, die dem Opfer gegeben werden, einen Schadensersatz für den erlittenen materiellen und immateriellen Schaden zu erlangen;

4° den Magistraten und Mitarbeitern der Staatsanwaltschaft und der Gerichte eine entsprechende Schulung und Weiterbildung auf dem Gebiet des Opferbeistandes anzubieten;

5° eine einheitliche Opferpolitik innerhalb des Gerichtsapparates über das Kollegium der Generalprokuratoren zu fördern, bei der ein Mitglied des Kollegiums spezifisch mit der Opfer-Rechtspolitik beauftragt wird;

6° auf Ebene des FÖD Justiz in der Generaldirektion Gesetzgebung, Grundrechte und -freiheiten einen Ansprechpartner und einen Stellvertreter vorzusehen, um strukturell einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Diensten auf dem Gebiet des Opferbeistandes sowohl auf föderaler als auch auf gemeinschaftlicher Ebene zu fördern.

Art. 7 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist im Rahmen ihrer in Artikel 4 erwähnten Zuständigkeiten verpflichtet:

1° den in Artikel 6 Nummer 3 und Artikel 7 Nummer 6 genannten Kontaktpersonen die Anschriften der von den in der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestellten Diensten gemäß Artikel 1 Nummer 8, 10 und 11 sowie jede Adressenänderung mitzutellen,

2° auf Ebene des Justizhauses einen Ansprechpartner und einen Stellvertreter vorzusehen, um strukturell einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Diensten auf dem Gebiet des Opferbeistandes sowohl auf föderaler als auch auf gemeinschaftlicher Ebene zu fördern,

3° den Mitarbeitern der in Artikel 1 Nummer 8, 10 und 11 genannte Dienste im Bereich des Opferbeistandes eine angemessene und kontinuierliche Weiterbildung zu ermöglichen.

Art. 8 - Unbeschadet der Artikel 6 bis 8 verpflichten sich der Föderalstaat und die Deutschsprachige Gemeinschaft hinsichtlich der Zusammenarbeit und der gegenseitigen Vermittlung, folgende Punkte anzuwenden:

1° Der Föderalstaat verpflichtet sich dazu, dass die Polizei:

a) jedes Opfer, mit dem die Polizei in Kontakt steht, über die Existenz des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand, der Opferbetreuung und die spezialisierten Dienste für Opferhilfe, über deren Aufgaben gemäß Artikel 1 Nummer 6, 8 und 10 sowie Artikel 4 Nummer 1 und 2 und über ihre Kontaktdaten informiert;

b) den Opfern von Gewalttaten, den Personen, die mit dem Täter konfrontiert wurden, sowie anderen Opfern, bei denen der Polizeibeamte eine Hilfe für erforderlich hält, systematisch eine Weitervermittlung anbietet. Die direkte Weitervermittlung erfolgt folgendermaßen:

- Je nach Wunsch des Opfers nimmt der Polizeibeamte Kontakt zum Dienst für polizeilichen Opferbeistand auf oder er gibt dem Opfer die Kontaktdaten dieses Dienstes. Das Protokoll oder jedes andere schriftliche Informationsmaterial des Polizeibeamten enthält nur das Angebot der Verweisung und nicht die Entscheidung des Opfers;

- der Dienst für polizeilichen Opferbeistand nimmt mit Zustimmung des Opfers Kontakt zu dem spezialisierten Dienst für Opferhilfe auf, indem er das Verweisungsformular ausfüllt und es an den zuständigen spezialisierten Dienst für Opferhilfe weiterleitet:

- der Dienst für polizeilichen Opferbeistand bietet dem Opfer die Möglichkeit einer sozialpsychologischen oder psychiatrischen Betreuung durch das Beratungs- und Therapiezentrum (BTZ) an;

- der Dienst für polizeilichen Opferbeistand bietet den Frauen, die Opfer physischer oder sexueller Gewalt wurden, die Möglichkeit einer häuslichen Begleitung oder eine Aufnahme ins Frauenfluchtthaus durch Prisma an;

- der Dienst für polizeilichen Opferbeistand bietet minderjährigen Opfern von Misshandlungen je nach Sachlage, die Möglichkeit einer Betreuung durch den Fachbereich Jugendhilfe der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

- der Dienst für polizeilichen Opferbeistand bietet dem Opfer, welches einen Beistand im Rahmen seines Gerichtsverfahrens benötigt, eine Betreuung durch die Opferbetreuung des Justizhauses an.

2° Der Föderalstaat verpflichtet sich dazu, dass:

a) der Magistrat der Staatsanwaltschaft oder der Untersuchungsrichter die Opferbetreuung mit der Durchführung ihrer in Artikel 1 Nummer 8 und Artikel 4 Nummer 1 erwähnten Aufgaben beauftragen können;

Der Föderalstaat vereinfacht die Tatsache, dass Opfer, die sich direkt an eine Justizbehörde wenden, an einen geeigneten Dienst für Opferbeistand verwiesen werden, wenn ihre spezifische Situation, ihre Bedürfnisse oder Erwartungen dies erfordern.

3° Die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichtet sich dazu, dass:

- a) die Opferbetreuung des Justizhauses die Opfer, die psychosoziale Hilfe oder psychologische Unterstützung brauchen, anhand des Verweisungsformulars an die spezialisierten Dienste für Opferhilfe verweist;
- b) die spezialisierten Dienste für Opferhilfe, die auf dem von dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand oder der Opferbetreuung des Justizhauses erhaltenen Verweisungsformular angegebenen Opfer, so schnell wie möglich kontaktieren;
- c) die spezialisierten Dienste für Opferhilfe die Bearbeitung der Anfrage gewährleisten und dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand oder der Opferbetreuung des Justizhauses anhand des Verweisungsformulars Rückmeldung geben;
- d) die spezialisierten Dienste für Opferhilfe die Opfer, die einen Beistand im Rahmen eines Gerichtsverfahrens brauchen, an die Opferbetreuung des Justizhauses vermitteln;
- e) bei Bedarf, diese spezialisierten Dienste für Opferhilfe an andere Dienste, die in Artikel 1 des vorliegenden Abkommens nichts definiert werden, verweisen.

KAPITEL 5 - Konzertierungsstrukturen

Art. 9 - Im Gerichtsbezirk Eupen gibt es einen lokalen Rat für Opferbeistand, der sich mindestens alle 2 Jahre trifft und folgende Aufgaben hat:

1° die Bestimmungen dieses Zusammenarbeitsabkommens im Hinblick auf einen umfassenden Opferbeistand zu konkretisieren und zu implementieren unter Berücksichtigung der lokalen Gegebenheiten und der Bedürfnisse der Opfer;

2° die Zusammenarbeit der zuständigen Dienste des Föderalstaates und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu unterstützen und zu begleiten, unter anderem indem die notwendigen politischen Maßnahmen vorgeschlagen und entwickelt werden;

3° die zuständigen Behörden über Probleme zu informieren, die im Rahmen der Politik zugunsten der Opfer auftreten und mögliche Verbesserungen vorzuschlagen;

4° die Vorschläge bearbeiten, die von dem psychosozialen Team formuliert wurden, um die Probleme und Schwierigkeiten innerhalb des Bezirks zu bewältigen.

Der lokale Rat für Opferbeistand setzt sich mindestens aus folgenden Personen zusammen:

- 1° dem Prokurator des Königs und/oder dem Verbindungsmagistraten;
- 2° einem Vertreter jedes spezialisierten Dienstes für Opferhilfe;
- 3° einem Vertreter des Fachbereichs Jugendhilfe;
- 4° den Zonenchefs der beiden Polizeizonen oder ihrer Vertreter, jeweils in Begleitung eines Vertreters des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand;
- 5° dem Direktor-Koordinator der föderalen Polizei oder seinem Vertreter, in Begleitung eines Vertreters des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand;
- 6° dem Gerichtspolizeidirektor der föderalen Kriminalpolizei von Eupen oder seinem Vertreter;
- 7° einem Vertreter der Rechtsanwaltskammer;
- 8° dem Fachbereichsleiter des Justizhauses;
- 9° einem Vertreter der Opferbetreuung des Justizhauses;
- 10° den Justizassistenten der Opferbetreuung des Justizhauses;
- 11° jede(r) von dem Vorsitzenden eingeladenen anderen Personen oder Dienst.

Der Vorsitzender des lokalen Rates für Opferbeistand ist der Prokurator des Königs oder der Verbindungsmagistrat.

Das Sekretariat des lokalen Rates für Opferbeistand wird durch das Justizhaus übernommen. Die anderen Mitglieder des lokalen Rates für Opferbeistand verpflichten sich, aktiv am Entwicklungsprozess teilzunehmen.

Art. 10 - §1er. Der lokale Rat für Opferbeistand richtet ein psychosoziales Team ein.

§2. Das psychosoziale Team trifft sich mindestens zwei Mal pro Jahr und hat folgende Aufgaben:

1° im Einklang mit diesem Zusammenarbeitsabkommen, die Verteilung der Aufgaben zwischen den Mitgliedern des psychosozialen Teams festzulegen sowie die Zusammenarbeit zwischen diesen Mitgliedern und anderen Diensten, die in Artikel 1 des vorliegenden Abkommens nicht definiert werden und zur individuellen Unterstützung der Opfer in dem Gebiet des psychosozialen Teams beitragen, zu entwickeln;

2° den lokalen Rat für Opferbeistand über Probleme und Schwierigkeiten zu informieren.

Das psychosoziale Team setzt sich mindestens aus folgenden Personen zusammen:

1° einem Justizassistenten der Opferbetreuung des Justizhauses;

2° einem Mitarbeiter jeden Dienstes für polizeilichen Opferbeistand;

3° einem Mitarbeiter jeden spezialisierten Dienstes für Opferhilfe;

4° einem Mitarbeiter des Fachbereichs Jugendhilfe.

Das Sekretariat des psychosozialen Teams wird turnusmäßig übernommen.

KAPITEL 6 - Auswirkungen auf den Haushalt

Art. 11 - Die Auswirkungen auf den Haushalt der in diesem Abkommen aufgeführten Aufgaben werden von allen Parteien gemäß der im Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen festgelegten Zuständigkeitsverteilung getragen und hängen von den jeweiligen Haushaltsplänen ab, die jährlich von den parlamentarischen Versammlungen der Parteien verabschiedet werden.

KAPITEL 7 - Schlussbestimmungen

Art. 12 - Das Vereinbarungsprotokoll vom 5. Juni 2009 zwischen dem Staat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf den Opferbeistand wird aufgehoben.

Art. 13 - Das Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen und tritt am Tag der Veröffentlichung des letzten Zustimmungsaktes der Partner im belgischen Staatsblatt in Kraft.

Wann immer die Parteien es für notwendig erachten, wird eine Bewertung der Anwendung des Abkommens durch die Parteien vorgenommen.

Jede zuständige Behörde kann das Zusammenarbeitsabkommen unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten kündigen.

Eupen, den 21. Dezember 2023

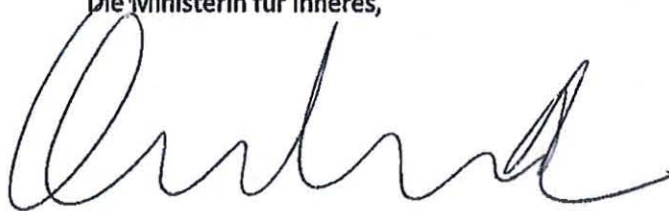
Für den Föderalstaat,

Der Minister für Justiz,



Paul Van Tigchelt

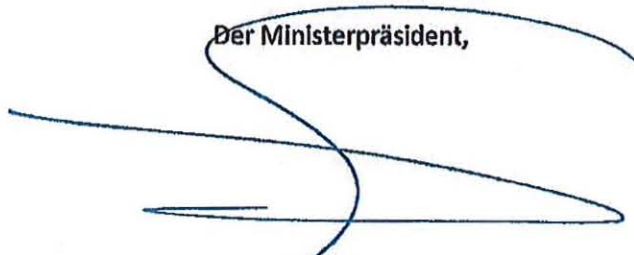
Die Ministerin für Inneres,



Annelies Verlinden

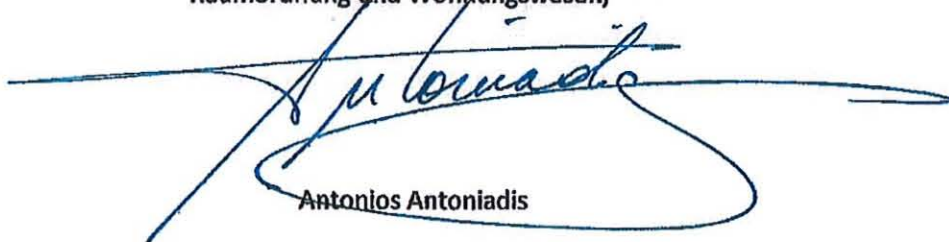
Für die Deutschsprachige Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,



Oliver Paasch

**Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales,
Raumordnung und Wohnungswesen,**



Antonios Antoniadis

Anlage 1 A.

Anfrage einer Begleitung eines Opfers durch das BTZ

Name des Opfers:

Telefon-/Handynummer:

Geburtsdatum:

Akz.:

Datum der Straftat:

Taten in Bezug auf das Opfer (kurze Beschreibung):

Dringlichkeit in Verbindung mit dem Zustand des Opfers:

Bisheriger Verantwortlicher:

*polizeilicher Opferbeistand bei der lokalen/föderalen Polizei **

*Opferbetreuung des Justizhauses **

Name:

Adresse:

Telefonnummer:

Datum / Unterschrift:

**unzutreffendes bitte streichen*

Rückmeldung: *Anfrage erhalten am:* _____

Sachbearbeiter im BTZ: _____

Rückmeldung an den Verantwortlichen: _____

am _____

Um dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den opferbeistand beigefügt zu werden.

Eupen, den 22. Dezember 2023

Für den Föderalstaat,

Der Minister für Justiz,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Paul Van Tigchelt

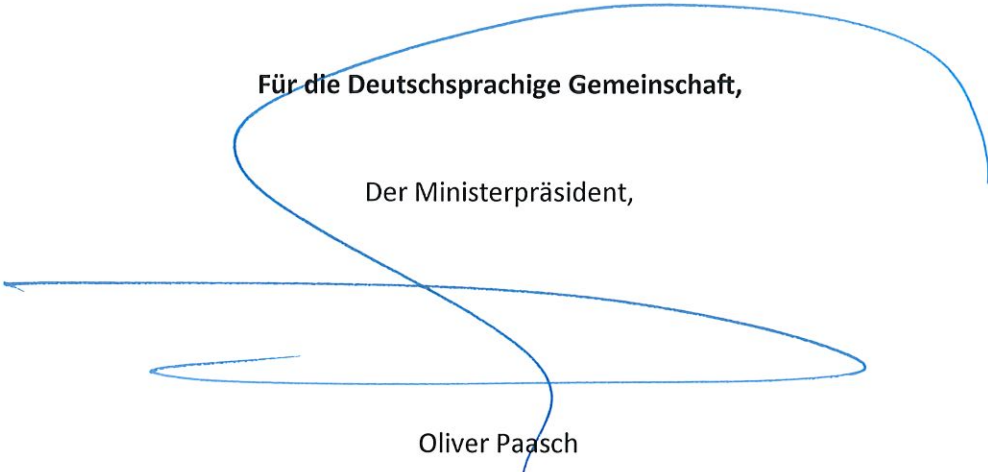
Die Ministerin für Inneres,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large initial 'A' followed by a series of connected loops.

Annelies Verlinden

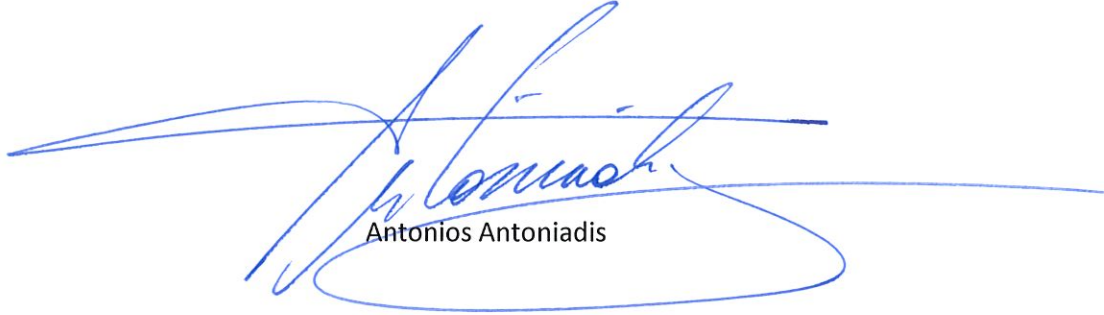
Für die Deutschsprachige Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,



Oliver Paasch

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales,
Raumordnung und Wohnungswesen,



Antonios Antoniadis

Anlage 1 B.

Anfrage einer ersten Hilfe für Opfer einer Straftat an PRISMA

Name des Opfers:

Telefon-/Handynummer:

Geburtsdatum:

Akz.:

Datum der Straftat:

Taten in Bezug auf das Opfer (kurze Beschreibung):

Dringlichkeit in Verbindung mit dem Zustand des Opfers:

Bisheriger Verantwortlicher:

*polizeilicher Opferbeistand bei der lokalen/föderalen Polizei **

*Opferbetreuung des Justizhauses **

Name:

Adresse:

Telefonnummer:

Datum / Unterschrift:

**unzutreffendes bitte streichen*

Rückmeldung: Anfrage erhalten am: _____

Sachbearbeiter Prisma: _____

Rückmeldung an den Verantwortlichen: _____

am _____

Um dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand beigefügt zu werden.

Eupen, den 22. Dezember 2023

Für den Föderalstaat,

Der Minister für Justiz,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a long horizontal stroke.

Paul Van Tigchelt

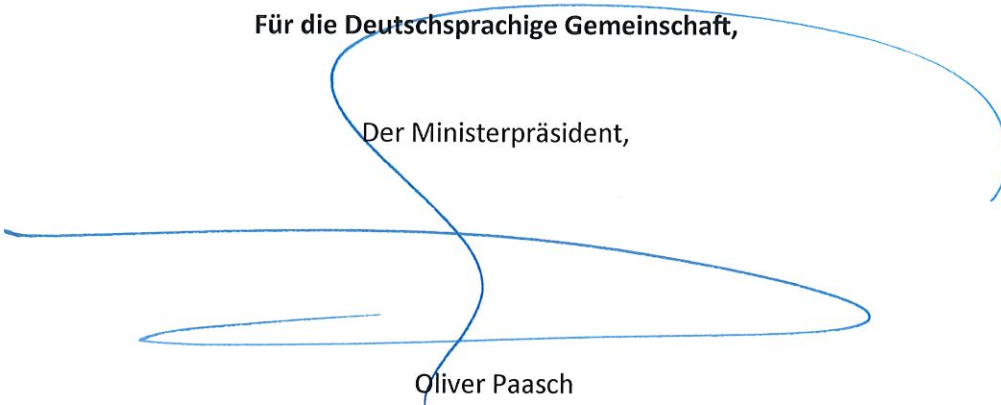
Die Ministerin für Inneres,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'A' followed by several loops and a long horizontal stroke.

Annelies Verlinden

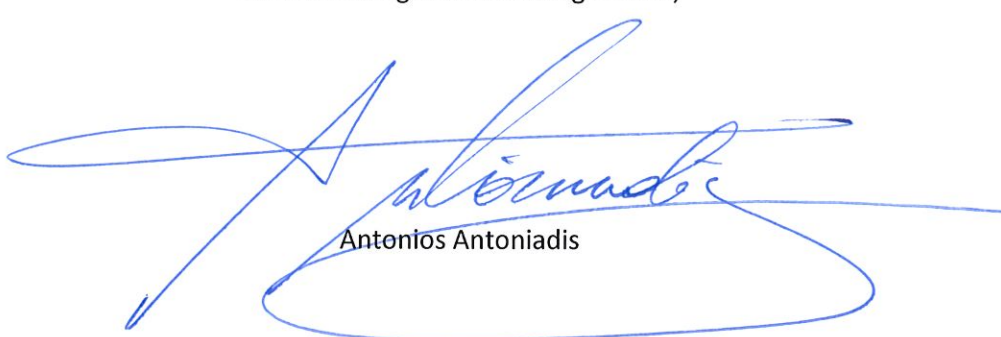
Für die Deutschsprachige Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,



Oliver Paasch

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales,
Raumordnung und Wohnungswesen,



Antonios Antoniadis

ONTWERP VAN EEN SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE STAAT EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP INZAKE SLACHTOFFERZORG

MEMORIE VAN TOELICHTING

Geachte mevrouw,
Geachte heer,

ALGEMENE BESCHOUWINGEN

Sinds de jaren 80 heeft het Belgische slachtofferbeleid aanleiding gegeven tot verschillende initiatieven van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten om aan de behoeften van de slachtoffers te voldoen. Er ontstonden verschillende diensten, afhankelijk van de bevoegdheden, op de verschillende bevoegdheidsniveaus (in het bijzonder de bureaus voor slachtofferbejegening¹, de diensten voor slachtofferhulp en het slachtofferonthaal van het justitiehuis) en dat alles moest op het terrein gecoördineerd worden.

Het slachtofferbeleid dat door de overheid ontworpen en uitgevoerd wordt voor slachtoffers van misdrijven, heeft twee doelstellingen:

- het voorkomen van secundaire victimisatie die kan voortvloeien uit het gerechtelijk optreden. Bedoeling is alles in het werk te stellen, opdat de behandeling van de zaak door politie, justitie of enige andere instantie geen tweede trauma veroorzaakt of het door het misdrijf veroorzaakte trauma niet verergert;
- het slachtoffer de mogelijkheid bieden zijn trauma te boven te komen en zo vlug mogelijk een nieuw evenwicht te vinden.

Voor de uitvoering van dit slachtofferbeleid werden verscheidene rechtshandelingen uitgevaardigd, in het bijzonder de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden betreft, de wet van 12 maart 1998 waarbij het Wetboek van Strafvordering werd gewijzigd en die ook wel de wet-Franchimont wordt genoemd, het samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap van 7 april 1998 inzake slachtofferzorg, de protocolakkoorden inzake slachtofferzorg, de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf, de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten en de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering.

Verder werden ministeriële omzendbrieven uitgevaardigd (bijvoorbeeld: de ministeriële omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening en de omzendbrief COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken); er werden ook structuren opgezet om de uitvoering van het beleid te behartigen en te waarborgen (waaronder, in het bijzonder, de lokale raden voor slachtofferzorg).

¹ Huidige benaming: diensten voor politionele slachtofferbejegening.

De basisrechten van de slachtoffers zijn ook vervat in de richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ.

Om het slachtofferbeleid te verstevigen, werden nog andere Europese teksten uitgevaardigd die hoofdzakelijk de participatie van slachtoffers en hun plaats binnen de opgerichte stelsels beogen, in het bijzonder de Richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ter bestrijding van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie, en ter vervanging van Kaderbesluit 2004/68/JBZ van de Raad, het Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik en het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld. Door de richtlijn 2017/541/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 inzake terrorismebestrijding en ter vervanging van Kaderbesluit 2002/475/JBZ van de Raad en tot wijziging van Besluit 2005/671/JBZ van de Raad vallen ook slachtoffers van terrorisme onder dit samenwerkingsakkoord.

Voor de samenwerking tussen de verschillende sectoren onderling heeft tot dusver alleen het Nederlandstalige landsgedeelte een samenwerkingsakkoord voor slachtofferzorg gesloten.² Tot een soortgelijk samenwerkingsakkoord is het voor het Franstalige en het Duitstalige landsgedeelte nooit gekomen. Op 5 juni 2009 werd wel een protocolakkoord inzake slachtofferzorg tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap gesloten.

Door de zesde staatshervorming, die tot een overdracht van de bevoegdheden van de justitiehuisen – waaronder het slachtofferonthaal – naar de gemeenschappen leidde, bleek het noodzakelijk de werkzaamheden met het oog op het sluiten van een samenwerkingsakkoord voor het Franstalige en het Duitstalige landsgedeelte te hervatten. Het beoogde doel is tot een structurele samenwerking te komen tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus die belast zijn met het slachtofferbeleid om de slachtoffers een perfect gecoördineerde en kwaliteitsvolle begeleiding te bieden.

Dit samenwerkingsakkoord heeft twee hoofddoelstellingen: een model voor samenwerking, oriëntatie/verwijzing tussen de verschillende diensten inzake slachtofferzorg scheppen en de bestaande overlegstructuren in het Duitse taalgebied officieel erkennen. Bovendien verbinden de betrokken overheden zich ertoe een blijvende aandacht te besteden aan de slachtofferproblematiek. Vertrekken vanuit een geest van samenwerking tussen het lokale en het federale beleidsniveau zal, met inachtneming van de bevoegdheden van elk niveau, een samenhangend beleid in deze materie helpen te verzekeren.

Het samenwerkingsakkoord bevat zeven hoofdstukken: de algemene bepalingen (art. 1), het doel van het akkoord (art. 2), de bevoegdheden en opdrachten van de partijen bij het akkoord (art. 3 en 4), hun verbintenissen (art. 5 tot 8), de overlegstructuren (art. 9 en 10), de budgettaire gevolgen (art. 11) en de slotbepalingen (art. 12 en 13).

Het ontwerp van samenwerkingsakkoord werd voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, die op 24 oktober 2023 een standaardadvies uitbracht (zie advies nr. 65/2023 van 24 maart 2023). Ook het Controleorgaan op de Politieke Informatie heeft een advies uitgebracht met betrekking tot artikelen die betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens (zie advies van 14 oktober 2023, referentie DA230039).

² Samenwerkingsakkoord van 7 april 1998 tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg. Met dit samenwerkingsakkoord werd instemming verleend bij wet van 11 april 1999 en bij decreet van 15 december 1998.

Het ontwerp van samenwerkingsakkoord werd ook voorgelegd aan het College van procureurs-generaal, dat op 23 oktober 2023 een advies uitbracht, en aan de Raad van burgemeesters, die op 9 juli 2023 een advies uitbracht.

Ten slotte valideerde het Coördinatiecomité van de Geïntegreerde Politie het ontwerp van samenwerkingsakkoord op 24 juli 2023 elektronisch. Er werd enkel gevraagd om de formulering van artikel 9, 6° te wijzigen, wat ook is gebeurd.

BESPREKING VAN DE ARTIKELN



Artikel 1

Dit artikel bevat de definities van de in het akkoord gebruikte begrippen, zoals ze in dat kader moeten worden verstaan. In het akkoord wordt concreet bepaald welke opdrachten elke voor de slachtoffers werkende dienst heeft, om zo goed mogelijk inzicht te krijgen in de bevoegdheden die eigen zijn aan elke dienst.

De definitie van het begrip 'slachtoffer' is ontleend aan het protokolakkoord van 2009 tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg. Die definitie bevat het begrip 'na(ast)bestaanden' en niet het begrip 'familieleden' zoals in de EU-richtlijn 2012/29.

In de EU-richtlijn staat dat de familieleden van een slachtoffer wiens overlijden een rechtstreeks gevolg is van een strafbaar feit ook beschouwd worden als slachtoffers, als hen schade werd berokkend door het overlijden van die persoon.

De definitie van het begrip 'slachtoffer' in de zin van het samenwerkingsakkoord is overigens van toepassing op alle gevallen waarin het gerecht tussenkomt, het moet niet meteen om een strafbaar feit/misdrijf handelen. Hierbij denken wij bijvoorbeeld aan zelfmoorden, slachtoffers van een ongeval, van een ramp, van een brand en verkeersslachtoffers. Bovendien omvat de definitie van het begrip 'slachtoffer' in dit samenwerkingsakkoord ook de getuigen.

De definitie van het begrip 'na(ast)bestaanden' in de zin van het samenwerkingsakkoord omvat ook de na(ast)bestaanden aan wie schade werd berokkend, zonder dat erop gewezen wordt dat die schade samenhangt met het overlijden van het slachtoffer. Die definitie is bijgevolg op dat punt ruimer dan de definitie in de EU-richtlijn, wat in de lijn van de richtlijn ligt, aangezien in overweging 11 staat: "Deze richtlijn stelt minimumvoorschriften vast. De lidstaten mogen de in deze richtlijn opgenomen rechten uitbreiden teneinde in een hoger niveau van bescherming te voorzien."

De definitie van het begrip 'na(ast)bestaande' luidt als volgt: "rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer of elke persoon die een bijzonder affectieve band heeft met het slachtoffer".

Onder 'rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer' moeten de wettelijke erfgenamen (echtgenoot of echtgenote, kinderen, vader en moeder, broers, zussen, ...) worden verstaan.

Onder 'elke persoon die een bijzonder affectieve band heeft met het slachtoffer' moet in het bijzonder de partner worden verstaan, als het gaat om een samenwonend paar, of de personen die ten laste zijn van het slachtoffer maar die niet de kinderen zijn, de persoon bij wie de minderjarige werkelijk verblijft maar die niet de vader of de moeder is.

De uitdrukking 'bijzonder affectieve band' wordt verkozen boven de in de Europese richtlijn gebruikte uitdrukking 'intieme relatie', omdat ze ruimer is.

Artikel 2

Artikel 2 verwoordt de doelstelling van het samenwerkingsakkoord, met name een structurele en goed georganiseerde samenwerking inzake slachtofferzorg om de traumatische ervaringen van het slachtoffer zo veel mogelijk te beperken en de verwerking van die traumatische ervaringen mogelijk te maken.

Dit artikel beschrijft de gerechtelijke arrondissementen die onder dit akkoord vallen en bepaalt dat dit samenwerkingsakkoord enkel van toepassing is op het Duitstalige grondgebied.

Een nauwe samenwerking tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap is noodzakelijk om te voorkomen dat de versnippering van de bevoegdheden een coherent beleid in de weg staat. Een samenwerkingsakkoord moet bijvoorbeeld een naadloze overgang waarborgen van de door de politie verleende slachtofferbejegening naar het slachtofferonthaal en de slachtofferhulp.

Artikel 3

In artikel 3 worden de opdrachten van de Federale Staat vermeld, waaronder de politionele slachtofferbejegening in het kader van het politie- en veiligheidsbeleid, alsook het justitieel slachtofferbeleid in het kader van het strafrechtelijk beleid.

Artikel 4

De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd voor de psychosociale hulp en de psychologische ondersteuning van slachtoffers, alsook voor de jeugdbijstand. Sinds de zesde staatsvorming is ze ook bevoegd voor het slachtofferonthaal.

1° Het slachtofferonthaal valt, via de justitieassistenten van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, onder de bevoegdheid van het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap.

De justitieassistenten slachtofferonthaal hebben de volgende opdrachten:

- aan de slachtoffers van misdrijven en aan hun na(ast)bestaanden informatie verstrekken over de gerechtelijke procedure in het algemeen en over de rechten van de slachtoffers in dat verband, alsook - met toestemming van de magistraten - over hun dossier en over de lopende procedure;
- aan de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden bij bepaalde formaliteiten bijstand verlenen, ze begeleiden en ze ondersteunen in de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure (bijvoorbeeld bij de burgerlijke partijstelling, de wedersamenstelling, de inzage van het dossier, de zittingen voor de rechtbank en de teruggave van bewijsmiddelen) en bij de verschillende stappen van de strafuitvoering of van de internering;
- de slachtoffers eventueel doorverwijzen naar andere diensten, in functie van hun behoeften en de moeilijkheden waarmee ze geconfronteerd worden (bijvoorbeeld voor juridische eerstelijnsbijstand of juridische tweedelijnsbijstand of voor psychosociale begeleiding) en samenwerken met de lokale diensten;
- signaleren met welke moeilijkheden de slachtoffers geconfronteerd worden in hun contacten met de gerechtelijke instanties, alsook de gerechtelijke actoren voor de specifieke behoeften en de rechten van de slachtoffers sensibiliseren.

De justitieassistenten dragen ertoe bij dat de slachtoffers van misdrijven de nodige aandacht krijgen tijdens de gerechtelijke procedure en dat ze hun rechten kunnen laten gelden.

2° De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd voor het aanbieden van psychosociale hulp en/of psychologische ondersteuning om hulp te verlenen aan personen die geconfronteerd worden met de directe en indirecte gevolgen van een misdrijf en van het slachtofferschap.

Die gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp zijn bedoeld voor natuurlijke personen die schade ondervonden hebben die rechtstreeks het gevolg is van een misdrijf of een als misdrijf omschreven feit, alsook voor hun na(ast)bestaanden en getuigen.

In het kader van hun taken op het gebied van psychosociale hulp zijn de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp bevoegd voor de volgende activiteiten:

- het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van een misdrijf of aan een situatie die als een rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg van een misdrijf kan worden beschouwd;
- het slachtoffer informeren, doorverwijzen en ondersteunen in de omgang met de politie en de gerechtelijke instanties;
- de toegang tot specifieke diensten en organisaties vereenvoudigen.

De dienst helpt het slachtoffer om zich actief in de maatschappij te reïntegreren door, samen met het slachtoffer, zijn behoeften en hulpbronnen te evalueren en prioriteiten te bepalen, opdat het slachtoffer een nieuw evenwicht in zijn leven vindt.

In het kader van hun taken op het gebied van psychologische ondersteuning zijn de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp bevoegd voor de volgende activiteiten:

- het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een misdrijf of aan specifieke problemen die verbonden zijn aan zijn specifieke situatie;
- het slachtoffer dat schade heeft ondervonden een gespecialiseerde therapeutische ondersteuning op maat aanbieden, gericht op de rechtstreekse gevolgen van de traumatiserende gebeurtenis en op de verwerking van de shock.

3° In het kader van de persoonsgebonden aangelegenheden is de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de jeugdbijstand (zie decreet van 13 november 2023 betreffende de jeugdbijstand en de jeugdbescherming). Dit wordt geïmplementeerd door het departement jeugdbijstand van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Het voornaamst oogmerk van jeugdbijstand is om het kind in staat te stellen een leeftijdsadequaat en waardig leven te leiden en zijn gezonde ontwikkeling, onderwijs en sociale participatie zo goed mogelijk te bevorderen. De fysieke, psychologische en morele integriteit van het kind moet worden beschermd en gewaarborgd door maatregelen in jeugdbijstand ten gunste van het kind en zijn voogden. Iedereen die vermoedt of herkent dat een kind gevaar loopt, bijvoorbeeld door verwaarlozing, mishandeling of misbruik, kan persoonlijk, schriftelijk of telefonisch contact opnemen met de departement jeugdbijstand.

Artikel 5

Politieele slachtofferbejegening

Slachtofferbejegening maakt deel uit van de opdrachten van de politie.

Artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt vormt de rechtsgrond voor het optreden van de politie op het gebied van het verlenen van bijstand aan slachtoffers.

1° De Federale Staat verbindt zich ertoe alle nodige maatregelen te nemen, opdat de belangen van het slachtoffer overeenkomstig die wet worden behartigd.

De politieambtenaar is vaak de eerste persoon met wie het slachtoffer contact opneemt; hij heeft dan ook de plicht zich passend te gedragen ten aanzien van het slachtoffer en het slachtoffer emotionele ondersteuning te bieden.

In artikel 123 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus staat dat de politieambtenaren te allen tijde en in alle omstandigheden bijdragen tot de bescherming van de medeburgers en tot de bijstand die deze laatste mogen verwachten, alsook, wanneer de omstandigheden het vereisen, tot het doen naleven van de wet en tot het behoud van de openbare orde.

In artikel 3bis van de voorgaande titel van het Wetboek van Strafvordering staat: *"Slachtoffers van misdrijven en hun verwanten dienen zorgvuldig en correct te worden bejegend, in het bijzonder door terbeschikkingstelling van de nodige informatie en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van contact met de gespecialiseerde diensten [...]."*

2° De Staat verbindt zich ertoe een passende voortgezette opleiding inzake politionele slachtofferbejegening te waarborgen. In dat verband kan verwezen worden naar het ministerieel besluit van 24 oktober 2002 houdende het algemeen studiereglement betreffende de basisopleidingen van de medewerkers van het operationeel kader van de politiediensten dat het programma van de basisopleidingen bevat, alsook naar het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de basisopleidingen van de medewerkers van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsbepalingen. In elke basisopleiding, voor elk politieniveau, is een module over slachtofferbejegening voorzien.

De ministeriële omzendbrief GPI 58 betreffende politionele slachtofferbejegening in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus organiseert de slachtofferbejegening binnen de federale politie en de lokale politie.

Elke politiezone moet beschikken over een gespecialiseerde medewerker die tot het personeel van de politiediensten behoort teneinde de politieambtenaren te adviseren en bij te staan bij het vervullen van hun opdrachten (koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking).

Die opdrachten kunnen volledig worden toevertrouwd aan een gespecialiseerde hoofdinspecteur of aan een lid van het burgerpersoneel dat een geschikt diploma bezit. Die persoon moet in elke zone te allen tijde stand-by zijn. Die functie kan in samenwerking met andere zones worden ingevuld.

De federale politie beschikt over maatschappelijke assistenten op het niveau van de gerechtelijke arrondissementen. Die maatschappelijke assistenten behoren organisatorisch tot de diensten van de Directeur-Coördinator. Ze werken voor de directies van de federale politie waarvan het personeel in rechtstreeks contact staat met slachtoffers.

Subsidiair en voor zover de werklust het mogelijk maakt, kan de gespecialiseerde medewerker van de federale politie (maatschappelijk assistent) ad-hocsteun verlenen aan de politiezones.

De medewerkers belast met de politionele slachtofferbejegening binnen de lokale politiezones en de

federale politie hebben de volgende opdrachten:

- het veiligstellen van de bewustmaking en de voortgezette opleiding van de leden van het korps inzake politionele slachtofferbejegening;
- het verzamelen en verspreiden van informatie in verband met slachtofferzorg binnen het korps;
- het bijstaan van de slachtoffers in bepaalde omstandigheden, bijvoorbeeld in situaties van emotionele crisis of zeer ernstige gevallen;
- de slachtoffers die nood hebben aan psychosociale hulp doorverwijzen naar de bevoegde diensten;
- het instellen van contact en samenwerking met deze hulpinstanties;
- het deelnemen aan de overlegstructuren.³

Ten aanzien van de slachtoffers heeft de politieambtenaar vijf belangrijke opdrachten:

- onthaal;
- praktische bijstand;
- informatieverstrekking en doorverwijzing;
- opstellen van het proces-verbaal;
- opnieuw contact opnemen.

De psychosociale en therapeutische hulpverlening behoren niet tot de politietaken.

Krachtens omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002 betreffende de intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking, kunnen akkoorden worden gesloten tussen verschillende aangrenzende zones teneinde te allen tijde gepaste bijstand en gepast onthaal te verschaffen.

3° Bij de federale politie en bij de Vaste Commissie voor de lokale politie is er een contactpersoon om op beleidsniveau een permanente dialoog en samenwerking met andere diensten inzake slachtofferzorg te bevorderen.

Artikel 6

Justitieel slachtofferbeleid

Alle medewerkers van de gerechtelijke instanties moeten de burgers met wie ze in contact komen, zorgvuldig en correct bejegenen. Dat geldt in het bijzonder voor de slachtoffers van misdaden en wanbedrijven. Ze moeten hen basisinformatie verstrekken en eventueel doorverwijzen naar de gespecialiseerde diensten.

In maart 1998 (wet-Franchimont) werd het algemene recht op informatie en correcte behandeling van de slachtoffers bindend verankerd in artikel 3bis van de voorgaande titel van het Wetboek van Strafvordering. Die wet vormt de wettelijke grondslag voor het justitieel slachtofferbeleid in België.

In het eerste lid van dat artikel 3bis staat dat *"Slachtoffers van misdrijven en hun verwanten dienen zorgvuldig en correct te worden bejegend, in het bijzonder door terbeschikkingstelling van de nodige informatie en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van contact met de gespecialiseerde diensten, en met name met de justitieassistenten."*

Bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten wordt dat artikel aangevuld als volgt: "Slachtoffers ontvangen met name

³ Zie de ministeriële omzendbrief PLP 10 van 9 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking.

de nuttige informatie over de nadere regels voor de burgerlijke partijstelling en over de verklaring van benadeelde persoon.”

De Federale Staat zorgt verder voor de optimalisering van de middelen voor het herstel van door het slachtoffer geleden schade. Hierbij gaat het in het bijzonder om de burgerlijke partijstelling, bemiddeling in strafzaken en de verwijzing naar de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan occasionele redders.

De met het slachtofferonthaal belaste justitieassistent is een medewerker van het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Er is echter ook permanent contact met de magistraten en de medewerkers van het openbaar ministerie en van de rechtbanken om zo een nauwe samenwerking op te bouwen en een vertrouwensrelatie te waarborgen en te onderhouden.

De justitieassistent komt tussen op vraag van een magistraat, op basis van een schriftelijke vatting. Hij kan ook tussenkomen op vraag van de slachtoffers. In dat geval licht hij de magistraat die belast is met het strafdossier hierover in.

De procureur-generaal staat in voor de uitwerking van een coherent en eenvormig slachtofferbeleid en wordt daarbij onder meer ondersteund door het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Dit beleid binnen de magistratuur is een uitdrukkelijke opdracht van de procureur-generaal te Brussel (zie het koninklijk besluit van 9 december 2015 betreffende de specifieke opdrachten van de leden van het College van procureurs-generaal).

Het slachtofferonthaal bij de parketten en rechtbanken wordt uitvoerig behandeld in de omzendbrief 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. Zo werd in elk parket van de procureur des konings en in elk parket-generaal een verbindingsmagistraat aangewezen voor het slachtofferonthaal.

Bovendien is een duurzame investering in een slachtoffergerichte opleiding voor alle leden van het gerechtelijk apparaat voorzien. Het Instituut voor gerechtelijke opleiding speelt een belangrijke rol op het gebied van opleiding in de magistratuur en gerechtelijke stagiairs. Sinds 1997 is er een specifieke opleiding rond het thema "de plaats van het slachtoffer in de strafprocedure".

Artikel 7

In dit artikel verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe de federale politie en de FOD Justitie in te lichten over de contactgegevens van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp en van departement jeugdbijstand en adreswijzigingen mee te delen. De doorgifte van die informatie is noodzakelijk, opdat de federale diensten die met de slachtoffers en hun na(ast)betaanden in contact staan, die slachtoffers en na(ast)bestaanden correct kunnen doorverwijzen naar de betrokken diensten van de gemeenschap.

Voorts verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe de medewerkers van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, van het departement jeugdbijstand en van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp de mogelijkheid te bieden om een gepaste en voortgezette opleiding op het gebied van slachtofferzorg te volgen.

Artikel 8

Het model voor de samenwerking van de diensten en voor de doorverwijzing vormt een van de essentiële aspecten van het samenwerkingsakkoord.

1° De politie moet de slachtoffers via een daartoe bestemd document, namelijk het attest van klachtneerlegging, systematisch informeren over het bestaan van de dienst politionele slachtofferbejegening, over de opdrachten van het slachtofferonthaal van het Justitiehuis, alsook over de opdrachten van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp. De omzendbrief 5/2009 van het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep betreffende richtlijnen m.b.t. de attesten van klachtneerlegging en de registratie van de verklaringen van benadeelde persoon bevat bijlagen met modellen van de attesten van klachtneerlegging. Voorts wordt in die omzendbrief nader geregeld hoe die attesten aan de slachtoffers worden overhandigd.

Het samenwerkingsakkoord bepaalt dat de Dienst voor politionele slachtofferbejegening een verwijsformulier invult (waarvan het model als bijlage gaat bij het samenwerkingsakkoord) en dat formulier doorzendt aan de gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp. Hierbij moeten uiteraard het beroepsgeheim en het onderzoeksgeheim worden nageleefd. Alleen de informatie die nodig is om contact op te nemen met een slachtoffer, mag worden doorgegeven.

De Dienst voor politionele slachtofferbejegening deelt via het verwijsformulier mee dat het slachtoffer door een gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp gecontacteerd wil worden. De Dienst voor politionele slachtofferbejegening stelt vooraf een apart document op, waarin het slachtoffer toestemming geeft voor het doorsturen van zijn gegevens en voor het contacteren door BTZ/Prisma. Het document is gedateerd en ondertekend door het slachtoffer. Die doorverwijzing wordt systematisch aan de slachtoffers aangeboden.

In elk geval wordt het slachtoffer ingelicht over het bestaan van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp.

In geval van nood kan de politieambtenaar zelf contact opnemen met de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp. In het proces-verbaal of in elke andere schriftelijke informatiedrager vermeldt hij dat de doorverwijzing werd aangeboden, maar hij vermeldt niet of het slachtoffer op dat aanbod ingaat. Op aanbeveling van het controleorgaan werden de woorden "elke andere schriftelijke informatiedrager van de politieambtenaar" toegevoegd, aangezien in sommige gevallen een interventiefiche volstaat.

In zijn advies van 14 oktober 2023 heeft het Controleorgaan op de politionele informatie aangegeven dat het slachtoffer zelf moet kunnen beslissen of zijn of haar keuze om al dan niet in te gaan op het aanbod tot doorverwijzing in het proces-verbaal moet worden opgenomen.

Het ontwerp van samenwerkingsakkoord werd niet aangepast opdat het slachtoffer het aanbod tot doorverwijzing op een later tijdstip zou kunnen intrekken indien hij of zij op het ogenblik van de vaststelling van de feiten of de aangifte niet wenste te worden doorverwezen naar een dienst voor slachtofferhulp. Het is evenwel belangrijk dat de politieambtenaar de taken van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp en de dienst voor slachtofferonthaal van het justitiehuis toelicht.

Indien dit nodig blijkt, brengt de medewerker van de dienst voor politionele slachtofferbejegening de slachtoffers, zoals vrouwen en kinderen die slachtoffer werden van zware gewelddaden, in contact met een opvanghuis (zoals bijvoorbeeld de vzw Prisma).

Een minderjarige die slachtoffer is van mishandeling of seksueel geweld verwijst hij door naar het departement jeugdbijstand.

De dienst voor politionele slachtofferbejegening verwijst de slachtoffers die bijstand willen in het kader van hun gerechtelijke procedure door naar het slachtofferonthaal van het justitiehuis.

Tot slot kunnen ze slachtoffers van een ongeval, een ramp of een brand en na(ast)bestaanden van iemand die zelfmoord heeft gepleegd, over het bestaan van het slachtofferonthaal van het justitiehuis informeren.

2° De magistraat die belast is met het dossier van het slachtoffer of de onderzoeksrechter kan het slachtofferonthaal van het justitiehuis inschakelen, opdat die dienst ondersteuning kan aanbieden aan het slachtoffer. De nadere regels voor het inschakelen van het slachtofferonthaal van het justitiehuis zijn vastgelegd in de omzendbrief 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. In sommige situaties, hoofdzakelijk in geval van overlijden van het slachtoffer, is een systematische inschakeling van het slachtofferonthaal van het justitiehuis voorzien. In de andere situaties beoordeelt de magistraat zelf of het slachtofferonthaal van het justitiehuis ingeschakeld moet worden.

De slachtoffers die rechtstreeks in contact treden met het gerecht moeten ook ingelicht worden of in contact gesteld worden met een gepaste dienst voor slachtofferzorg wanneer hun specifieke situatie, hun behoeften of hun verwachtingen het vereisen.

3° De Duitstalige Gemeenschap zorgt ervoor dat de medewerkers van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp contact opnemen met de slachtoffers die door de dienst voor politionele slachtofferbejegening werden doorverwezen. De hulpverlening moet actief en binnen een redelijke termijn aangeboden worden, d.w.z. enkele dagen na de vaststelling van de feiten.

De personen die de slachtoffers doorverwezen hebben, worden ervan op de hoogte gebracht dat de gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp de betrokken slachtoffers gecontacteerd heeft. Ook hier moet het beroepsgeheim in acht worden genomen. De psychosociale medewerkers en de dienst voor politionele slachtofferbejegening behoren de uitwisseling van gegevens dus te beperken tot de gegevens die noodzakelijk zijn om die feedback mogelijk te maken.

Die doorverwijzingsprocedure werd al uitgewerkt in de omzendbrief GPI 58 over de politionele slachtofferbejegening. Het is echter belangrijk het verwijsformulier in het samenwerkingsakkoord vast te leggen om tot een consequente naleving van die maatregel door de politiediensten te komen.

Tot slot verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe dat de diensten voor slachtofferhulp de slachtoffers die in het kader van de gerechtelijke procedure bijstand nodig hebben, doorverwijzen naar het slachtofferonthaal van het justitiehuis en dat het slachtofferonthaal van het justitiehuis de slachtoffers die psychosociale hulp of psychologische ondersteuning nodig hebben, doorverwijzen naar de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp.

In zijn advies van 14 oktober 2023 wees het Controleorgaan op de politionele informatie erop dat er geen verwijsformulier bestaat voor de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis, noch voor het departement jeugdbijstand. Aangezien de formulieren alleen worden gebruikt bij doorverwijzing naar gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp, en de diensten voor slachtofferonthaal en het departement jeugdbijstand niet onder deze categorie vallen, voorziet het ontwerp van samenwerkingsakkoord niet in andere formulieren. De lay-out van de tekst is aangepast om dit punt te verduidelijken.

Afhankelijk van de vragen en behoeften die de slachtoffers hebben meegedeeld, verwijzen die diensten de slachtoffers door naar andere personen of diensten, bijvoorbeeld naar het ocmw, de vzw ASL, Info Integration enz. Ze kunnen hen bijvoorbeeld ook doorverwijzen naar de juridische eerstelijns- of tweedelijnsbijstand.

Het Controleorgaan op de politionele informatie liet in zijn advies ook opmerken dat de bij het ontwerp gevoegde formulieren niet de nodige contactgegevens van het slachtoffer bevatten. Bovendien ontbrak de schriftelijke toestemming van het slachtoffer voor de verwerking van zijn of haar gegevens. De formulieren zijn in die zin aangepast.

Artikel 9

Het slachtofferbeleid van het gerechtelijk arrondissement wordt aangewakkerd door de lokale raad voor slachtofferzorg. Deze raad verenigt de lokale diensten die op het gebied van slachtofferzorg actief zijn.

De lokale raad voor slachtofferzorg speelt een belangrijke rol bij de uitwisseling van inlichtingen op lokaal niveau.

De lokale raad moet in het bijzonder de maatregelen van het samenwerkingsakkoord concretiseren en implementeren. Dat omvat de mogelijkheid verbeteringen aan te brengen of deze ten minste voor te stellen aan de bevoegde instanties. Daartoe kunnen samenwerkingsprotocollen worden gesloten, in het bijzonder over de doorverwijzing aan de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp door de dienst voor politionele slachtofferbejegening.

De samenstelling van de lokale raad waarborgt dat de bij het slachtofferbeleid betrokken instanties in de lokale raad vertegenwoordigd zijn. Deze minimale samenstelling kan op verzoek van de voorzitter worden uitgebreid naargelang van de inhoud van de vergaderingen. De lokale raad wordt voorgezeten door de procureur des Konings of door de verbindingsmagistraat belast met het slachtofferonthaal binnen het gerechtelijke arrondissement.

Die lokale raden worden al vermeld in de omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening en in de omzendbrief 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. Dit samenwerkingsakkoord verschaft die lokale raad een bindende status in het Duitstalige landsgedeelte.

Artikel 10

Voor de samenwerking tussen professionals uit de verschillende gerechtelijke, politionele en psychosociale diensten moeten één of meer psychosociale teams voor slachtofferzorg binnen de gerechtelijke arrondissementen opgericht worden. Dit hangt af van de grootte van het gebied en van het beschikbare personeel.

Het psychosociaal team voor slachtofferzorg moet op gedetailleerde wijze gestalte geven aan de samenwerking op het terrein, zodat de dossiers waarbij verschillende diensten en personen tegelijk betrokken zijn zo doeltreffend mogelijk kunnen worden behandeld.

Het overleg binnen de psychosociale teams betreft onder andere de uitvoering van het verwijfsformulier, het signaleren van knelpunten, de kennisgeving en voorbereiding van de vergaderingen van de lokale raad voor slachtofferzorg.

Dergelijke teams zijn nu al actief in verscheidene gerechtelijke arrondissementen. Zij vormen informele ontmoetingsplaatsen en bestaan uit lokale medewerkers. Door dit samenwerkingsakkoord worden ze formeel erkend.

Artikel 11

Dit artikel regelt de budgettaire weerslag, die ten laste komt van alle partijen in overeenstemming met de verdeling van bevoegdheden zoals vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 12

Het protocolakkoord van 5 juni 2009 tussen de Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg moet worden opgeheven.

Article 13

Dit artikel bepaalt het tijdstip van inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord. In het akkoord wordt bepaald dat de partijen bij het akkoord de toepassing ervan moeten evalueren telkens zij dat nodig achten.

SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE STAAT EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP INZAKE SLACHTOFFERZORG

Gelet op de Grondwet, artikel 130;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92*bis*, § 1, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op Richtlijn 2010/64/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 oktober 2010 betreffende het recht op vertolking en vertaling in strafprocedures;

Gelet op het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van 11 mei 2011;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikelen 4, § 2, en 55*bis*;

Gelet op Richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ;

Gelet op Richtlijn (EU) 2017/541 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 inzake terrorismebestrijding en ter vervanging van Kaderbesluit 2002/475/JBZ van de Raad en tot wijziging van Besluit 2005/671/JBZ van de Raad;

Overwegende dat de bevoegdheden inzake slachtofferzorg verdeeld zijn tussen de federale staat, de gemeenschappen en de gewesten;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de federale staat en de Duitstalige Gemeenschap noodzakelijk is om tot een slachtofferbeleid te komen;

Overwegende dat een optimale en goed ontwikkelde slachtofferzorg alle gevolgen van het slachtofferschap zo veel mogelijk moet beperken en herstellen;

Overwegende dat de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in de mogelijkheid voorzien dat de vermelde overheden een samenwerkingsakkoord inzake slachtofferzorg sluiten;

De ondergetekende partijen,

de federale staat, vertegenwoordigd door de federale regering, in de persoon van de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie;

en

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering, in de persoon van de minister-president en in de persoon van de minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

zijn overeengekomen wat volgt in de gezamenlijke uitoefening van hun eigen bevoegdheden:

HOOFDSTUK 1 – Algemene bepalingen

Art. 1 – Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord en uitsluitend in dat kader wordt verstaan onder:

1° het slachtoffer: de natuurlijke persoon, evenals zijn na(ast)bestaanden en getuigen, die als direct gevolg van handelen of nalaten in strijd met de strafwetgeving schade heeft geleden of er rechtstreekse getulge van was, inzonderheid een lichamelijk of geestelijk letsel, een psychisch lijden of een materieel verlies;

2° een na(ast)bestaande: een rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer of elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft met dit slachtoffer;

3° de slachtofferzorg: de hulp- en dienstverlening sensu largo die vanuit de verschillende sectoren, hetzij politioneel, justitieel, sociaal of medisch, aan slachtoffers wordt geboden;

4° het slachtofferbeleid: het geheel van bestuursdaden van de federale staat, de gemeenschappen en de gewesten in verband met slachtofferzorg;

5° de politionele slachtofferbejegening: de bijstand aan slachtoffers door de politie, die bestaat uit het onthaal en de eerste opvang van het slachtoffer, het verstrekken van goede basisinformatie en het mogelijke doorverwijzen naar de gespecialiseerde diensten, alsook uit het onthaal van en de bijstand aan personen die betrokken zijn bij een ongeval, een ramp of een brand;

6° de dienst politionele slachtofferbejegening: de dienst binnen de federale of de lokale politie die instaat, enerzijds, voor de sensibilisering en voortgezette vorming van politieambtenaren inzake politionele slachtofferbejegening en, anderzijds, voor het bieden van deze gespecialiseerde slachtofferbejegening, zonder evenwel afbreuk te doen aan de wettelijke verplichtingen inzake slachtofferbejegening van elke politieambtenaar;

7° het slachtofferonthaal: de informatie en bijstand aan slachtoffers in de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure, die wordt verleend door de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis alsook door de magistraten en de personeelsleden van de parketten en de rechtbanken, en die eveneens de informatie en bijstand kan inhouden aan personen die betrokken zijn bij een ongeval, een collectieve noodsituatie of een zelfdoding;

8° de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis: de dienst van het justitiehuis die aan slachtoffers informatie, ondersteuning, bijstand, begeleiding en een gepaste doorverwijzing aanbiedt tijdens de hele gerechtelijke procedure;

9° slachtofferhulp: de psychosociale hulp aan en/of psychologische begeleiding van slachtoffers die wordt verleend door de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp en het departement jeugdbijstand, die eveneens sociale hulp aan en psychologische begeleiding van personen kan inhouden die betrokken zijn bij een ongeval, een collectieve noodsituatie of een zelfdoding. 'Psychosociale hulpverlening' is elke niet-financiële hulpverlening bestemd om het slachtoffer de mogelijkheid te geven om zijn bestaansmiddelen op familiaal, sociaal, economisch, professioneel, politiek of cultureel vlak te behouden, te verbeteren of te herstellen. 'Psychologische hulpverlening' is de hulpverlening die het slachtoffer ertoe in staat stelt een nieuw evenwichtig leven te leiden;

10° de gespecialiseerde dienst slachtofferhulp: de door de Duitstalige Gemeenschap erkende en gesubsidieerde diensten belast met het verlenen van slachtofferhulp;

11° het departement jeugdbijstand: het departement vermeld in artikel 3 nummer 9 van het decreet van 13 november 2023 over de Jeugdbijstand en de Jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 2 – Doelstelling

Art. 2 – Dit samenwerkingsakkoord is uitsluitend van toepassing op het grondgebied van het Duitse taalgebied.

De structurele samenwerking zoals beschreven in dit samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de samenwerkingsverbanden tussen de bovenvermelde diensten en andere diensten slachtofferzorg.

HOOFDSTUK 3 – Bevoegdheden en opdrachten

Art. 3 – De federale staat is bevoegd voor:

- 1° het beleid inzake politie en veiligheid, waaronder de politionele slachtofferbejegening;
- 2° het strafrechtelijk beleid, waaronder het gerechtelijk slachtofferbeleid.

In het kader van het eerste lid, 2°, waarborgt de federale staat de rechten van het slachtoffer binnen de gerechtelijke procedure, waaronder het slachtofferonthaal.

Art. 4 – De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd om:

1° via de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis:

- a) de slachtoffers algemene informatie over de gerechtelijke procedure en over de rechten van slachtoffers in dit kader, alsook specifieke informatie over hun dossier en de lopende procedure te verlenen;
- b) de slachtoffers bijstand te verlenen tijdens bepaalde fasen van de gerechtelijke procedure;
- c) de slachtoffers naar de bevoegde diensten door te verwijzen naargelang hun noden en de ervaren moeilijkheden, zoals juridisch advies of psychologische hulpverlening;
- d) op structureel niveau de moeilijkheden te signaleren waarmee de slachtoffers geconfronteerd worden, alsook de magistraten en de personeelsleden van de parketten en de rechtbanken bewust te maken voor de specifieke noden en rechten van de slachtoffers;

2° via de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp:

- a) psychosociale en/of psychologische hulp te verlenen aan de slachtoffers die geconfronteerd worden met de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een strafrechtelijk misdrijf en van het slachtofferschap;
- b) het slachtoffer te steunen bij zijn actieve re-integratie in de maatschappij door met het slachtoffer een evaluatie te maken van zijn behoeften en middelen en door prioriteiten te bepalen opdat er een nieuw levensevenwicht zou worden bereikt. In het kader van zijn opdrachten zullen de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp:
 - het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een strafrechtelijk misdrijf of van feiten die er een kunnen uitmaken;
 - het slachtoffer dat schade heeft geleden een gespecialiseerde en persoonlijke therapeutische ondersteuning aanbieden, gericht op de rechtstreekse gevolgen van de traumatiserende gebeurtenis en op de verwerking van de shock;

- het slachtoffer informeren, doorverwijzen en bijstaan in zijn relaties met de politie en de gerechtelijke instanties;
- het slachtoffer de toegang tot andere, niet in artikel 1 van deze overeenkomst bepaalde diensten vergemakkelijken;

3° via het departement Jeugdbijstand de kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling van welke aard ook, alsook hun voogden gepaste hulp te bieden.

HOOFDSTUK 4 – Verbintenissen

Art. 5 – De federale staat, in het kader van zijn bevoegdheid vermeld in artikel 3, 1°, en overeenkomstig artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en de daaraan gekoppelde onderrichtingen:

1° neemt de volgende maatregelen opdat de belangen van het slachtoffer worden erkend:

- a) de politiediensten voorzien van de geschikte materiële omstandigheden voor de opvang, het onthaal, het informeren en het verhoor van slachtoffers;
- b) de slachtoffers een respectvol onthaal, dringende en praktische bijstand en informatie aangepast aan hun persoonlijke toestand verlenen;
- c) erop toezien dat slachtoffers in het proces-verbaal de nodige informatie kunnen laten opnemen over de geleden materiële en immateriële schade en zich benadeelde persoon kunnen verklaren;
- d) de slachtoffers naar een gepaste dienst slachtofferzorg doorverwijzen;
- e) de politieambtenaren kunnen in het kader van hun opdracht van slachtofferbejegening worden bijgestaan door een dienst voor politionele slachtofferbejegening.

2° ontwikkelt en implementeert, in het kader van slachtofferzorg, een opleiding en een sensibilisering inzake slachtofferzorg voor alle politieambtenaren, via de bevoegde dienst politionele slachtofferbejegening;

3° voorziet in een contactpersoon en een plaatsvervanger op het niveau van de federale politie en van de Vaste Commissie voor de Lokale Politie, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschaps- en lokaal niveau, te bevorderen.

Art. 6 – De federale staat, in het kader van zijn bevoegdheid vermeld in artikel 3, 2°, en overeenkomstig artikel 3*bis* van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering:

1° neemt de nodige maatregelen opdat de belangen van het slachtoffer worden erkend en opdat het slachtoffer partij kan zijn binnen de gerechtelijke procedure;

2° voert een beleid dat waarborgt dat de magistraten en de personeelsleden van de parketten en rechtbanken de slachtoffers informatie verstrekken over hun positie en hun rechten in de gerechtelijke procedure, het verloop van de strafrechtspleging, de eventuele strafuitvoering door de dader van de feiten en de mogelijkheden om herstel te bekomen van de geleden schade;

3° optimaliseert de mogelijkheden die het slachtoffer kan aanwenden om herstel te bekomen van geleden materiële en immateriële schade;

4° ziet erop toe dat een gepaste en voortgezette opleiding inzake slachtofferzorg wordt georganiseerd voor de magistratuur en voor de personeelsleden van de parketten en rechtbanken;

5° bevordert via het College van procureurs-generaal een uniform slachtofferbeleid binnen de rechterlijke orde; daartoe wordt een lid van het College specifiek belast met het gerechtelijk slachtofferbeleid;

6° voorziet in een contactpersoon en een plaatsvervanger op het niveau van de Federale Overheidsdienst Justitie, binnen het directoraat-generaal Wetgeving en Fundamentele Rechten en Vrijheden, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschapsniveau, te bevorderen.

Art. 7 – De Duitstalige Gemeenschap, in het kader van haar bevoegdheid vermeld in artikel 4:

1° bezorgt de adressen van de door haar aangewezen diensten vermeld in artikel 1, 8°, 10° en 11°, aan de contactpersonen vermeld in de artikelen 6, 3°, en 7, 6°, evenals elke adreswijziging;

2° voorziet binnen het justitiehuis in een contactpersoon en een plaatsvervanger, om op structurele wijze een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal niveau als op gemeenschapsniveau, te bevorderen;

3° ziet erop toe dat een gepaste en voortgezette opleiding inzake slachtofferzorg wordt georganiseerd voor de medewerkers van de diensten vermeld in artikel 1, 8°, 10° en 11°.

Art. 8 – Onverminderd de toepassing van de artikelen 6 tot 8, nemen de federale staat en de Duitstalige Gemeenschap, voor wat betreft de samenwerking en de wederzijdse doorverwijzing, de in de volgende paragrafen omschreven verplichtingen op zich.

1° De federale staat verbindt zich ertoe dat de politiediensten:

a) alle slachtoffers met wie ze contact hebben op de hoogte brengen van het bestaan van de diensten politionele slachtofferbejegening, de diensten slachtofferonthaal en de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp, van de opdrachten ervan, zoals omschreven in artikel 1, 6°, 8°, en 10°, en in artikel 4, 1°, en 2°, en van de contactgegevens ervan;

b) op systematische wijze een doorverwijzing voorstellen aan de slachtoffers van gewelddaden en aan de personen die geconfronteerd zijn geweest met de dader van de feiten, evenals aan de andere slachtoffers voor wie de politieambtenaar die hulp noodzakelijk acht. De rechtstreekse doorverwijzing gebeurt als volgt:

- naargelang van de wens van het slachtoffer neemt de politieambtenaar contact op met de dienst politionele slachtofferbejegening of deelt hij de contactgegevens van die dienst mee aan het slachtoffer. In het proces-verbaal of in elke andere schriftelijke informatiedrager van de politieambtenaar wordt enkel het aanbod tot doorverwijzing van het slachtoffer vermeld, zonder precisering van de beslissing van het slachtoffer;

- als het slachtoffer daarmee akkoord gaat, neemt de dienst politionele slachtofferbejegening contact op met de gespecialiseerde dienst slachtofferhulp, zulks door het doorverwijzingsformulier in te vullen en het over te zenden aan de bevoegde gespecialiseerde dienst slachtofferhulp:

- de dienst politionele slachtofferbejegening stelt aan het slachtoffer sociaalpsychologische of psychiatrische hulp voor die wordt verleend door het *Beratungs- und Therapiezentrum* (BTZ);
- de dienst politionele slachtofferbejegening stelt aan de vrouwelijke slachtoffers van fysiek of seksueel geweld thuisbegeleiding of opvang in het vluchthuis voor vrouwen door Prisma voor;
- de dienst politionele slachtofferbejegening stelt, naargelang van de situatie, aan de minderjarige slachtoffers van mishandeling bijstand door het departement jeugdbijstand van de Duitstalige Gemeenschap voor;

- de dienst politionele slachtofferbejegening stelt aan de slachtoffers die in het kader van hun gerechtelijke procedure bijstand nodig hebben bijstand door de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis voor.

2° De federale staat verbindt zich ertoe dat:

- a) de parketmagistraat of de onderzoeksrechter voor de uitvoering van hun opdrachten zoals omschreven in artikel 1, 8°, en in artikel 4, 1°, een beroep kunnen doen op de dienst slachtofferonthaal.

De federale staat faciliteert de doorverwijzing van de slachtoffers die zich rechtstreeks tot de rechterlijke macht wenden naar een gepaste dienst slachtofferzorg wanneer hun specifieke toestand, hun behoeften of hun verwachtingen het vereisen.

3° De Duitstalige Gemeenschap verbindt zich ertoe dat:

- a) de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis de slachtoffers die psychosociale hulp of psychologische ondersteuning nodig hebben, doorverwijst naar de gespecialiseerde diensten slachtofferonthaal met behulp van het doorverwijsformulier;
- b) de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp zo snel mogelijk contact opnemen met de slachtoffers die vermeld staan op het verwijsformulier dat ze van de dienst politionele slachtofferbejegening of de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis ontvangen;
- c) de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp de aanvraag behandelen en met behulp van het verwijsformulier feedback versturen naar de dienst politionele slachtofferbejegening of de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis;
- d) de gespecialiseerde diensten slachtofferhulp de slachtoffers die bijstand nodig hebben in het kader van een gerechtelijke procedure doorverwijzen naar de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis;
- e) indien nodig, die gespecialiseerde diensten slachtofferonthaal doorverwijzen naar andere diensten die niet zijn omschreven in artikel 1 van dit akkoord.

HOOFDSTUK 5 – Overlegstructuren

Art. 9 – In het gerechtelijk arrondissement Eupen is er een arrondissementele raad voor slachtofferbeleid die, in de Duitstalige Gemeenschap, minstens eenmaal om de twee jaar bijeenkomt en de volgende opdrachten heeft:

1° de in het samenwerkingsakkoord gemaakte afspraken concretiseren en implementeren in functie van een integrale slachtofferzorg, rekening houdend met de specifieke lokale situatie en de behoeften van de slachtoffers;

2° de samenwerking tussen de bevoegde diensten en actoren van de federale staat en van de Duitstalige Gemeenschap ondersteunen en opvolgen, onder andere door de nodige beleidsmaatregelen voor te stellen en te ontwikkelen;

3° de bevoegde overheden op de hoogte brengen van de moeilijkheden die zich voordoen in het kader van het slachtofferbeleid en mogelijke verbeteringen voorstellen;

4° de voorstellen onderzoeken die het welzijnsteam formuleert om het hoofd te bieden aan de moeilijkheden en problemen die zich voordoen binnen het arrondissement.

De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid is minstens samengesteld uit:

- 1° de procureur des Konings en/of de verbindingsmagistraat;

- 2° een vertegenwoordiger van elke gespecialiseerde dienst slachtofferhulp;
- 3° een vertegenwoordiger van het departement jeugdbijstand;
- 4° de korpschefs van de twee politiezones of hun vertegenwoordiger(s), telkens vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;
- 5° de directeur-coördinator van de federale politie of zijn vertegenwoordiger, vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;
- 6° de gerechtelijke directeur van de federale gerechtelijke politie van Eupen of zijn vertegenwoordiger;
- 7° een vertegenwoordiger van de balie;
- 8° het departementshoofd van het justitiehuis;
- 9° een vertegenwoordiger de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis;
- 10° de justitieassistenten van de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis;
- 11° enige andere dienst of persoon die wordt uitgenodigd door de voorzitter.

De arrondissementale raad voor slachtofferbeleid wordt voorgezeten door de procureur des Konings of de verbindingsmagistraat.

Het secretariaat van de arrondissementale raad wordt waargenomen door het justitiehuis. De andere leden van de arrondissementale raad voor slachtofferbeleid verbinden zich ertoe actief mee te werken aan het ontwikkelingsproces.

Art. 10 – § 1. De arrondissementale raad voor slachtofferbeleid richt een welzijnsteam slachtofferzorg op.

§ 2. Het welzijnsteam vergadert minstens tweemaal per jaar en heeft als opdrachten:

1° binnen de lijnen van dit samenwerkingsakkoord de taakverdeling tussen de leden van het welzijnsteam regelen en de samenwerking ontwikkelen tussen die leden en de andere diensten die niet in artikel 1 van dit akkoord zijn omschreven en die een bijdrage leveren aan de individuele slachtofferzorg binnen het werkingsgebied van het welzijnsteam;

2° de arrondissementale raad op de hoogte brengen van de problemen en moeilijkheden.

Het welzijnsteam is minimaal samengesteld uit:

- 1° een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis;
- 2° een personeelslid van elke dienst voor politionele slachtofferbejegening;
- 3° een personeelslid van elke gespecialiseerde dienst slachtofferhulp;
- 4° een personeelslid van het departement jeugdbijstand.

Het secretariaat van het welzijnsteam wordt beurtelings waargenomen.

HOOFDSTUK 6 – Budgettaire gevolgen

Art. 11. De budgettaire gevolgen van de opdrachten die zijn opgenomen in dit samenwerkingsakkoord vallen op grond van de verdeling van de bevoegdheden zoals vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ten laste van alle partijen en hangen af van de staat van de respectieve begrotingen die jaarlijks worden gestemd door de parlementaire vergaderingen van de partijen.

HOOFDSTUK 7 – Slotbepalingen

Art. 12. – Het protocolakkoord van 5 juni 2009 tussen de Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg wordt opgeheven.

Art. 13 – Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op het moment van inwerkingtreding van de laatste wetgevingshandeling tot instemming.

Telkens als de partijen dat nodig achten, wordt door de partijen bij het akkoord een evaluatie van de toepassing ervan uitgevoerd.

Elke bevoegde overheid kan het samenwerkingsakkoord opzeggen middels een opzegtermijn van drie maanden.

Brussel,

Voor de federale staat,

De minister van Justitie,



Paul Van Tigchelt

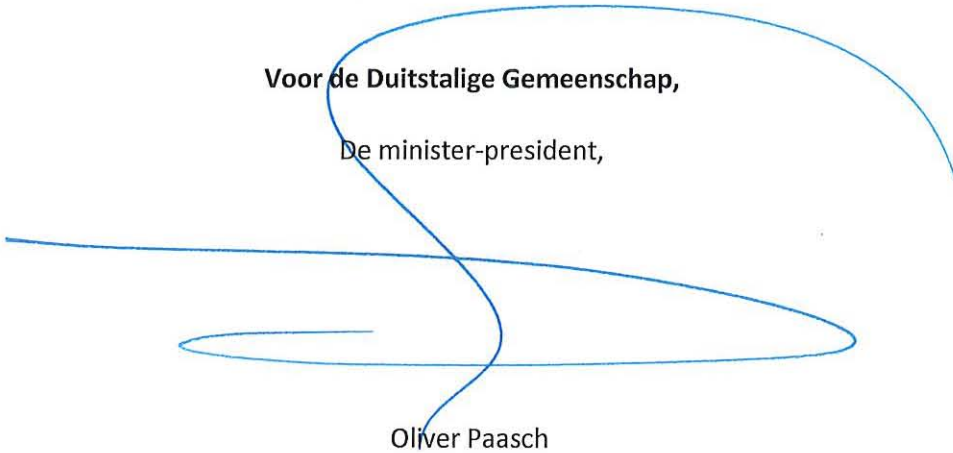
De minister van Binnenlandse Zaken,



Annelies Verlinden

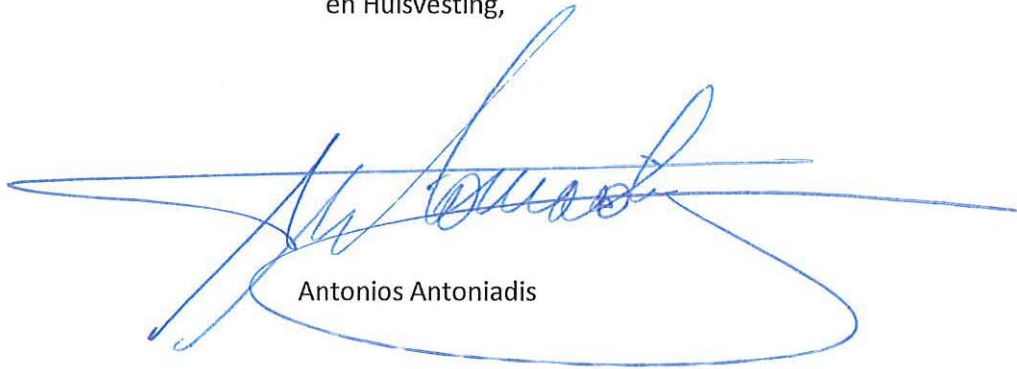
Voor de Duitstalige Gemeenschap,

De minister-president,

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

Oliver Paasch

De vice-minister-president en minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening
en Huisvesting,

A large, stylized handwritten signature in blue ink, featuring a prominent loop and a long horizontal stroke.

Antonios Antoniadis

Bijlage 1 A.

Aanvraag tot opvolging van een slachtoffer door het 'BTZ'

Naam van het slachtoffer:

(Mobiel) telefoonnummer:

Geboortedatum:

Dossiernummer:

Datum van het strafbaar feit:

Feiten met betrekking tot het slachtoffer (korte beschrijving):

Urgentie van de toestand van het slachtoffer:

Entiteit die tot nog toe verantwoordelijk is:

*Politiezone slachtofferbejegening bij de lokale/federale politie**
*Dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis**

Naam:

Adres:

Telefoonnummer:

Datum/handtekening:

**Schrappen wat niet past.*

Feedback:

Aanvraag ontvangen op: _____

Verantwoordelijke bij het BTZ: _____

Feedback aan de verantwoordelijke: _____

Datum: _____

Gezien om bijgevoegd te worden aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitse gemeenschap inzake slachtofferzorg.

Brussel,

Voor de federale staat,

De minister van Justitie,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a horizontal line extending to the right.

Paul Van Tigchelt

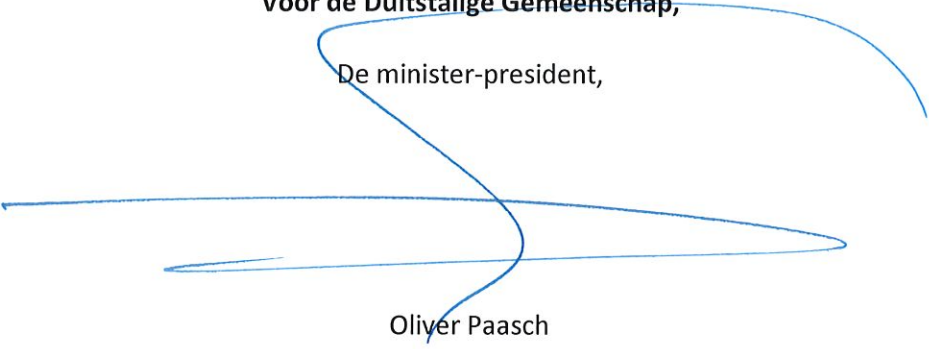
De minister van Binnenlandse Zaken,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'A' followed by a series of connected loops and a final horizontal stroke.

Annelies Verlinden

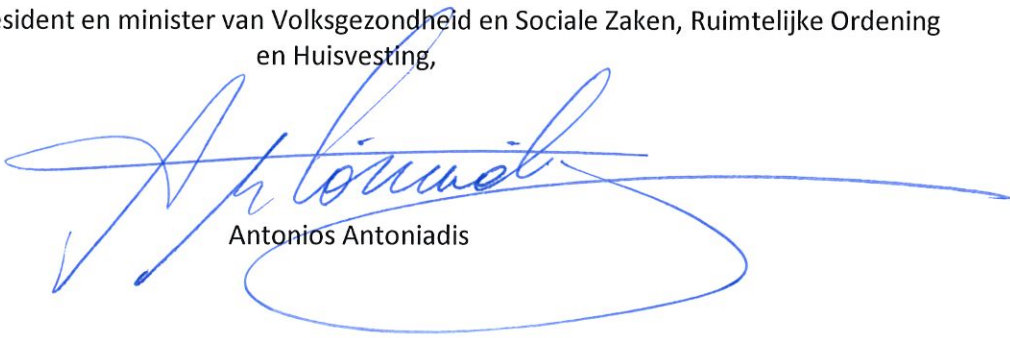
Voor de Duitstalige Gemeenschap,

De minister-president,



Oliver Paasch

De vice-minister-president en minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening
en Huisvesting,



Antonios Antoniadis

Bijlage 1 B.

Aanvraag tot opvolging van een slachtoffer door 'PRISMA'

Naam van het slachtoffer:

(Mobiel) telefoonnummer:

Geboortedatum:

Dossiernummer:

Datum van het strafbaar feit:

Feiten met betrekking tot het slachtoffer (korte beschrijving):

Urgentie van de toestand van het slachtoffer:

Entiteit die tot nog toe verantwoordelijk is:

*Politionele slachtofferbejegening bij de lokale/federale politie**
*Dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis**

Naam:

Adres:

Telefoonnummer:

Datum/handtekening:

**Schrappen wat niet past.*

Feedback: *Aanvraag ontvangen op:* _____
 Verantwoordelijke bij PRISMA: _____
 Feedback aan de verantwoordelijke: _____
 Datum: _____

Gezien om bijgevoegd te worden aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitse gemeenschap inzake slachtofferzorg.

Brussel,

Voor de federale staat,

De minister van Justitie,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a horizontal line extending to the right.

Paul Van Tigchelt

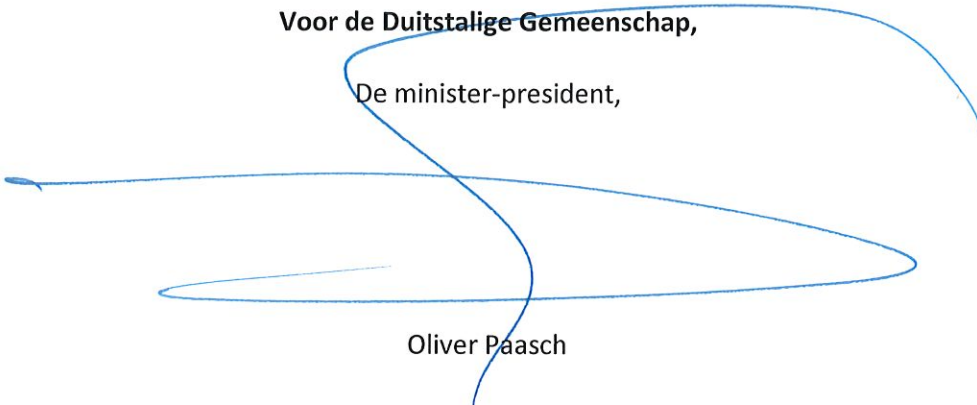
De minister van Binnenlandse Zaken,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'A' followed by a series of loops and a horizontal line extending to the right.

Annelies Verlinden

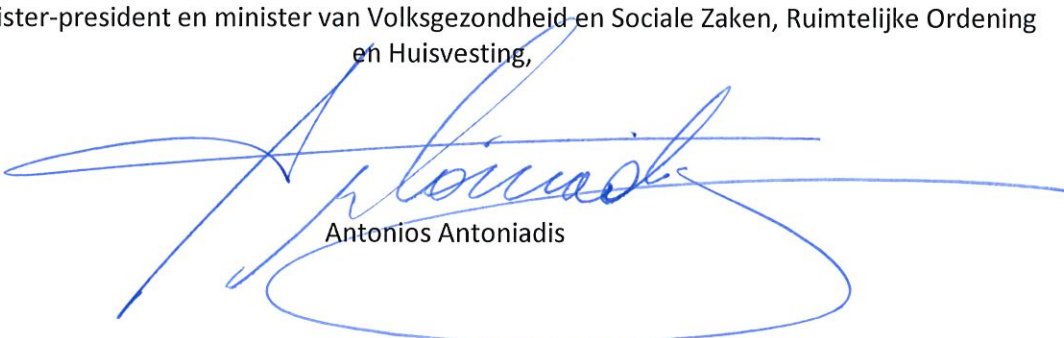
Voor de Duitstalige Gemeenschap,

De minister-president,



Oliver Paasch

De vice-minister-president en minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening
en Huisvesting,



Antonios Antoniadis

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Auf Vorschlag des Ministers für Soziales;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der für Soziales zuständige Minister wird damit beauftragt, dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen:

DEKRETVORENTWURF ZUR BILLIGUNG DES ZUSAMMENARBEITSABKOMMENS ZWISCHEN DEM FÖDERALSTAAT UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ÜBER DEN OPFERBEISTAND

INHALTSANGABE

Durch das vorliegende Dekret soll das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand gebilligt werden.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
Begründung	4
Allgemeine Erläuterungen	4
Bemerkungen zu den erhaltenen Gutachten.....	15
Kommentar zu dem einzigen Artikel.....	15
Vorentwurf	16
Gutachten der Datenschutzbehörde	18
Gutachten des Bürgermeisterrats	19
Gutachten des Koordinierungsausschusses der integrierten Polizei	20
Gutachten des Kontrollorgans für polizeiliche Informationen	21
Gutachten des Kollegiums der Generalprokuratoren	22
Anlage	
Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand.....	23

BEGRÜNDUNG

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

1. Allgemeine Beschreibung

Seit den 80er Jahren entstanden im Rahmen der in Belgien entwickelten Opferhilfepolitik unterschiedliche Initiativen der Föderalbehörde, der Gemeinschaften und der Regionen, um den Bedürfnissen der Opfer zu begegnen. Unterschiedliche Dienste je nach Zuständigkeiten der jeweiligen Befugnisebenen (insbesondere die Büros für Opferbeistand¹, die spezialisierten Dienste für Opferhilfe und die Opferbetreuung des Justizhauses) entstanden, und eine Koordinierung musste vor Ort eingerichtet werden.

Die von der öffentlichen Hand konzipierte und umgesetzte Politik für die Opfer von Straftaten verfolgt ein doppeltes Ziel:

- vermeiden einer sekundären Viktimisierung, die sich aus dem gerichtlichen Einschreiten ergeben kann. Ziel ist es, alles daran zu setzen, damit zu dem durch die Straftat hervorgerufenen Trauma nicht ein zweites Trauma oder eine Verschlechterung des ersten Traumas aufgrund der Fallbearbeitung durch Polizei, Justiz oder sonstige Akteure hinzukommt,
- ermöglichen, dass das Opfer das Trauma verarbeiten kann und so schnell wie möglich zu einem neuen Gleichgewicht findet.

Im Hinblick auf die Umsetzung dieser Politik für die Opfer wurden verschiedene Rechtsakte erlassen, insbesondere das Gesetz vom 1. August 1985 über die Staatshilfe für Opfer von vorsätzlichen Gewalttaten, das so genannte Franchimont-Gesetz vom 12. März 1998 zur Änderung des Strafprozessgesetzbuches, das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Flämischen Gemeinschaft vom 7. April 1998 über den Opferbeistand, die Vereinbarungsprotokolle über den Opferbeistand, das Gesetz vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen, das Gesetz vom 15. Dezember 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Hinblick auf die Verbesserung des Opferstatus im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten und das Gesetz vom 5. Mai 2014 über die Internierung.

Es wurden ferner ministerielle Rundschreiben erlassen (beispielsweise das Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand und das Rundschreiben COL 16/2012 betreffend den Empfang von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten), und es wurden Strukturen zur Begünstigung und Sicherstellung der Umsetzung der Politik eingerichtet (darunter insbesondere die lokalen Räte für Opferbeistand).

Die Grundrechte der Opfer sind ebenfalls in der Richtlinie 2012/29/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 über Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten sowie zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2001/220/JI des Rates festgehalten.

Um die Opferpolitik zu stärken, wurden auch weitere europäische Rechtsakte erlassen, die sich hauptsächlich mit der Einbeziehung der Opfer und deren Stellenwert innerhalb der eingerichteten Instrumente befassen, insbesondere die Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 zur Bekämpfung des sexuellen Missbrauchs und der sexuellen Ausbeutung von Kindern sowie der Kinderpornografie sowie zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2004/68/JI des Rates, die Europaratskonvention zum

¹ Mittlerweile „Dienst für polizeilichen Opferbeistand“ genannt.

Schutze von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexuellem Missbrauch und die Europaratskonvention zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt. Opfer von Terrorismus werden ebenfalls durch die Richtlinie 2017/541/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 zur Terrorismusbekämpfung und zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2002/475/JI des Rates und zur Änderung des Beschlusses 2005/671/JI des Rates, in das vorliegende Abkommen mit einbezogen.

Hinsichtlich der Zusammenarbeit der unterschiedlichen Bereiche hat bisher lediglich der niederländischsprachige Teil des Landes ein Zusammenarbeitsabkommen über den Opferbeistand verabschiedet². Ein solches Abkommen wurde für den französischsprachigen und den deutschsprachigen Teil des Landes nämlich nie beschlossen.

Ein Vereinbarungsprotokoll über den Opferbeistand wurde jedoch am 5. Juni 2009 zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschlossen.

Aufgrund der 6. Staatsreform, die zur Übertragung der Zuständigkeiten der Justizhäuser, darunter der Opferbetreuung, an die Gemeinschaften führte, stellte sich die Notwendigkeit heraus, die Arbeiten über den Abschluss eines Zusammenarbeitsabkommens für den französisch- und deutschsprachigen Teil des Landes erneut aufzunehmen. Das angestrebte Ziel ist eine strukturelle Zusammenarbeit der unterschiedlichen Befugnisebenen, die mit der Opferthematik betraut sind, um den Opfern eine perfekt koordinierte Qualitätsbetreuung zu bieten.

Die zwei wesentlichen Ziele dieses Zusammenarbeitsabkommens bestehen darin, ein Modell für Zusammenarbeit und Orientierung/Verweisung zwischen den unterschiedlichen Diensten für Opferbeistand zu errichten, sowie die offizielle Anerkennung der in dem deutschsprachigen Teil des Landes bestehenden Abstimmungsstrukturen vorzusehen. Die betroffenen Behörden verpflichten sich außerdem, nachhaltig auf die Opferproblematik zu achten. Kooperationsgeist sowohl auf lokaler als auch auf föderaler Ebene unter Achtung der jeweiligen Kompetenzen soll helfen, eine einheitliche Politik auf diesem Gebiet sicherzustellen.

Das Zusammenarbeitsabkommen umfasst sieben Kapitel: allgemeine Bestimmungen (Art. 1), Ziel des Abkommens (Art. 2), Zuständigkeiten und Aufgaben der am Abkommen Beteiligten (Art. 3 und 4), ihre Verpflichtungen (Art. 5 bis 8), die Konzertierungsstrukturen (Art. 9 und 10), Auswirkungen auf den Haushalt (Art. 11) und die Schlussbestimmungen (Art. 12 und 13).

2. Kommentar zu den Artikeln des Abkommens

² Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalen Staat und der Flämischen Gemeinschaft vom 7. April 1998 über den Opferbeistand. Dieses Abkommen wurde per Gesetz am 11. April 1999 und per Dekret am 15. Dezember 1998 angenommen.



Artikel 1

Dieser Artikel enthält die Definitionen der in dem Abkommen und nur in diesem Rahmen verwendeten Begriffe. Er konkretisiert die Aufgaben der jeweiligen für die Opfer tätigen Dienste, um ein bestmögliches Verständnis der jeweiligen Zuständigkeiten zu ermöglichen.

Die Definition des Opfers ist die aus dem 2009 geschlossenen Vereinbarungsprotokoll zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand. Diese Definition übernimmt den Begriff der Angehörigen und nicht der Familienmitglieder wie in der EU-Richtlinie 2012/29.

In der EU-Richtlinie steht, dass die Familienangehörigen einer Person, deren Tod eine direkte Folge einer Straftat ist, auch als Opfer angesehen werden, wenn sie durch den Tod dieser Person einen Schaden erlitten haben.

Die Definition des Opfers gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen ist im Übrigen auf alle Fälle anwendbar, in denen die Gerichtsbehörde einschreitet, es muss sich nicht prima facie um eine Straftat handeln. Wir denken hier insbesondere an Selbstmorde, Unfallopfer, Opfer einer Katastrophe, Brandopfer und an Opfer im Straßenverkehr. Zudem werden in diesem Zusammenarbeitsabkommen in der Definition des Opfers auch die Zeugen berücksichtigt.

Die Definition des Angehörigen gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen umfasst auch die Angehörigen, die einen Schaden erlitten haben, ohne jedoch darauf hinzuweisen, dass dieser Schaden im Zusammenhang mit dem Tod des Opfers steht. Diese Definition ist somit diesbezüglich weiter gefasst als die Begriffsbestimmung in der EU-Richtlinie, was im Sinne der Richtlinie ist, deren Erwägungsgrund 11 vorsieht, dass lediglich „Mindestvorschriften festgelegt“ werden und dass „[d]ie Mitgliedstaaten [...] die in dieser Richtlinie festgelegten Rechte ausweiten [können], um ein höheres Maß an Schutz vorzusehen“.

Die Definition des Begriffs des Angehörigen lautet wie folgt: „Rechtsnachfolger des unmittelbaren Opfers oder jede Person, die eine besonders emotionale Bindung zum Opfer hat“.

Unter „Rechtsnachfolger des unmittelbaren Opfers“ sind die gesetzlichen Erben (Ehegatte, Kinder, Vater und Mutter, Geschwister, ...) zu verstehen.

Unter „jeder Person, die eine besonders emotionale Bindung zum Opfer hat“ ist insbesondere der Partner zu verstehen, wenn es sich um ein zusammenlebendes Paar handelt, oder die Unterhaltsberechtigten des Opfers, die nicht die Kinder sind, die Person, die nicht der Vater oder die Mutter ist, bei der der Minderjährige seinen tatsächlichen Aufenthalt hat.

Der Ausdruck „besonders emotionale Bindung“ ist der „intimen Lebensgemeinschaft“ gemäß der EU-Richtlinie vorzuziehen, da er weiter gefasst ist.

Artikel 2

Artikel 2 nennt das Ziel des Zusammenarbeitsabkommens, und zwar eine gut organisierte und strukturelle Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Opferbeistandes, um die traumatisierenden Erlebnisse der Opfer so weit wie möglich zu begrenzen und ihre Verarbeitung zu ermöglichen.

Dieser Artikel legt den betroffenen Gerichtsbezirk fest und bestimmt, dass das Zusammenarbeitsabkommen nur auf dem Gebiet des deutschen Sprachraums gilt.

Eine enge Zusammenarbeit des Föderalstaates und der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist erforderlich, damit die Zersplitterung der Zuständigkeiten die Umsetzung einer einheitlichen Politik nicht erschwert. Ein Zusammenarbeitsabkommen soll somit beispielsweise einen nahtlosen Übergang vom Opferbeistand durch die Polizei zur Opferbetreuung und Opferhilfe gewährleisten.

Artikel 3

Artikel 3 nennt die Aufgaben des Föderalstaates, darunter der polizeiliche Opferbeistand im Rahmen der Polizei- und Sicherheitspolitik, sowie der Opfer-Rechtspolitik im Rahmen der Kriminalpolitik.

Artikel 4

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist zuständig für die psychosoziale Hilfe und für die psychologische Unterstützung der Opfer sowie für die Jugendhilfe und seit der 6. Staatsreform ist sie auch für die Opferbetreuung zuständig.

1° Letztere obliegt, über die Justizassistenten der Opferbetreuung des Justizhauses, dem Fachbereich Justizhaus des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Aufgaben der mit der Opferbetreuung beauftragten Justizassistenten sind folgende:

- den Opfern von Straftaten und ihren Angehörigen Informationen über das Gerichtsverfahren im Allgemeinen und über die Rechte der Opfer in diesem Zusammenhang sowie, mit Zustimmung des Magistraten, über ihre Akte und über das laufende Verfahren, zu erteilen,
- den Opfern und ihren Angehörigen bei bestimmten Formalitäten Beistand leisten, sie begleiten sowie in den verschiedenen Phasen des Gerichtsverfahrens unterstützen (beispielsweise bei der Bestellung als Zivilpartei, bei der Rekonstruktion des Tathergangs, bei der Akteneinsicht, bei den Gerichtsverhandlungen oder bei der Rückgabe von Beweismitteln) sowie bei den verschiedenen Schritten der Strafvollstreckung oder der Internierung,
- die Opfer gegebenenfalls zu weiteren Diensten, abhängig von ihren Bedürfnissen und den angetroffenen Schwierigkeiten (beispielsweise für einen ersten oder nachfolgenden Rechtsbeistand oder für psychosoziale Betreuung), weiterzuleiten, und mit den lokalen Diensten zusammenzuarbeiten,
- die von den Opfern angetroffenen Schwierigkeiten zu melden und die Justizangehörigen für die spezifischen Bedürfnisse der Opfer und für deren Rechte zu sensibilisieren.

Sie tragen dazu bei, dass den Opfern von Straftaten die nötige Aufmerksamkeit während des Gerichtsverfahrens zuteilwird und dass sie ihre Rechte geltend machen können.

2° Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist dafür zuständig, eine psychosoziale Hilfe und/oder eine psychologische Unterstützung anzubieten, um den Personen zu helfen, die mit den direkten und indirekten Folgen der Straftat und der Viktimisierung konfrontiert sind.

Die spezialisierten Dienste für Opferhilfe sind für natürliche Personen zuständig, die einen unmittelbar aus einer Straftat oder aus einer als solche qualifizierbaren Tat resultierenden Schaden erlitten haben, sowie für deren Angehörige und die Zeugen.

Im Rahmen ihrer Aufgaben der psychosozialen Hilfe obliegen den spezialisierten Diensten für Opferhilfe folgende Tätigkeiten:

- Unterstützung des Opfers bei der Auseinandersetzung mit den Folgen einer Straftat oder mit einer Situation, die als solche eingestuft werden könnte,
- Information, Orientierung und Unterstützung beim Umgang mit der Polizei und den Gerichtsinstanzen,
- Vereinfachung des Zugangs zu spezifischen Diensten und Organisationen.

Der Dienst hilft dem Opfer bei der aktiven Wiedereingliederung in die Gesellschaft, indem sie mit diesem gemeinsam seine Bedürfnisse und Mittel bewertet und Prioritäten setzen, damit das Opfer zu einem neuen Lebensgleichgewicht findet.

Im Rahmen ihrer Aufgabe der psychologischen Unterstützung obliegen den spezialisierten Diensten für Opferhilfe folgende Tätigkeiten:

- Unterstützung des Opfers bei der Auseinandersetzung mit den direkten oder indirekten Folgen einer Straftat oder mit den besonderen Problemen im Zusammenhang mit seiner spezifischen Situation,
- unter Berücksichtigung des erlittenen Schadens, das Anbieten einer spezialisierten und individualisierten therapeutischen Unterstützung für das Opfer mit einem Schwerpunkt auf den direkten Folgen des Traumas und der Verarbeitung des Schocks.

3° Im Rahmen der personenbezogenen Angelegenheiten ist die Deutschsprachige Gemeinschaft für die Jugendhilfe zuständig (siehe Dekret vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz). Diese wird durch den Fachbereich Jugendhilfe des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft umgesetzt. Das Hauptziel der Jugendhilfe ist es, dem Kind ein altersgerechtes und menschenwürdiges Leben zu ermöglichen und seine gesunde Entwicklung, Erziehung und soziale Teilhabe bestmöglich zu fördern. Durch Jugendhilfemaßnahmen zugunsten des Kindes und seiner Erziehungsberechtigten soll die physische, psychische und moralische Unversehrtheit des Kindes geschützt und sichergestellt werden. Jede Person, die eine Gefährdung eines Kindes vermutet oder feststellt, beispielsweise durch Vernachlässigung, Misshandlung oder Missbrauch, kann sich persönlich, schriftlich oder telefonisch an den Fachbereich Jugendhilfe wenden.

Artikel 5

Polizeilicher Opferbeistand

Der Opferbeistand ist Bestandteil der polizeilichen Aufgaben.

Artikel 46 des Gesetzes vom 5. August 1992 über die Funktion der Polizei bildet die Rechtsgrundlage für die Polizeiaktion auf dem Gebiet des Opferbeistandes.

1° Der Föderalstaat verpflichtet sich, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit die Interessen des Opfers gemäß diesem Gesetz berücksichtigt werden.
Der Polizeibeamte ist oft die erste Person, mit der sich das Opfer in Verbindung setzt, er hat folglich die Pflicht, das Opfer angemessen zu empfangen und ihm eine emotionale Unterstützung zu bieten.

In Artikel 123 des Grundlagengesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes wird bestimmt, dass Polizeibeamte den Bürgern jederzeit und unter allen Umständen Schutz und Beistand, den Letztere von ihnen erwarten dürfen, leisten, sowie den Umständen nach zur Einhaltung des Gesetzes und Erhaltung der öffentlichen Ordnung beitragen.

In Artikel 3bis des einleitenden Titels des Strafprozessbuches wird bestimmt, dass „Opfer von Straftaten und ihre Angehörigen sorgsam und korrekt behandelt werden müssen, insbesondere indem ihnen die notwendigen Informationen erteilt werden und sie gegebenenfalls mit den spezialisierten Diensten [...] in Kontakt gebracht werden“.

2° Der Staat verpflichtet sich, eine angemessene Weiterbildung auf dem Gebiet des polizeilichen Opferbeistandes zu gewährleisten. Hierzu kann auf den ministeriellen Erlass vom 24. Oktober 2002 zur Festlegung der allgemeinen Studienordnung in Bezug auf die Grundausbildung der Mitarbeiter des Einsatzkaders der Polizeidienste, der die Grundausbildungsprogramme enthält, sowie auf den Königlichen Erlass vom 20. November 2001 über die Grundausbildungen der Mitarbeiter des Einsatzkaders der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener Übergangsbestimmungen verwiesen werden. Jede Grundausbildung, jede polizeiliche Ebene sieht ein Modul zum Thema Opferbeistand vor.

Das ministerielle Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand im auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienst organisiert den Opferbeistand innerhalb der föderalen Polizei und der lokalen Polizei.

Jede Polizeizone muss über einen spezialisierten Mitarbeiter verfügen, der zum Personal der Polizeidienste gehört, um die Polizeibeamten zu beraten und sie bei der Erfüllung ihrer Aufgaben zu unterstützen (Königlicher Erlass vom 17. September 2001 zur Festlegung der Organisations- und Arbeitsnormen der lokalen Polizei im Hinblick auf die Gewährleistung von gleichwertigen Mindestdienstleistungen zu Gunsten der Bevölkerung).

Diese Aufgaben können einem spezialisierten Hauptinspektor oder einem Mitglied des Zivilpersonals mit geeignetem Diplom vollständig anvertraut werden. Diese Person muss jederzeit innerhalb jeder Zone abrufbereit sein. Diese Funktion kann in Zusammenarbeit mit anderen Zonen ausgefüllt werden.

Die föderale Polizei verfügt über Sozialarbeiter auf Ebene der Gerichtsbezirke. Diese Sozialarbeiter unterstehen organisatorisch den Diensten des Direktor-Koordinators. Sie arbeiten für die Direktionen der föderalen Polizei, deren Personal im direkten Kontakt mit Opfern steht.

Ergänzend dazu und insofern die Arbeitslast dies zulässt, kann der spezialisierte Mitarbeiter der föderalen Polizei (Sozialarbeiter) den Polizeizonen punktuelle Hilfestellung geben.

Die Aufgaben der mit dem polizeilichen Opferbeistand innerhalb der lokalen Polizeizonen und der föderalen Polizei beauftragten Mitarbeiter sind folgende:

- sicherstellen der Sensibilisierung und der Weiterbildung der Mitglieder des Korps in punkto polizeilichen Opferbeistandes,
- sammeln und verbreiten der Informationen im Zusammenhang mit dem Opferbeistand bei den Mitgliedern des Korps,

- leisten des Opferbeistandes unter bestimmten Umständen, beispielsweise in emotionalen Krisensituationen oder sehr ernsten Fällen,
- verweisen der Opfer, die psychosozialen Beistand benötigen, an die zuständigen Dienste,
- herstellen von Kontakten und einer Zusammenarbeit mit diesen unterstützenden Diensten,
- Teilnahme an den Konzertierungsstrukturen.³

Gegenüber den Opfern hat der Polizeibeamte fünf wichtige Aufgaben:

- Empfang,
- praktischer Beistand,
- Information und Orientierung,
- Protokollführung,
- erneute Kontaktaufnahme.

Die psychosoziale und therapeutische Betreuung und Begleitung ist kein Bestandteil der polizeilichen Aufgaben.

Gemäß dem Rundschreiben PLP 27 vom 4. November 2002 in Sachen Intensivierung und Förderung der interzonalen Zusammenarbeit können Abkommen zwischen mehreren aneinander grenzenden Zonen geschlossen werden, um ständig einen angemessenen Empfang und einen angemessenen Beistand zu leisten.

3° Innerhalb der Föderalen Polizei und im Ständigen Ausschuss für die lokale Polizei ist ein Ansprechpartner vorgesehen, um auf politischer Ebene einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Diensten auf dem Gebiet des Opferbeistandes zu fördern.

Artikel 6

Opfer-Rechtspolitik

Alle Angehörigen der Gerichtsbarkeiten müssen die Bürger, mit denen sie in Kontakt sind, sorgsam und korrekt unterstützen. Das gilt insbesondere für die Opfer von Verbrechen und Vergehen. Sie müssen ihnen Grundinformation erteilen und sie gegebenenfalls an die spezialisierten Dienste verweisen.

Im März 1998 wurde mit Bezug auf das Franchimont-Gesetz, das allgemeine Recht auf Information und ordnungsgemäße Behandlung der Opfer in Artikel 3bis des Gesetzes vom 17. April 1878, welches den einleitenden Titel des Strafprozessbuches enthält, verbindlich verankert. Dieses Gesetz bildet die Rechtsgrundlage für die Opfer-Rechtspolitik in Belgien.

In Absatz 1 des Artikels 3bis ist vorgesehen, dass „Opfer von Straftaten und ihre Angehörigen sorgsam und korrekt behandelt werden müssen, insbesondere indem ihnen die notwendigen Informationen erteilt werden und sie gegebenenfalls mit den spezialisierten Personen, darunter den Justizassistenten, in Kontakt gebracht werden“.

Mit dem Gesetz vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte wird dieser Artikel wie folgt ergänzt: „Die Opfer erhalten

³ Siehe ministerielles Rundschreiben PLP10 vom 9. Oktober 2001 über die Organisations- und Arbeitsnormen der lokalen Polizei im Hinblick auf die Gewährleistung von gleichwertigen Mindestdienstleistungen zu Gunsten der Bevölkerung.

insbesondere alle sachdienlichen Informationen über die Modalitäten zur Bestellung als Zivilpartei und der Erklärung in ihrer Eigenschaft als geschädigte Person.“

Der Föderalstaat sorgt ferner für die Optimierung der Mittel, mit denen das Opfer entschädigt werden könnte. Es geht hierbei insbesondere um die Bestellung als Zivilpartei, die Mediation in Strafsachen und die Zurückverweisung an die Kommission für finanzielle Hilfe zugunsten von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten und von Gelegenheitsrettern.

Der mit der Opferbetreuung beauftragte Justizassistent ist ein Mitarbeiter des Fachbereiches Justizhaus des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Er ist jedoch auch in ständigem Kontakt mit den Magistraten und den Mitarbeitern der Staatsanwaltschaft und der Gerichte, um so den Aufbau einer engen Zusammenarbeit und eines Vertrauensverhältnisses und dessen Pflege zu gewährleisten.

Der Justizassistent wird auf Antrag eines Magistraten durch schriftliche Befassung tätig. Er kann aber auch auf Antrag der Opfer tätig werden. In diesem Fall informiert er den mit dem Strafverfahren befassten Magistraten.

Der Generalprokurator gewährleistet die Ausarbeitung einer schlüssigen und einheitlichen Opferpolitik und wird dabei unter anderem vom Fachbereich Justizhaus des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterstützt. Diese Politik innerhalb der Magistratur obliegt ausdrücklich dem Generalprokurator von Brüssel (siehe Königlicher Erlass vom 9. Dezember 2015 über die spezifischen Aufgaben der Mitglieder des Kollegiums der Generalprokuratoren).

Der Empfang der Opfer bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten wird ausführlicher im Rundschreiben 16/2012 betreffend den Empfang von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten behandelt. So wurde in jeder Bezirks- und Generalstaatsanwaltschaft ein Verbindungsmagistrat für den Empfang von Opfern bestellt.

Außerdem ist eine dauerhafte Investition in eine auf das Opfer fokussierte Ausbildung aller Mitglieder des Gerichtsapparates vorgesehen. Das Institut für Ausbildungen im Gerichtswesen spielt eine wesentliche Rolle auf dem Gebiet der Ausbildung in der Magistratur und im Gerichtsreferendariat. Seit 1997 ist eine spezifische Schulung zum Thema „Stellung des Opfers im Gerichtssystem“ vorgesehen.

Artikel 7

In diesem Artikel verpflichtet sich die Deutschsprachige Gemeinschaft dazu, die föderale Polizei und den FÖD Justiz über die Angaben der Opferbetreuung des Justizhauses, der spezialisierten Dienste für Opferhilfe und des Fachbereichs Jugendhilfe zu informieren sowie Adressenänderungen mitzuteilen. Diese Weiterleitung der Informationen ist erforderlich, damit die Dienste auf föderaler Ebene, die mit den Opfern und deren Angehörigen in Kontakt stehen, diese ordnungsgemäß an die entsprechenden Dienste der Gemeinschaft vermitteln können.

Zudem verpflichtet sich die Deutschsprachige Gemeinschaft den Mitarbeitern der Opferbetreuung des Justizhauses, des Fachbereichs Jugendhilfe und der spezialisierten Dienste für Opferhilfe eine angemessene und kontinuierliche Weiterbildung im Bereich des Opferbeistandes zu ermöglichen.

Artikel 8

Das Modell für die Zusammenarbeit der Dienste und für die Verweisung bildet einen der wesentlichen Aspekte des Zusammenarbeitsabkommens.

1° Die Polizei muss die Opfer systematisch über die Existenz des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand und die Aufgaben der Opferbetreuung des Justizhauses sowie der spezialisierten Dienste für Opferhilfe mittels eines geeigneten schriftlichen Dokuments, und zwar der Klagebescheinigung, informieren. Das Rundschreiben 5/2009 des Kollegiums der Generalprokuratoren an den Berufungsgerichten mit Richtlinien über die Klagebescheinigung und die Aufzeichnung der Erklärungen als geschädigte Person enthält Anlagen mit Mustern der Klagebescheinigung. Dieses Rundschreiben sieht ferner die Modalitäten der Aushändigung dieser Bescheinigung an die Opfer vor.

Das Zusammenarbeitsabkommen legt fest, dass der Dienst für polizeilichen Opferbeistand ein Verweisungsformular ausfüllt (dessen Muster dem Zusammenarbeitsabkommen als Anlage beigefügt ist), und dieses dem spezialisierten Dienst für Opferhilfe sendet. Selbstverständlich ist hierbei das Berufs- und Ermittlungsgeheimnis zu wahren. Außer den für die Kontaktaufnahme mit einem Opfer erforderlichen Informationen darf keine weitere Information übermittelt werden.

Der polizeiliche Opferbeistand teilt mithilfe des Verweisungsformulars mit, dass das Opfer von einem spezialisierten Dienst für Opferhilfe kontaktiert werden möchte. Der polizeiliche Opferbeistand erstellt im Vorfeld ein separates Dokument, in dem das Opfer sein Einverständnis zur Weiterleitung seiner Daten und zur Kontaktaufnahme durch das BTZ/Prisma gibt. Das separate Dokument wird datiert und vom Opfer unterzeichnet. Diese Verweisung wird den Opfern systematisch angeboten.

In jedem Fall wird das Opfer über das Vorhandensein der spezialisierten Dienste für Opferhilfe informiert.

Im Notfall kann der Polizeibeamte selbst den spezialisierten Dienst für Opferhilfe kontaktieren. Im Protokoll erwähnt er, dass die Verweisung angeboten wurde, ohne jedoch die Entscheidung des Opfers anzugeben.

In seinem Gutachten, abgegeben am 14. Oktober 2023, argumentiert das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen, dass das Opfer selbst entscheiden sollte, ob seine positive oder negative Antwort auf das Verweisungsangebot in das Protokoll des Polizeibeamten aufgenommen werden soll oder nicht.

Dieses Argument wurde nicht berücksichtigt, um es dem Opfer zu einem späteren Zeitpunkt zu ermöglichen auf das Angebot der Verweisung zurückzukommen, wenn es zum Zeitpunkt der Feststellung des Tatbestands oder der Anzeigeerstattung nicht an einen spezialisierten Dienst für Opferhilfe verwiesen werden wollte. Dennoch ist es wichtig, dass der Polizeibeamte dem Opfer die Aufgaben der spezialisierten Dienste für Opferhilfe und der Opferbetreuung des Justizhauses erklärt.

Wenn nötig, setzt der Mitarbeiter des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand die Opfer, beispielsweise Frauen und Kinder, die Opfer schwerwiegender Gewalttaten wurden, mit einer Aufnahmeeinrichtung (wie zum Beispiel die VoG Prisma) in Verbindung.

Wenn ein Minderjähriger Opfer einer Misshandlung oder sexueller Gewalt ist, verweist er ihn an den Fachbereich Jugendhilfe.

Der Dienst für polizeilichen Opferbeistand verweist die Opfer, die Beistand im Rahmen des Gerichtsverfahrens wünschen, an die Opferbetreuung des Justizhauses.

Sie können schließlich Unfallopfer, Katastrophenopfer, Brandopfer und Angehörige eines Selbstmörders über die Existenz der Opferbetreuung des Justizhauses informieren.

2° Der mit der Akte des Opfers beauftragte Magistrat oder der Untersuchungsrichter kann die Opferbetreuung des Justizhaus befassen, damit diese dem Opfer seine Unterstützung anbieten kann. Die Modalitäten der Befassung der Opferbetreuung des Justizhauses sind in dem Rundschreiben 16/2012 bezüglich des Empfangs von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten festgelegt. In manchen Situationen, insbesondere bei Tod des Opfers, ist eine systematische Befassung der Opferbetreuung des Justizhauses vorgesehen. Anderenfalls entscheidet der Magistrat nach eigenem Ermessen über die Befassung.

Die Opfer, die sich direkt mit der Gerichtsbehörde in Verbindung setzen, sind über einen geeigneten Dienst für Opferbeistand zu informieren oder mit einem solchen Dienst in Verbindung zu setzen, wenn dies aufgrund ihrer spezifischen Situation, ihrer Bedürfnisse oder ihrer Erwartungen erforderlich ist.

3° Die Deutschsprachige Gemeinschaft sorgt dafür, dass die von dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand verwiesenen Opfer von den Mitarbeitern der spezialisierten Dienste für Opferhilfe kontaktiert werden. Die Hilfe muss aktiv und in einer angemessenen Frist angeboten werden, und zwar einige Tage nach Feststellung der Tatsachen.

Die Personen, die die Verweisung vorgenommen haben, werden drüber informiert, dass der spezialisierte Dienst für Opferhilfe die betreffenden Opfer kontaktiert hat. Auch hier besteht berufliche Schweigepflicht. Die Mitarbeiter im psychosozialen Bereich und der Dienst für polizeilichen Opferbeistand sollen somit lediglich die Informationen austauschen, die erforderlich sind, um dieses Feedback zu ermöglichen.

Dieses Verweisungsverfahren wurde bereits im Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand ausgearbeitet. Es ist jedoch wichtig, diesen Verweisungsdruck in dem Zusammenarbeitsabkommen zu bestätigen, um die konsequente Einhaltung dieser Maßnahme durch die Polizeidienste zu erreichen.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichtet sich schließlich dazu, dass die spezialisierten Dienste für Opferhilfe die Opfer, die im Rahmen des Gerichtsverfahrens Beistand brauchen, an die Opferbetreuung des Justizhauses vermitteln und dass die Opferbetreuung des Justizhauses die Opfer, die psychosoziale Hilfe oder psychologische Unterstützung brauchen, an die spezialisierten Dienste für Opferhilfe verweist.

In seinem Gutachten vom 14. Oktober 2023 stellte das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen fest, dass es weder für die Opferbetreuung des Justizhauses noch für den Fachbereich Jugendhilfe ein Verweisungsformular gibt. Da die Formulare nur für die Weiterleitung an spezialisierte Opferhilfsdienste verwendet werden und die Opferbetreuung und der Fachbereich Jugendhilfe nicht in diese Kategorie fallen, sieht der Entwurf des Kooperationsabkommens keine weiteren Formulare vor. Die Formatierung des Textes wurde angepasst, um diesen Punkt zu verdeutlichen.

Je nach den von den Opfern gestellten Anträgen oder mitgeteilten Bedürfnissen vermitteln diese Dienste die Opfer an weitere Personen oder Dienste, beispielsweise ÖSHZ, ASL, Info Integration usw. Diese Orientierung kann beispielsweise auch den ersten oder den nachfolgenden Rechtsbeistand betreffen.

Das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen bemerkte zudem in seinem Gutachten, dass die dem Entwurf beigefügten Formulare nicht die notwendigen Kontaktdaten des Opfers enthielten. Darüber hinaus fehlte das schriftliche Einverständnis des Opfers zur Verarbeitung seiner Daten. Die Formulare wurden entsprechend angepasst.

Die Opferpolitik des Gerichtsbezirks wird vom lokalen Rat für Opferbeistand angeregt. Dieser Rat vereint die lokalen Dienste, die auf dem Gebiet des Opferbeistands tätig sind.

Der lokale Rat für Opferbeistand spielt eine wichtige Rolle beim Informationsaustausch auf lokaler Ebene.

Der Rat muss insbesondere die in diesem Zusammenarbeitsabkommen getroffenen Maßnahmen konkretisieren und implementieren. Dies umfasst die Möglichkeit, Verbesserungen durchzuführen oder sie zumindest den zuständigen Gremien vorzuschlagen. Unter diesem Blickwinkel können Vereinbarungsprotokolle insbesondere über die Verweisung der Opfer an die spezialisierten Dienste für Opferhilfe durch den Dienst für polizeilichen Opferbeistand vereinbart werden.

Die Zusammensetzung des Rates stellt sicher, dass die an der Opferpolitik beteiligten Instanzen im lokalen Rat vertreten sind. Diese Mindestzusammensetzung kann je nach Gegenstand der Sitzungen auf Aufforderung des Vorsitzenden ergänzt werden. Ratsvorsitzender ist der Prokurator des Königs oder der Verbindungsmagistrat, der für den Empfang der Opfer im Gerichtsbezirk zuständig ist.

Diese lokalen Räte werden bereits in dem Rundschreiben GPI 58 über den polizeilichen Opferbeistand und in dem Rundschreiben 16/2012 betreffend den Empfang von Opfern bei den Staatsanwaltschaften und Gerichten erwähnt. Mit diesem Zusammenarbeitsabkommen wird ihnen ein verbindlicher Status im deutschsprachigen Teil des Landes verliehen.

Artikel 10

Für die Zusammenarbeit zwischen den Fachleuten der unterschiedlichen gerichtlichen, polizeilichen und psychosozialen Dienste müssen ein oder mehrere psychosoziale Teams für Opferbeistand in den Gerichtsbezirken gegründet werden. Dies hängt von der Größe des Gebiets und vom verfügbaren Personal ab.

Das psychosoziale Team für Opferbeistand muss die Zusammenarbeit vor Ort detailliert gestalten, um die Verfahren so effektiv wie möglich zu bearbeiten, an denen unterschiedliche Dienste und Personen gleichzeitig beteiligt sind.

Die Abstimmung innerhalb der psychosozialen Teams betrifft unter anderem die Umsetzung des Verweisungsformulars, das Hinweisen auf problematische Punkte, die Meldungen und die Vorbereitung der Sitzungen des lokalen Rates für Opferbeistand.

Solche Teams sind aktuell bereits in mehreren Gerichtsbezirken im Einsatz. Sie bilden informelle Treffpunkte und bestehen aus lokalen Mitarbeitern. Durch dieses Zusammenarbeitsabkommen werden sie formal anerkannt.

Artikel 11

Dieser Artikel behandelt die Auswirkungen auf den Haushalt, die von den Beteiligten zu tragen sind und deren Zuständigkeitsverteilung durch das Sondergesetz vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen festgelegt ist.

Artikel 12

Das Vereinbarungsprotokoll vom 5. Juni 2009 zwischen dem Staat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf den Opferbeistand sollte aufgehoben werden.

Artikel 13

Dieser Artikel legt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Zusammenarbeitsabkommens fest und definiert, dass es auf unbestimmte Zeit gültig ist. Er regelt außerdem die Modalitäten einer Bewertung des Abkommens.

BEMERKUNGEN ZU DEN ERHALTENEN GUTACHTEN

Der Entwurf des Zusammenarbeitsabkommens wurde der Datenschutzbehörde zur Begutachtung vorgelegt. Die Datenschutzbehörde teilte am 24. Oktober 2023 mit, dass aufgrund der außerordentlich hohen Auslastung der Behörde zum vorgelegten Vorentwurf kein spezifisches Gutachten erteilt werden könne und sie sich auf Hinweise und Empfehlungen allgemeiner Art beschränken werde („Standard-Gutachten“ Nr. 65/2023 vom 24. März 2023). Das Gutachten wurde zur Kenntnis genommen.

Das Kontrollorgan für polizeiliche Informationen gab ebenfalls ihr Gutachten zu den Artikeln ab, die eine Verarbeitung personenbezogener Daten beinhalten (siehe Gutachten vom 14. Oktober 2023 mit dem Verweis DA230039).

Der Entwurf des Zusammenarbeitsabkommens wurde ebenfalls dem Kollegium der Generalprokuratoren vorgelegt, welches ihr Gutachten am 23. Oktober 2023 abgab, sowie dem Bürgermeisterat, dessen Gutachten vom 9. Juli 2023 datiert.

Schließlich hat der Koordinierungsausschuss der integrierten Polizei den Entwurf des Zusammenarbeitsabkommens am 24. Juli 2023 auf elektronischem Wege bestätigt.

Entsprechend der Empfehlungen der o. e. Instanzen wurden mehrere Anpassungen vorgenommen, die in den Kommentaren zu den einzelnen Artikeln des Abkommens näher erläutert werden.

KOMMENTAR ZU DEM EINZIGEN ARTIKEL

Einzigiger Artikel

Der einzige Artikel bedarf keines besonderen Kommentars.

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

VORENTWURF

Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand

Einziger Artikel – Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbeistand wird gebilligt.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Antonios
Antoniadis

Digital unterschrieben
von Antonios Antoniadis
Datum: 2024.01.15
15:04:13 +01'00'

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

ANLAGE

GUTACHTEN 65/2023 DER DATENSCHUTZBEHÖRDE

Als Anlage separat beigefügt

GUTACHTEN DES BÜRGERMEISTERRATS

Als Anlage separat beigefügt.

GUTACHTEN DES KOORDINIERUNGSAUSSCHUSSES DER INTEGRIERTEN POLIZEI

Als Anlage separat beigelegt.

GUTACHTEN DES KONTROLLORGANS FÜR POLIZEILICHE INFORMATIONEN

Als Anlage separat beigelegt.

GUTACHTEN DES KOLLEGIUMS DER GENERALPROKURATOREN

Als Anlage separat beigefügt.

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föederalstaat und der Deutschsprachigen
Gemeinschaft über den Opferbeistand**

Als Anlage separat beigefügt.

REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

DE REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP,

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit:

De Minister van Sociale Aangelegenheden is ermee belast bij het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap het ontwerp van decreet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

**VOORONTWERP VAN DECREET HOUDENDE INSTEMMING MET HET SAMENWERKINGSAKKOORD
TUSSEN DE FEDERALE STAAT EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP INZAKE SLACHTOFFERZORG**

INHOUD

Dit decreet strekt ertoe instemming te verlenen met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg.

INHOUDSOPGAVE

	Pagina
Memorie van toelichting	4
Algemene toelichting	4
Opmerkingen bij de ontvangen adviezen.....	15
Bespreking van het enige artikel	15
Voorontwerp.....	16
Advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit	18
Advies van de Raad van burgemeesters	19
Advies van het Coördinatiecomité van de geïntegreerde politie	20
Advies van het Controleorgaan op de politionele informatie	21
Advies van het College van procureurs-generaal	22
Bijlage	
Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg	23

MEMORIE VAN TOELICHTING

ALGEMENE TOELICHTING

1. Algemene beschouwingen

Sinds de jaren 80 heeft het Belgische slachtofferbeleid aanleiding gegeven tot verschillende initiatieven van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten om aan de behoeften van de slachtoffers te voldoen. Er ontstonden verschillende diensten, afhankelijk van de bevoegdheden, op de verschillende bevoegdheidsniveaus (in het bijzonder de bureaus voor slachtofferbejegening¹, de diensten voor slachtofferhulp en het slachtofferonthaal van het justitiehuis) en dat alles moest op het terrein gecoördineerd worden.

Het slachtofferbeleid dat door de overheid ontworpen en uitgevoerd wordt voor slachtoffers van misdrijven, heeft twee doelstellingen:

- het voorkomen van secundaire victimisatie die kan voortvloeien uit het gerechtelijk optreden. Bedoeling is alles in het werk te stellen, opdat de behandeling van de zaak door politie, justitie of enige andere instantie geen tweede trauma veroorzaakt of het door het misdrijf veroorzaakte trauma niet verergert;
- het slachtoffer de mogelijkheid bieden zijn trauma te boven te komen en zo vlug mogelijk een nieuw evenwicht te vinden.

Voor de uitvoering van dit slachtofferbeleid werden verscheidene rechtshandelingen uitgevaardigd, in het bijzonder de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden betreft, de wet van 12 maart 1998 waarbij het Wetboek van Strafvordering werd gewijzigd en die ook wel de wet-Franchimont wordt genoemd, het samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap van 7 april 1998 inzake slachtofferzorg, de protocolakkoorden inzake slachtofferzorg, de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf, de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen met het oog op de verbetering van de positie van het slachtoffer in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten en de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering.

Verder werden ministeriële omzendbrieven uitgevaardigd (bijvoorbeeld: de ministeriële omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening en de omzendbrief COL 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken); er werden ook structuren opgezet om de uitvoering van het beleid te behartigen en te waarborgen (waaronder, in het bijzonder, de lokale raden voor slachtofferzorg).

De basisrechten van de slachtoffers zijn ook vervat in de richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ.

Om het slachtofferbeleid te verstevigen, werden nog andere Europese teksten uitgevaardigd die hoofdzakelijk de participatie van slachtoffers en hun plaats binnen de opgerichte stelsels beogen, in het bijzonder de Richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ter bestrijding van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie, en ter vervanging van Kaderbesluit 2004/68/JBZ van de Raad, het Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik en het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld. Door

¹ Huidige benaming: diensten voor politionele slachtofferbejegening.

de richtlijn 2017/541/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 inzake terrorismebestrijding en ter vervanging van Kaderbesluit 2002/475/JBZ van de Raad en tot wijziging van Besluit 2005/671/JBZ van de Raad vallen ook slachtoffers van terrorisme onder dit samenwerkingsakkoord.

Voor de samenwerking tussen de verschillende sectoren onderling heeft tot dusver alleen het Nederlandstalige landsgedeelte een samenwerkingsakkoord voor slachtofferzorg gesloten.² Tot een soortgelijk samenwerkingsakkoord is het voor het Franstalige en het Duitstalige landsgedeelte nooit gekomen.

Op 5 juni 2009 werd wel een protocolakkoord inzake slachtofferzorg tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap gesloten.

Door de zesde staatshervorming, die tot een overdracht van de bevoegdheden van de justitiehuizen – waaronder het slachtofferonthaal – naar de gemeenschappen leidde, bleek het noodzakelijk de werkzaamheden met het oog op het sluiten van een samenwerkingsakkoord voor het Franstalige en het Duitstalige landsgedeelte te hervatten. Het beoogde doel is tot een structurele samenwerking te komen tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus die belast zijn met het slachtofferbeleid om de slachtoffers een perfect gecoördineerde en kwaliteitsvolle begeleiding te bieden.

Dit samenwerkingsakkoord heeft twee hoofddoelstellingen: een model voor samenwerking, oriëntatie/verwijzing tussen de verschillende diensten inzake slachtofferzorg scheppen en de bestaande overlegstructuren in het Duitse taalgebied officieel erkennen. Bovendien verbinden de betrokken overheden zich ertoe een blijvende aandacht te besteden aan de slachtofferproblematiek. Vertrekken vanuit een geest van samenwerking tussen het lokale en het federale beleidsniveau zal, met inachtneming van de bevoegdheden van elk niveau, een samenhangend beleid in deze materie helpen te verzekeren.

Het samenwerkingsakkoord bevat zeven hoofdstukken: de algemene bepalingen (art. 1), het doel van het akkoord (art. 2), de bevoegdheden en opdrachten van de partijen bij het akkoord (art. 3 en 4), hun verbintenissen (art. 5 tot 8), de overlegstructuren (art. 9 en 10), de budgettaire gevolgen (art. 11) en de slotbepalingen (art. 12 en 13).

2. Bespreking van de artikelen van het samenwerkingsakkoord

² Samenwerkingsakkoord van 7 april 1998 tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg. Met dit samenwerkingsakkoord werd instemming verleend bij wet van 11 april 1999 en bij decreet van 15 december 1998.

BESPREKING VAN DE ARTIKELLEN



Artikel 1

Dit artikel bevat de definities van de in het akkoord gebruikte begrippen, zoals ze in dat kader moeten worden verstaan. In het akkoord wordt concreet bepaald welke opdrachten elke voor de slachtoffers werkende dienst heeft, om zo goed mogelijk inzicht te krijgen in de bevoegdheden die eigen zijn aan elke dienst.

De definitie van het begrip 'slachtoffer' is ontleend aan het protokolakkoord van 2009 tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg. Die definitie bevat het begrip 'na(ast)bestaanden' en niet het begrip 'familieleden' zoals in de EU-richtlijn 2012/29.

In de EU-richtlijn staat dat de familieleden van een slachtoffer wiens overlijden een rechtstreeks gevolg is van een strafbaar feit ook beschouwd worden als slachtoffers, als hen schade werd berokkend door het overlijden van die persoon.

De definitie van het begrip 'slachtoffer' in de zin van het samenwerkingsakkoord is overigens van toepassing op alle gevallen waarin het gerecht tussenkomt, het moet niet meteen om een strafbaar feit/misdrijf handelen. Hierbij denken wij bijvoorbeeld aan zelfmoorden, slachtoffers van een ongeval, van een ramp, van een brand en verkeersslachtoffers. Bovendien omvat de definitie van het begrip 'slachtoffer' in dit samenwerkingsakkoord ook de getuigen.

De definitie van het begrip 'na(ast)bestaanden' in de zin van het samenwerkingsakkoord omvat ook de na(ast)bestaanden aan wie schade werd berokkend, zonder dat erop gewezen wordt dat die schade samenhangt met het overlijden van het slachtoffer. Die definitie is bijgevolg op dat punt ruimer dan de definitie in de EU-richtlijn, wat in de lijn van de richtlijn ligt, aangezien in overweging 11 staat: "Deze richtlijn stelt minimumvoorschriften vast. De lidstaten mogen de in deze richtlijn opgenomen rechten uitbreiden teneinde in een hoger niveau van bescherming te voorzien."

De definitie van het begrip 'na(ast)bestaande' luidt als volgt: "rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer of elke persoon die een bijzonder affectieve band heeft met het slachtoffer".

Onder 'rechthebbende van het rechtstreekse slachtoffer' moeten de wettelijke erfgenamen (echtgenoot of echtgenote, kinderen, vader en moeder, broers, zussen, ...) worden verstaan.

Onder 'elke persoon die een bijzonder affectieve band heeft met het slachtoffer' moet in het bijzonder de partner worden verstaan, als het gaat om een samenwonend paar, of de personen die

ten laste zijn van het slachtoffer maar die niet de kinderen zijn, de persoon bij wie de minderjarige werkelijk verblijft maar die niet de vader of de moeder is.

De uitdrukking 'bijzonder affectieve band' wordt verkozen boven de in de Europese richtlijn gebruikte uitdrukking 'intieme relatie', omdat ze ruimer is.

Artikel 2

Artikel 2 verwoordt de doelstelling van het samenwerkingsakkoord, met name een structurele en goed georganiseerde samenwerking inzake slachtofferzorg om de traumatische ervaringen van het slachtoffer zo veel mogelijk te beperken en de verwerking van die traumatische ervaringen mogelijk te maken.

Dit artikel beschrijft de gerechtelijke arrondissementen die onder dit akkoord vallen en bepaalt dat dit samenwerkingsakkoord enkel van toepassing is op het Duitstalige grondgebied.

Een nauwe samenwerking tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap is noodzakelijk om te voorkomen dat de versnippering van de bevoegdheden een coherent beleid in de weg staat. Een samenwerkingsakkoord moet bijvoorbeeld een naadloze overgang waarborgen van de door de politie verleende slachtofferbejegening naar het slachtofferonthaal en de slachtofferhulp.

Artikel 3

In artikel 3 worden de opdrachten van de Federale Staat vermeld, waaronder de politionele slachtofferbejegening in het kader van het politie- en veiligheidsbeleid, alsook het justitieel slachtofferbeleid in het kader van het strafrechtelijk beleid.

Artikel 4

De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd voor de psychosociale hulp en de psychologische ondersteuning van slachtoffers, alsook voor de jeugdbijstand. Sinds de zesde staatsvorming is ze ook bevoegd voor het slachtofferonthaal.

1° Het slachtofferonthaal valt, via de justitieassistenten van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, onder de bevoegdheid van het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap.

De justitieassistenten slachtofferonthaal hebben de volgende opdrachten:

- aan de slachtoffers van misdrijven en aan hun na(ast)bestaanden informatie verstrekken over de gerechtelijke procedure in het algemeen en over de rechten van de slachtoffers in dat verband, alsook - met toestemming van de magistraten - over hun dossier en over de lopende procedure;
- aan de slachtoffers en hun na(ast)bestaanden bij bepaalde formaliteiten bijstand verlenen, ze begeleiden en ze ondersteunen in de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure (bijvoorbeeld bij de burgerlijke partijstelling, de wedersamenstelling, de inzage van het dossier, de zittingen voor de rechtbank en de teruggave van bewijsmiddelen) en bij de verschillende stappen van de strafuitvoering of van de internering;
- de slachtoffers eventueel doorverwijzen naar andere diensten, in functie van hun behoeften en de moeilijkheden waarmee ze geconfronteerd worden (bijvoorbeeld voor juridische eerstelijnsbijstand of juridische tweedelijnsbijstand of voor psychosociale begeleiding) en samenwerken met de lokale diensten;
- signaleren met welke moeilijkheden de slachtoffers geconfronteerd worden in hun contacten met de gerechtelijke instanties, alsook de gerechtelijke actoren voor de specifieke behoeften en de rechten van de slachtoffers sensibiliseren.

De justitieassistenten dragen ertoe bij dat de slachtoffers van misdrijven de nodige aandacht krijgen tijdens de gerechtelijke procedure en dat ze hun rechten kunnen laten gelden.

2° De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd voor het aanbieden van psychosociale hulp en/of psychologische ondersteuning om hulp te verlenen aan personen die geconfronteerd worden met de directe en indirecte gevolgen van een misdrijf en van het slachtofferschap.

Die gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp zijn bedoeld voor natuurlijke personen die schade ondervonden hebben die rechtstreeks het gevolg is van een misdrijf of een als misdrijf omschreven feit, alsook voor hun na(ast)bestaanden en getuigen.

In het kader van hun taken op het gebied van psychosociale hulp zijn de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp bevoegd voor de volgende activiteiten:

- het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van een misdrijf of aan een situatie die als een rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg van een misdrijf kan worden beschouwd;
- het slachtoffer informeren, doorverwijzen en ondersteunen in de omgang met de politie en de gerechtelijke instanties;
- de toegang tot specifieke diensten en organisaties vereenvoudigen.

De dienst helpt het slachtoffer om zich actief in de maatschappij te reïntegreren door, samen met het slachtoffer, zijn behoeften en hulpbronnen te evalueren en prioriteiten te bepalen, opdat het slachtoffer een nieuw evenwicht in zijn leven vindt.

In het kader van hun taken op het gebied van psychologische ondersteuning zijn de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp bevoegd voor de volgende activiteiten:

- het slachtoffer ondersteunen om het hoofd te bieden aan de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een misdrijf of aan specifieke problemen die verbonden zijn aan zijn specifieke situatie;
- het slachtoffer dat schade heeft ondervonden een gespecialiseerde therapeutische ondersteuning op maat aanbieden, gericht op de rechtstreekse gevolgen van de traumatiserende gebeurtenis en op de verwerking van de shock.

3° in het kader van de persoonsgebonden aangelegenheden is de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de jeugdbijstand (zie decreet van 13 november 2023 inzake jeugdbijstand en jeugdbescherming). Dit wordt geïmplementeerd door het departement Jeugdbijstand van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Het hoofddoel van de jeugdbijstand is ervoor te zorgen dat het kind een aan zijn leeftijd aangepast en menswaardig leven kan leiden en dat zijn gezonde ontwikkeling, opvoeding en maatschappelijke participatie zo goed mogelijk wordt bevorderd. Jeugdbijstandsmaatregelen voor het kind en de personen belast met zijn opvoeding hebben tot doel de fysieke, psychische en morele integriteit van het kind te beschermen en te waarborgen. Iedereen die vermoedt of vaststelt dat een kind gevaar loopt, bijvoorbeeld door verwaarlozing, mishandeling of misbruik, kan persoonlijk, schriftelijk of telefonisch contact opnemen met het departement Jeugdbijstand.

Artikel 5

Politieele slachtofferbejegening

Slachtofferbejegening maakt deel uit van de opdrachten van de politie.

Artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt vormt de rechtsgrond voor het optreden van de politie op het gebied van het verlenen van bijstand aan slachtoffers.

1° De Federale Staat verbindt zich ertoe alle nodige maatregelen te nemen, opdat de belangen van het slachtoffer overeenkomstig die wet worden behartigd.

De politieambtenaar is vaak de eerste persoon met wie het slachtoffer contact opneemt; hij heeft dan ook de plicht zich passend te gedragen ten aanzien van het slachtoffer en het slachtoffer emotionele ondersteuning te bieden.

In artikel 123 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus staat dat de politieambtenaren te allen tijde en in alle omstandigheden bijdragen tot de bescherming van de medeburgers en tot de bijstand die deze laatsten mogen verwachten, alsook, wanneer de omstandigheden het vereisen, tot het doen naleven van de wet en tot het behoud van de openbare orde.

In artikel 3bis van de voorgaande titel van het Wetboek van Strafvordering staat: "Slachtoffers van misdrijven en hun verwanten dienen zorgvuldig en correct te worden bejegend, in het bijzonder door terbeschikkingstelling van de nodige informatie en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van contact met de gespecialiseerde diensten [...]."

2° De Staat verbindt zich ertoe een passende voortgezette opleiding inzake politionele slachtofferbejegening te waarborgen. In dat verband kan verwezen worden naar het ministerieel besluit van 24 oktober 2002 houdende het algemeen studiereglement betreffende de basisopleidingen van de medewerkers van het operationeel kader van de politiediensten dat het programma van de basisopleidingen bevat, alsook naar het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de basisopleidingen van de medewerkers van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsbepalingen. In elke basisopleiding, voor elk politieniveau, is een module over slachtofferbejegening voorzien.

De ministeriële omzendbrief GPI 58 betreffende politionele slachtofferbejegening in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus organiseert de slachtofferbejegening binnen de federale politie en de lokale politie.

Elke politiezone moet beschikken over een gespecialiseerde medewerker die tot het personeel van de politiediensten behoort teneinde de politieambtenaren te adviseren en bij te staan bij het vervullen van hun opdrachten (koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking).

Die opdrachten kunnen volledig worden toevertrouwd aan een gespecialiseerde hoofdinspecteur of aan een lid van het burgerpersoneel dat een geschikt diploma bezit. Die persoon moet in elke zone te allen tijde stand-by zijn. Die functie kan in samenwerking met andere zones worden ingevuld.

De federale politie beschikt over maatschappelijke assistenten op het niveau van de gerechtelijke arrondissementen. Die maatschappelijke assistenten behoren organisatorisch tot de diensten van de Directeur-Coördinator. Ze werken voor de directies van de federale politie waarvan het personeel in rechtstreeks contact staat met slachtoffers.

Subsidiair en voor zover de werklust het mogelijk maakt, kan de gespecialiseerde medewerker van de federale politie (maatschappelijk assistent) ad-hocsteun verlenen aan de politiezones.

De medewerkers belast met de politionele slachtofferbejegening binnen de lokale politiezones en de federale politie hebben de volgende opdrachten:

- het veiligstellen van de bewustmaking en de voortgezette opleiding van de leden van het korps inzake politionele slachtofferbejegening;

- het verzamelen en verspreiden van informatie in verband met slachtofferzorg binnen het korps;
- het bijstaan van de slachtoffers in bepaalde omstandigheden, bijvoorbeeld in situaties van emotionele crisis of zeer ernstige gevallen;
- de slachtoffers die nood hebben aan psychosociale hulp doorverwijzen naar de bevoegde diensten;
- het instellen van contact en samenwerking met deze hulpinstanties;
- het deelnemen aan de overlegstructuren.³

Ten aanzien van de slachtoffers heeft de politieambtenaar vijf belangrijke opdrachten:

- onthaal;
- praktische bijstand;
- informatieverstrekking en doorverwijzing;
- opstellen van het proces-verbaal;
- opnieuw contact opnemen.

De psychosociale en therapeutische hulpverlening behoren niet tot de politietaken.

Krachtens omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002 betreffende de intensifiëring en bevordering van de interzonale samenwerking, kunnen akkoorden worden gesloten tussen verschillende aangrenzende zones teneinde te allen tijde gepaste bijstand en gepast onthaal te verschaffen.

3° Bij de federale politie en bij de Vaste Commissie voor de lokale politie is er een contactpersoon om op beleidsniveau een permanente dialoog en samenwerking met andere diensten inzake slachtofferzorg te bevorderen.

Artikel 6

Justitieel slachtofferbeleid

Alle medewerkers van de gerechtelijke instanties moeten de burgers met wie ze in contact komen, zorgvuldig en correct bejegenen. Dat geldt in het bijzonder voor de slachtoffers van misdaden en wanbedrijven. Ze moeten hen basisinformatie verstrekken en eventueel doorverwijzen naar de gespecialiseerde diensten.

In maart 1998 (wet-Franchimont) werd het algemene recht op informatie en correcte behandeling van de slachtoffers bindend verankerd in artikel 3bis van de wet van 17 april 1878 dat de voorgaande titel van het Wetboek van Strafvordering bevat. Die wet vormt de wettelijke grondslag voor het justitieel slachtofferbeleid in België.

In het eerste lid van dat artikel 3bis staat dat "Slachtoffers van misdrijven en hun verwanten dienen zorgvuldig en correct te worden bejegend, in het bijzonder door terbeschikkingstelling van de nodige informatie en, in voorkomend geval, het bewerkstelligen van contact met de gespecialiseerde diensten, en met name met de justitieassistenten."

Bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten wordt dat artikel aangevuld als volgt: "Slachtoffers ontvangen met name de nuttige informatie over de nadere regels voor de burgerlijke partijstelling en over de verklaring van benadeelde persoon."

³ Zie de ministeriële omzendbrief PLP 10 van 9 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking.

De Federale Staat zorgt verder voor de optimalisering van de middelen voor het herstel van door het slachtoffer geleden schade. Hierbij gaat het in het bijzonder om de burgerlijke partijstelling, bemiddeling in strafzaken en de verwijzing naar de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan occasionele redders.

De met het slachtofferonthaal belaste justitieassistent is een medewerker van het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Er is echter ook permanent contact met de magistraten en de medewerkers van het openbaar ministerie en van de rechtbanken om zo een nauwe samenwerking op te bouwen en een vertrouwensrelatie te waarborgen en te onderhouden.

De justitieassistent komt tussen op vraag van een magistraat, op basis van een schriftelijke vatting. Hij kan ook tussenkomen op vraag van de slachtoffers. In dat geval licht hij de magistraat die belast is met het strafdossier hierover in.

De procureur-generaal staat in voor de uitwerking van een coherent en eenvormig slachtofferbeleid en wordt daarbij onder meer ondersteund door het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Dit beleid binnen de magistratuur is een uitdrukkelijke opdracht van de procureur-generaal te Brussel (zie het koninklijk besluit van 9 december 2015 betreffende de specifieke opdrachten van de leden van het College van procureurs-generaal).

Het slachtofferonthaal bij de parketten en rechtbanken wordt uitvoerig behandeld in de omzendbrief 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. Zo werd in elk parket van de procureur des konings en in elk parket-generaal een verbindingsmagistraat aangewezen voor het slachtofferonthaal.

Bovendien is een duurzame investering in een slachtoffergerichte opleiding voor alle leden van het gerechtelijk apparaat voorzien. Het Instituut voor gerechtelijke opleiding speelt een belangrijke rol op het gebied van opleiding in de magistratuur en gerechtelijke stagiairs. Sinds 1997 is er een specifieke opleiding rond het thema "de plaats van het slachtoffer in de strafprocedure".

Artikel 7

In dit artikel verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe de federale politie en de FOD Justitie in te lichten over de contactgegevens van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp en van het departement Jeugdbijstand en adreswijzigingen mee te delen. De doorgifte van die informatie is noodzakelijk, opdat de federale diensten die met de slachtoffers en hun na(ast)betaanden in contact staan, die slachtoffers en na(ast)bestaanden correct kunnen doorverwijzen naar de betrokken diensten van de gemeenschap.

Voorts verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe de medewerkers van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, van het departement Jeugdbijstand en van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp de mogelijkheid te bieden om een gepaste en voortgezette opleiding op het gebied van slachtofferzorg te volgen.

Artikel 8

Het model voor de samenwerking van de diensten en voor de doorverwijzing vormt een van de essentiële aspecten van het samenwerkingsakkoord.

1° De politie moet de slachtoffers via een daartoe bestemd document, namelijk het attest van klachtneerlegging, systematisch informeren over het bestaan van de dienst politionele slachtofferbejegening, over de opdrachten van het slachtofferonthaal van het justitiehuis, alsook over de

opdrachten van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp. De omzendbrief 5/2009 van het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep betreffende richtlijnen m.b.t. de attesten van klachtneerlegging en de registratie van de verklaringen van benadeelde persoon bevat bijlagen met modellen van de attesten van klachtneerlegging. Voorts wordt in die omzendbrief nader geregeld hoe die attesten aan de slachtoffers worden overhandigd.

Het samenwerkingsakkoord bepaalt dat de Dienst voor politionele slachtofferbejegening een verwijsformulier invult (waarvan het model als bijlage gaat bij het samenwerkingsakkoord) en dat formulier doorzendt aan de gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp. Hierbij moeten uiteraard het beroepsgeheim en het onderzoeksgeheim worden nageleefd. Alleen de informatie die nodig is om contact op te nemen met een slachtoffer, mag worden doorgegeven.

De Dienst voor politionele slachtofferbejegening deelt via het verwijsformulier mee dat het slachtoffer door een gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp gecontacteerd wil worden. De Dienst voor politionele slachtofferbejegening stelt vooraf een apart document op, waarin het slachtoffer toestemming geeft voor het doorsturen van zijn gegevens en om gecontacteerd te worden door BTZ/Prisma. Het afzonderlijk document wordt gedagtekend en wordt door het slachtoffer ondertekend. Die doorverwijzing wordt systematisch aangeboden aan de slachtoffers.

In elk geval wordt het slachtoffer ingelicht over het bestaan van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp.

In geval van nood kan de politieambtenaar zelf contact opnemen met de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp. In het proces-verbaal vermeldt hij dat de doorverwijzing werd aangeboden, maar hij vermeldt niet of het slachtoffer op dat aanbod ingaat.

In zijn advies van 14 oktober 2023 heeft het Controleorgaan op de politionele informatie aangegeven dat het slachtoffer zelf moet kunnen beslissen of zijn of haar keuze om al dan niet in te gaan op het aanbod tot doorverwijzing in het proces-verbaal moet worden opgenomen.

Dat argument werd niet in aanmerking genomen, om het slachtoffer zo de mogelijkheid te geven het aanbod tot doorverwijzing op een later tijdstip te kunnen intrekken indien hij of zij op het ogenblik van de vaststelling van de feiten of de aangifte niet wenste te worden doorverwezen naar een gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp. Het is evenwel belangrijk dat de politieambtenaar de taken van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp en de dienst voor slachtofferonthaal van het justitiehuis toelicht.

Indien dit nodig blijkt, brengt de medewerker van de dienst voor politionele slachtofferbejegening de slachtoffers, zoals vrouwen en kinderen die slachtoffer werden van zware gewelddaden, in contact met een opvanghuis (zoals bijvoorbeeld de vzw Prisma).

Een minderjarige die slachtoffer is van mishandeling of seksueel geweld verwijst hij door naar het departement Jeugdbijstand.

De dienst voor politionele slachtofferbejegening verwijst de slachtoffers die bijstand willen in het kader van hun gerechtelijke procedure door naar het slachtofferonthaal van het justitiehuis.

Tot slot kunnen ze slachtoffers van een ongeval, een ramp of een brand en na(ast)bestaanden van iemand die zelfmoord heeft gepleegd, over het bestaan van het slachtofferonthaal van het justitiehuis informeren.

2° De magistraat die belast is met het dossier van het slachtoffer of de onderzoeksrechter kan het slachtofferonthaal van het justitiehuis inschakelen, opdat die dienst ondersteuning kan aanbieden aan het slachtoffer. De nadere regels voor het inschakelen van het slachtofferonthaal van het justitiehuis zijn vastgelegd in de omzendbrief 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. In sommige situaties, hoofdzakelijk in geval van overlijden van het slachtoffer, is een

systematische inschakeling van het slachtofferonthaal van het justitiehuis voorzien. In de andere situaties beoordeelt de magistraat zelf of het slachtofferonthaal van het justitiehuis ingeschakeld moet worden.

De slachtoffers die rechtstreeks in contact treden met het gerecht moeten ook ingelicht worden of in contact gesteld worden met een gepaste dienst voor slachtofferzorg wanneer hun specifieke situatie, hun behoeften of hun verwachtingen het vereisen.

3° De Duitstalige Gemeenschap zorgt ervoor dat de medewerkers van de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp contact opnemen met de slachtoffers die door de dienst voor politionele slachtofferbejegening werden doorverwezen. De hulpverlening moet actief en binnen een redelijke termijn aangeboden worden, d.w.z. enkele dagen na de vaststelling van de feiten.

De personen die de slachtoffers doorverwezen hebben, worden ervan op de hoogte gebracht dat de gespecialiseerde dienst voor slachtofferhulp de betrokken slachtoffers gecontacteerd heeft. Ook hier moet het beroepsgeheim in acht worden genomen. De psychosociale medewerkers en de dienst voor politionele slachtofferbejegening behoren de uitwisseling van gegevens dus te beperken tot de gegevens die noodzakelijk zijn om die feedback mogelijk te maken.

Die doorverwijzingsprocedure werd al uitgewerkt in de omzendbrief GPI 58 over de politionele slachtofferbejegening. Het is echter belangrijk het verwijsformulier in het samenwerkingsakkoord vast te leggen om tot een consequente naleving van die maatregel door de politiediensten te komen.

Tot slot verbindt de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe dat de diensten voor slachtofferhulp de slachtoffers die in het kader van de gerechtelijke procedure bijstand nodig hebben, doorverwijzen naar het slachtofferonthaal van het justitiehuis en dat het slachtofferonthaal van het justitiehuis de slachtoffers die psychosociale hulp of psychologische ondersteuning nodig hebben, doorverwijzen naar de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp.

In zijn advies van 14 oktober 2023 wees het Controleorgaan op de politionele informatie erop dat er geen verwijsformulier bestaat voor de dienst slachtofferonthaal van het justitiehuis, noch voor het departement Jeugdbijstand. Aangezien de formulieren alleen worden gebruikt bij doorverwijzing naar gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp, en de diensten voor slachtofferonthaal en het departement jeugdbijstand niet onder deze categorie vallen, voorziet het ontwerp van samenwerkingsakkoord niet in andere formulieren. De lay-out van de tekst is aangepast om dit punt te verduidelijken.

Afhankelijk van de vragen en behoeften die de slachtoffers hebben meegedeeld, verwijzen die diensten de slachtoffers door naar andere personen of diensten, bijvoorbeeld naar het ocmw, de vzw ASL, Info Integration enz. Ze kunnen hen bijvoorbeeld ook doorverwijzen naar de juridische eerstelijns- of tweedelijnsbijstand.

Het Controleorgaan op de politionele informatie liet in zijn advies ook opmerken dat de bij het ontwerp gevoegde formulieren niet de nodige contactgegevens van het slachtoffer bevatten. Bovendien ontbrak de schriftelijke toestemming van het slachtoffer voor de verwerking van zijn of haar gegevens. De formulieren zijn in die zin aangepast.

Artikel 9

Het slachtofferbeleid van het gerechtelijk arrondissement wordt aangewakkerd door de lokale raad voor slachtofferzorg. Deze raad verenigt de lokale diensten die op het gebied van slachtofferzorg actief zijn.

De lokale raad voor slachtofferzorg speelt een belangrijke rol bij de uitwisseling van inlichtingen op lokaal niveau.

De lokale raad moet in het bijzonder de maatregelen van het samenwerkingsakkoord concretiseren en implementeren. Dat omvat de mogelijkheid verbeteringen aan te brengen of deze ten minste voor te stellen aan de bevoegde instanties. Daartoe kunnen samenwerkingsprotocollen worden gesloten, in het bijzonder over de doorverwijzing aan de gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp door de dienst voor politionele slachtofferbejegening.

De samenstelling van de lokale raad waarborgt dat de bij het slachtofferbeleid betrokken instanties in de lokale raad vertegenwoordigd zijn. Deze minimale samenstelling kan op verzoek van de voorzitter worden uitgebreid naargelang van de inhoud van de vergaderingen. De lokale raad wordt voorgezeten door de procureur des Konings of door de verbindingsmagistraat belast met het slachtofferonthaal binnen het gerechtelijke arrondissement.

Die lokale raden worden al vermeld in de omzendbrief GPI 58 inzake politionele slachtofferbejegening en in de omzendbrief 16/2012 betreffende het slachtofferonthaal op parketten en rechtbanken. Dit samenwerkingsakkoord verschaft die lokale raad een bindende status in het Duitstalige landsge-deelte.

Artikel 10

Voor de samenwerking tussen professionals uit de verschillende gerechtelijke, politionele en psychosociale diensten moeten één of meer psychosociale teams voor slachtofferzorg binnen de gerechtelijke arrondissementen opgericht worden. Dit hangt af van de grootte van het gebied en van het beschikbare personeel.

Het psychosociaal team voor slachtofferzorg moet op gedetailleerde wijze gestalte geven aan de samenwerking op het terrein, zodat de dossiers waarbij verschillende diensten en personen tegelijk betrokken zijn zo doeltreffend mogelijk kunnen worden behandeld.

Het overleg binnen de psychosociale teams betreft onder andere de uitvoering van het verwijsformulier, het signaleren van knelpunten, de kennisgeving en voorbereiding van de vergaderingen van de lokale raad voor slachtofferzorg.

Dergelijke teams zijn nu al actief in verscheidene gerechtelijke arrondissementen. Zij vormen informele ontmoetingsplaatsen en bestaan uit lokale medewerkers. Door dit samenwerkingsakkoord worden ze formeel erkend.

Artikel 11

Dit artikel regelt de budgettaire weerslag, die ten laste komt van alle partijen in overeenstemming met de verdeling van bevoegdheden zoals vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 12

Het protocolakkoord van 5 juni 2009 tussen de Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg moet worden opgeheven.

Artikel 13

Dit artikel bepaalt het tijdstip van inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord en bepaalt dat het voor onbepaalde duur geldt. In het akkoord wordt bepaald dat de partijen bij het akkoord de toepassing ervan moeten evalueren telkens zij dat nodig achten.

OPMERKINGEN BIJ DE ONTVANGEN ADVIEZEN

Het ontwerp van samenwerkingsakkoord werd ter advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit. De Gegevensbeschermingsautoriteit deelde op 24 oktober 2023 mee dat ze wegens de uitzonderlijk hoge werklast geen specifiek advies kon geven over het ingediende voorontwerp en dat ze zich beperkte tot aanwijzingen en aanbevelingen van algemene aard (standaardadvies 65/2023 van 24 maart 2023). Het advies werd ter kennis genomen.

Het Controleorgaan op de politionele informatie verleende ook haar advies over de artikelen die een verwerking van persoonsgegevens betreffen (zie advies van 14 oktober 2023 met referentie DA230039).

Voorts werd het ontwerp van samenwerkingsakkoord voorgelegd aan het College van procureurs-generaal, dat zijn advies verstrekke op 23 oktober 2023, en aan de Raad van burgemeesters, die zijn advies verstrekke op 9 juli 2023.

Ten slotte heeft het Coördinatiecomité van de geïntegreerde politie het ontwerp van samenwerkingsakkoord op 24 juli 2023 elektronisch gevalideerd.

Op basis van de aanbevelingen van de voornoemde instanties zijn verscheidene aanpassingen aangebracht. Die aanpassingen worden toegelicht in de bespreking van de afzonderlijke artikelen van het samenwerkingsakkoord.

BESPREKING VAN HET ENIGE ARTIKEL

Enig artikel

Dit artikel behoeft geen bijzondere toelichting.

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
A. ANTONIADIS

VOORONTWERP

Voorontwerp van decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg

Enig artikel – Instemming wordt verleend met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg.

Eupen, ...

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën
O. PAASCH

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
A. ANTONIADIS

Bijlagen

ADVIES 65/2023 VAN DE GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT

Bijlage: afzonderlijk bijgevoegd.

ADVIES VAN DE RAAD VAN BURGEMEESTERS

Bijlage: afzonderlijk bijgevoegd.

ADVIES VAN HET COORDINATIECOMITE VAN DE GEINTEGREERDE POLITIE

Bijlage: afzonderlijk bijgevoegd.

ADVIES VAN HET CONTROLEORGaan OP DE POLITIONELE INFORMATIE

Bijlage: afzonderlijk bijgevoegd.

ADVIES VAN HET COLLEGE VAN PROCUREURS-GENERAAL

Bijlage: afzonderlijk bijgevoegd.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg

Bijlage: afzonderlijk bijgevoegd.

KONINKRIJK BELGIË

ROYAUME DE BELGIQUE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

**Voorontwerp van wet houdende
goedkeuring van het
Samenwerkingsakkoord tussen de
Federale Staat en de Duitstalige
Gemeenschap inzake slachtofferzorg**

**Avant-projet de loi portant assentiment à
l'accord de coopération entre l'État fédéral
et la Communauté germanophone en
matière d'assistance aux victimes**

Filip, Koning der Belgen

Philippe, Roi des Belges,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen
zullen, Onze Groet.

A tous, présents et à venir, Salut.

Op de voordracht van Onze Minister van
Binnenlandse Zaken en van Onze minister
van Justitie,

Sur la proposition de Notre Ministre de
l'Intérieur et Notre ministre de la Justice,

**HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN
WIJ:**

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en
Onze Minister van Justitie zijn ermee
belast het ontwerp van wet, waarvan de
tekst hierna volgt, in Onze naam voor te
leggen en bij de Kamer van
volksvertegenwoordigers in te dienen:

Notre Ministre de l'Intérieur et Notre
Ministre de la Justice sont chargés de
présenter, en Notre nom, et de déposer à la
Chambre des représentants le projet de loi
dont la teneur suit:

Artikel 1

Article 1er

Deze wet regelt een aangelegenheid als
bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

La présente loi règle une matière visée à
l'article 74 de la Constitution.

Artikel 2

Het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg wordt goedgekeurd.

Gegeven te

Article 2

L'accord de coopération entre l'État fédéral, et la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes est approuvé.

Donné à

Van Koningswege:

Par le Roi:

De Minister van Binnenlandse Zaken,

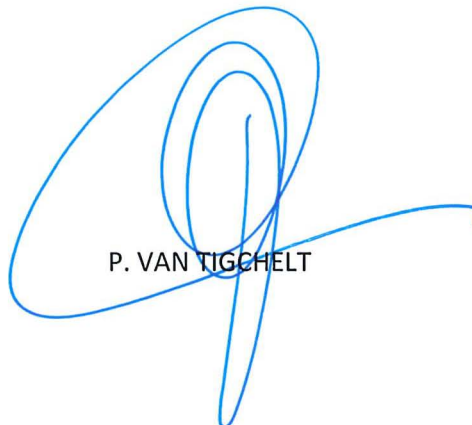
La Ministre de l'Intérieur,



A. VERLINDEN

De Minister van Justitie,

Le Ministre de la Justice,



P. VAN TIGCHELT